

2. En qualité de personnalités scientifiques non attachées à l'institut :

- Monsieur N. Lust, dr.ir., professeur à la "Rijksuniversiteit Gent";
- Monsieur A. Pieters, dr.ir., professeur à la "Katholieke Universiteit Leuven";
- Monsieur J. De Maeseneer, dr.ir., professeur à la "Rijksuniversiteit Gent".

Art. 4. Les membres du Conseil visé à l'article 1er bénéficient de jetons de présence et de frais de parcours et de séjour conformément à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 14 décembre 1983 portant certaines mesures en vue d'harmoniser le fonctionnement, les jetons de présence et les indemnités aux organes consultatifs, modifié par les arrêtés de l'Exécutif flamand du 20 juin 1984, 3 septembre 1986 et 29 juillet 1987.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1990

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,
T. KELCHTERMANS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 1546

24 DECEMBRE 1990. — Décret contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CREDITS POUR LES DEPENSES COURANTES (TITRE I) ET POUR LES DEPENSES DE CAPITAL (TITRE II)

Article 1^{er}

Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1991, les crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	35 960,7	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	2 587,5	1 425,5	1 206,2
Totaux	38 548,2	1 425,5	1 206,2

Ces crédits sont énumérés aux Titres I et II du tableau annexé au présent décret.

(1) *Session 1990-1991.*

Documents du conseil. — N° 4-III, n° 1. Projet de décret. — N° 4-III, n° 1 annexe 1. Programme justificatif. — N° 4-III, n° 1 annexe 2. Répartition. — N° 4-III, n° 2. Rapport. — N° 4-III, n° 3. Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 13 et 14 décembre 1990. — Adoption. Séance du 14 décembre 1990.

ART. 2

En attendant la mise en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, les dispositions de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, telles qu'en vigueur au 1^{er} janvier 1989, restent d'application aux budgets de la Communauté française.

ART. 3

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties à chacun des comptables extraordinaires.

Ce montant maximum est porté à 25 000 000 de francs pour les comptables extraordinaires des services de l'Econamat du Secteur Secrétariat général. Il peut être adapté pour les autres comptables sur décision de l'Exécutif.

Ces avances de fonds peuvent servir à payer les rémunérations, allocations et indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté française et les créances résultant de marchés n'excédant pas 200 000 francs, y compris les acquisitions d'œuvres d'art, ainsi que les secours et allocations à caractère social et les subventions inférieures ou égales à 50 000 francs.

ART. 4

Les crédits non dissociés des articles ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures:

Titre I — Dépenses courantes

Secteur Secrétariat général

Section 31 — article 11.03.11
article 12.01.11
article 12.05.11

Section 32 — article 12.01.11

Secteur Infrastructure

Section 38 — article 12.01.11

Secteur Affaires sociales

Section 41 — article 12.01.21

Secteur Santé

Section 51 — article 12.01.21

Secteur Culture et Communication

Section 61 — article 11.03.11
article 12.01.11

Section 63 — article 33.02.12
article 43.02.12
article 43.02.13

Section 66 — article 12.01.12

Secteur Sport et Tourisme

Section 71 — article 12.01.11

ART. 5

Les soldes de crédits disponibles sur les articles de la section 38, Titre II, secteur Infrastructure, repris ci-dessous, sont annulés tant en engagement qu'en ordonnancement à concurrence des montants respectifs suivants:

Article 52.21.21: 20,0 millions

Article 52.22.21: 30,0 millions

Article 52.23.21: 9,0 millions

Article 63.22.21: 21,0 millions

Article 63.23.21: 10,0 millions

ART. 6

Par dérogation aux dispositions de l'article 2, § 1^{er}, 1^{er} alinéa de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le solde au 31 décembre 1990 du crédit inscrit à l'article 22.20.22 de la Section 53 — Secteur Santé — est reporté à l'année budgétaire 1991 et ajouté au nouveau crédit de l'article correspondant au budget de 1991. De même le solde au 31 décembre 1990 du crédit inscrit à l'article 33.07.11 de la section 31, secteur Secrétariat général, est reporté à l'article correspondant au budget de 1991.

La dérogation visée à l'article 3 du décret d'ajustement du budget 1990 porte également sur les soldes inscrits au 31 décembre 1989. Ils sont reportés sur l'année budgétaire 1990 et ajoutés aux crédits correspondants.

ART. 7

Les reliquats éventuels des crédits alloués aux différents musées de la Communauté française pour l'acquisition d'œuvres d'art ou d'objets de collection, pourront être versés, à titre de subventions, aux caisses de ces établissements.

Titre II — Dépenses de capital

Secteur Culture et Communication

Section 66 — article 74.80.12
article 74.81.11

ART. 8

Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

ART. 9

Le Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions est autorisé à accorder des avances en matière d'Inspection médicale scolaire sur base d'une prévision du subside annuel dû pour les examens cliniques systématiques et le traitement de la première aide paramédicale. Une première avance est accordée dans le courant du premier trimestre scolaire.

Elle pourra atteindre 30 p.c. du montant du subside annuel prévu pour les activités précitées. Cette avance est récupérée sur les subsides à liquider pour les prestations des mois d'octobre à décembre inclus.

Dans les mêmes conditions, une deuxième avance à concurrence de 25 p.c. du montant du subside annuel peut être accordée dans le courant du deuxième trimestre scolaire, à récupérer sur les subsides à liquider pour les prestations des mois de février et suivants.

ART. 10

Les crédits prévus aux articles suivants du secteur Infrastructure, peuvent être transférés de l'un à l'autre, pour des dotations ou des subventions de même nature, par arrêté de l'Exécutif suivant les besoins des services.

Titre I — Dépenses courantes

Section 38 — Crédits non dissociés

article 41.30.21
 article 43.21.21
 article 61.30.21
 article 61.33.21
 article 61.34.21
 article 61.35.21
 article 63.26.21

Titre II — Dépenses de capital — Partie 1

Section 38 — Crédits dissociés

Tous les crédits d'ordonnancement prévus à tous les articles du Titre II, partie 1.

ART. 11

En ce qui concerne le secteur Culture et Communication, les crédits prévus pour la liquidation des subventions aux bibliothèques publiques des communes et des provinces, d'une part, et aux bibliothèques publiques libres, d'autre part, peuvent être, au sein d'une même section, pour des subventions de même nature, transférés de l'un à l'autre par arrêté de l'Exécutif suivant les besoins des services.

ART. 12

Des transferts de crédits entre les articles 33.07.21 et 43.01.21 de la section 43 et entre les articles 33.65.21 et 43.65.21 de la section 44 du Secteur Affaires sociales peuvent être effectués sur décision de l'Exécutif.

ART. 13

Les soldes disponibles en crédits d'engagement et en crédits d'ordonnancement au 31 décembre 1990 sur l'article 01.02.20 de la section 80, sont transférés à l'article 01.02.20 de la section 87 du budget des dépenses d'Education, de Recherche et de Formation.

Autres engagements couverts
par le décret budgétaire

ART. 14

A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, le Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre des engagements pour un montant de 930 000 000 de francs, des liquidations pour un montant de 917 000 000 de francs.

ART. 15

A l'intervention du Ministre qui a la politique de l'Aide sociale dans ses attributions, le Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre des engagements pour un montant de 120 000 000 de francs et à effectuer des liquidations pour un montant de 120 000 000 francs.

ART. 16

A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, le Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Ces engagements pourront porter en 1991 sur un volume de prêts ne dépassant pas 800 000 000 de francs.

ART. 17

Le Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est autorisé à prendre, au nom de la Communauté française, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter en 1991 sur un volume de prêts ne dépassant pas 80 000 000 de francs (logements 3^e âge, crèches, centres de service commun, centres de santé, ...).

Tout engagement à prendre de ce chef est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des Comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue le relevé récapitulatif annuel.

La Cour des Comptes renvoie au Ministre ayant les Finances dans ses attributions, dans les dix jours suivant leur réception, deux exemplaires arrêtés par elle du relevé récapitulatif annuel.

ART. 18

Le Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est autorisé à contracter, auprès du Crédit communal de Belgique, au nom de la Communauté française, et pour le compte de l'hôpital psychiatrique de la Communauté française « Les Maronniers » à Tournai, un crédit pour un montant maximum de 200 000 000 de francs, et pour le compte de l'hôpital « Chênes aux Haies » à Mons, un crédit pour un montant maximum de 200 000 000 de francs, afin d'assurer le préfinancement des frais de fonctionnement des hôpitaux précités.

Les intérêts de ce crédit seront incorporés dans le prix de la journée d'hospitalisation de l'hôpital.

ART. 19

A l'intervention du Ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, nonobstant l'article précédent, le Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, pour des sommes équivalent à 40 p.c. du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et Tournai.

Ces engagements pourront porter en 1991 sur un volume de prêts ne dépassant pas 130 000 000 de francs.

Les intérêts et les amortissements des prêts précités seront incorporés dans le prix de la journée d'hospitalisation de l'hôpital.

ART. 20

L'Exécutif est autorisé à prendre l'engagement de cautionner l'exécution des obligations financières de la Radio-télévision belge de la Communauté française envers la personne désignée en qualité de Directeur général par le Conseil d'administration et dans la limite des engagements financiers qui découle de cette désignation.

TITRE IV

SECTION PARTICULIERE

ART. 21

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau annexé au présent décret sont évaluées à 13 358 200 000 francs pour les recettes et à 13 939 400 000 francs pour les dépenses.

ART. 22

Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau annexé au présent décret est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Ministre-Président sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

ART. 23

Les crédits non dissociés repris ci-après peuvent être transférés à l'article 60.03 A du Titre IV, secteur Secrétariat général du budget :

Titre I — Dépenses courantes

Secteur Secrétariat général

Section 33 — article 41.03.21.

ART. 24

Les aides relatives à certains projets touristiques consenties à la Communauté française par le Fonds européen de développement régional de la Communauté économique européenne en application, entre autres, du règlement modifié n° 724/75 du 18 mars 1975, sont affectées à des dépenses de travaux pour investissements touristiques et versées à l'article 66.03 A du secteur Infrastructure. — «Fonds pour les investissements touristiques».

ART. 25

Les recettes provenant des indemnisations de dommages causés à du matériel fourni en prêt dans le secteur Culture et Communication et dans le secteur Sport et Tourisme peuvent être versées aux fonds de emploi ouverts à cet effet sous les articles 66.11 A du secteur Culture et Communication, et 66.15 A du secteur Sport et Tourisme.

Ces fonds peuvent être utilisés pour l'acquisition de matériel.

ART. 26

L'article 60.09 B de la section particulière, secteur Santé, section I: «Fonds de Constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française» est alimenté par le transfert des moyens dus à la Communauté française et par transfert des articles du budget de la Communauté française désignés ci-après:

Titre II — Dépenses de capital

Secteur Infrastructure

Section 38 — article 61.33.21
article 61.35.21.

ART. 27

L'article 66.12 A de la section particulière, secteur Culture et Communication — section I, «Fonds de l'Édition et de la Publication» est alimenté par le transfert des moyens dus à la Communauté française, notamment par les recettes provenant de contrats relatifs à l'aide à l'édition et à la publication et des recettes à provenir de ventes des publications des services concernés de la Communauté française et par le transfert de l'article du budget de la Communauté française désigné ci-après:

Titre II — Dépenses de capital

Secteur Culture et Communication

Section 63 — article 61.01.11

A partir du 1^{er} janvier 1991, le mode de disposition des avoirs mentionnés à ce fonds est désigné par l'indice B.

ART. 28

L'article 66.41 A de la section particulière, Secteur Culture et Communication — section I, «Fonds de développement de la presse écrite» est alimenté:

— d'une part, de l'indemnisation correspondant au double du dépassement par la Radio-Télévision belge de la Communauté française des plafonds fixés aux ressources publicitaires en application de l'article 20 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française modifié par le décret de 4 juillet 1989 et de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision;

— d'autre part, des recettes en provenance de la publicité commerciale à la radio et à la télévision au profit de la presse écrite en vertu de l'article 17 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

Peuvent y être imputées, les dépenses relatives au développement de la presse écrite.

ART. 29

L'article 66.42 B de la section particulière, secteur Culture et Communication — section I, «Fonds ouvert au mécénat en faveur des Métiers d'Art», est alimenté en recettes par les donations et legs dont l'affectation est faite au bénéfice des Métiers d'Art. Y sont imputées, les dépenses conformes à cette affectation.

ART. 30

L'article 66.09 B de la section particulière, secteur Culture et Communication — section I, «Fonds cinématographique» est alimenté par le transfert des moyens dus à la Communauté française, notamment par les recettes provenant du remboursement des avances faites à certaines productions cinématographiques, de même que les recettes provenant de l'exploitation des films sur lesquels la Communauté française possède des droits et par le transfert des articles du budget de la Communauté française désignés ci-après:

Titre I — Dépenses courantes

Secteur Culture et Communication

Section 65 — article 32.01.11
article 32.01.13
article 32.02.11

Titre II — Dépenses de capital

Secteur Culture et Communication

Section 65 — article 81.03.11
article 81.06.11.

Peuvent y être imputées, les dépenses de toute nature relatives à la production cinématographique.

ART. 31

L'article 66.31 A de la section particulière, secteur Culture et Communication — section I, « Fonds de la production télévisuelle » est alimenté par le transfert des moyens dus à la Communauté française et par le transfert de l'article du budget de la Communauté française désigné ci-après :

Titre II — Dépenses de capital

Secteur Culture et Communication

Section 65 — article 81.08.11

A partir du 1^{er} janvier 1991 le mode de disposition des avoirs mentionnés à ce fonds est désigné par l'indice B.

ART. 32

Il est créé à la section particulière — Secteur Culture et Communication, section I, chapitre III, un article 66.32 B « Fonds d'aide à la diffusion ».

Ce fonds est alimenté en recettes par le transfert de l'article du budget désigné ci-après :

Titre II — Dépenses de capital

Secteur Culture et Communication

Section 63 — article 61.02.11

Peuvent être imputées les dépenses conformes à cette affectation.

ART. 33

L'article 60.10 A « Fonds de valorisation des lacs de l'Eau d'Heure — Gestion », secteur Sport et Tourisme, est alimenté en recettes par les revenus provenant de la gestion du domaine de l'Eau d'Heure et complémentaiement par des transferts de l'article du budget de la Communauté française désigné ci-après :

Titre I — Dépenses courantes

Secteur Sport et Tourisme

Section 74 — article 41.01.11

Peuvent y être imputées, les dépenses de toute nature relatives à la conservation, à l'entretien et à la promotion dudit domaine en ce compris un éventuel subside de fonctionnement octroyé à l'organisme chargé de la gestion journalière du site.

ART. 34

L'article 60.11 A « Fonds de valorisation des lacs de l'Eau d'Heure — Investissements », secteur Sport et Tourisme, est alimenté en recettes par le produit de l'aliénation éventuelle de terrains, par les revenus générés par les nouvelles infrastructures implantées au domaine de l'Eau d'Heure et complémentaiement par les transferts de l'article du budget de la Communauté française désigné ci-après :

Titre II — Dépenses de capital

Secteur Sport et Tourisme

Section 74 — article 61.01.11

Peuvent y être imputées, les dépenses de toute nature relatives aux investissements réalisés sur le domaine.

ART. 35

L'article 66.33 A « Fonds de restauration urgente des propriétés de la Communauté française », secteur Infrastructure — section I, est alimenté par les recettes provenant de la vente de biens immobiliers faisant partie du patrimoine de la Communauté française.

Peuvent y être imputées, les dépenses de toute nature relatives à des travaux de restauration urgente des biens immobiliers, propriétés de la Communauté française.

ART. 36

L'article 66.51 C « Fonds des sports » du Secteur Sport et Tourisme est alimenté en recettes :

— par les donations et legs dont l'affectation est faite au bénéfice de la promotion ou du développement de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

— par les dotations de la Loterie Nationale; à titre transitoire, celles-ci peuvent continuer à être perçues par l'entremise du compte chèque postal n° 000-2001445-44 intitulé « Fonds national des sports »;

— par le produit des redevances sur les paris et pronostics sportifs;

— par les paiements, droits d'inscription, prix d'abonnement et autres revenus résultant des activités du Fonds;

— par le remboursement, en fonction de leurs conditions d'exigibilité, des subventions ou avances qui pourront être octroyées à charge du Fonds, ainsi que de celles qui ont été allouées à charge de l'article 66.13 A « Fonds national des Sports — Secteur francophone ».

Ce fonds est alimenté, complémentirement, par les transferts de l'article du budget de la Communauté française désigné ci-après :

Titre I — Dépenses courantes

Secteur Sport et Tourisme

Section 73 — article 41.01.11

Peuvent être imputées, en dépenses, audit fonds :

— les frais de toute nature en rapport avec le fonctionnement des centres sportifs de la Communauté française et des services extérieurs de l'Administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

— les frais de toute nature relatifs aux programmes d'activités organisés par la direction générale du Sport et du Tourisme pour la promotion ou le développement de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

— les subventions ou avances octroyées aux fédérations sportives reconnues, aux clubs et autres groupements affiliés pour leurs activités.

ART. 37

L'article 66.18 A «Fonds des Sports — Charges de personnel» est alimenté en recettes par des transferts mensuels de l'article 66.51 C «Fonds des Sports» dans la proportion du montant nécessaire au paiement des rémunérations du personnel contractuel permanent qui serait mis à charge de celui-ci.

Peuvent être imputées, en dépenses, à ce fonds, le paiement desdites rémunérations.

Des avances de Trésorerie peuvent être octroyées à concurrence d'un montant équivalent, au maximum, au quart des dépenses annuelles afférentes au personnel du Fonds des Sports effectivement repris au cadre des services de l'Exécutif de la Communauté française, à charge du remboursement dès réception par le comptable du «Fonds des Sports — charges de personnel» des recettes qui lui sont affectées.

ART. 38

Le Directeur d'Administration chargé des affaires administratives au sein de la Direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française est transféré dans ses grade et fonction au Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Les anciennetés administratives et pécuniaires de l'intéressé, acquises à la Direction d'Administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française sont considérées comme ayant été acquises au sein des services de l'Exécutif.

TITRE VII

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

ART. 39

Est approuvé le budget du Commissariat général aux Relations internationales pour l'année budgétaire 1991, annexé au présent décret. Ce budget s'élève à 672 788 000 francs pour les recettes et 702 788 000 francs pour les dépenses, la différence étant couverte par le solde des crédits disponibles au 31 décembre 1990.

ART. 40

Le présent décret entre en vigueur à la date de sa sanction par l'Exécutif.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1991

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
SECTEUR CABINETS DE L'EXECUTIF					
SECTION 01					
DEPENSES DE CABINET DU MINISTRE-PRESIDENT DE L'EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION (Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 1. Salaires et charges sociales					
01	11.01	Traitement et frais de représentation du Ministre-Président:			
	11.	Communauté française	2,7	—	—
01	11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet:			
	11.	Communauté française	81,0	—	—
01	11.06	Remboursement des traitements et indemnités du personnel de Cabinets mis à disposition par des administrations dépendant du pouvoir national:			
	11.	Communauté française	—	—	—
Totaux pour le § 1			83,7	—	—
§ 2. Achat de biens non durables et de services					
01	12.06	Loyers des biens immobiliers des divers services du Cabinet (en ce compris les loyers, les charges locatives ainsi que les rétributions et indemnités dues à la Régie des Bâtiments):			
	11.	Communauté française	27,0	—	—
01	12.07	Frais de premier établissement et de réappropriation du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de locaux, frais de déménage- ment. etc.):			
	11.	Communauté française	1,0	—	—
01	12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet:			
	11.	Communauté française	32,6	—	—
Totaux pour le § 2			60,6	—	—
Totaux pour le chapitre I			144,3	—	—
Totaux pour la section 01. — Dépenses de Cabinet du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française:					
	11.	Communauté française	144,3	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement

SECTION 02

DEPENSES DE CABINET DU MINISTRE
DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA FORMATION, DU SPORT,
DU TOURISME ET DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

CHAPITRE I

DÉPENSES DE CONSOMMATION
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

02 11.01	Traitement et frais de représentation du Ministre:				
	11. Communauté française	2,7	—	—	
02 11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet:				
	11. Communauté française	77,0	—	—	
02 11.06	Remboursement des traitements et indemnités du personnel de Cabinets mis à disposition par des administrations dépendant du pouvoir national:				
	11. Communauté française	—	—	—	
	Totaux pour le § 1	79,7	—	—	

§ 2. Achat de biens non durables et de services

02 12.06	Loyers des biens immobiliers des divers services du Cabinet (en ce compris les loyers, les charges locatives ainsi que les rétributions et indemnités dues à la Régie des Bâtiments):				
	11. Communauté française	22,5	—	—	
02 12.07	Frais de premier établissement et de réappropriation du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de locaux, frais de déménagement, etc.):				
	11. Communauté française	2,0	—	—	
02 12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet:				
	11. Communauté française	23,0	—	—	
	Totaux pour le § 2	47,5	—	—	
	Totaux pour le chapitre I	127,2	—	—	
	Totaux pour la section 02. — Dépenses de Cabinet du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales de la Communauté française de Belgique:				
	11. Communauté française	127,2	—	—	

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.				(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 03

DEPENSES DE CABINET DU MINISTRE
DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

03 11.01	Traitement et frais de représentation du Ministre:				
	11. Communauté française	2,6	—	—	
03 11.02	Traitements et indemnités du personnel du Cabinet:				
	11. Communauté française	66,8	—	—	
03 11.06	Remboursement des traitements et indemnités du personnel de Cabinets mis à disposition par des administrations dépendant du pouvoir national:				
	11. Communauté française	—	—	—	
	Totaux pour le § 1	69,4	—	—	

§ 2. Achat de biens meubles non durables et de services

03 12.06	Loyers des biens immobiliers des divers services du Cabinet (en ce compris les loyers, les charges locatives ainsi que les rétributions et indemnités dues à la Régie des Bâtiments):				
	11. Communauté française	19,0	—	—	
03 12.07	Frais de premier établissement et de réappropriation du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de locaux, frais de déménagement, etc.):				
	11. Communauté française	—	—	—	
03 12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet:				
	11. Communauté française	20,0	—	—	
	Totaux pour le § 2	39,0	—	—	

Totaux pour le chapitre I 108,4

Totaux pour la section 03. — Dépenses de Cabinet du Ministre des Affaires sociales et de la Santé de la Communauté française de Belgique:

21. Communauté française 108,4

TOTAUX POUR LE SECTEUR CABINETS DE L'EXECUTIF:

11. Communauté française 379,9

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	An.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTEUR SECRETARIAT GENERAL

SECTION 31

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

01 11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):			
	11. Communauté française	1 681,5	—	—
01 11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:			
	11. Communauté française	1,3	—	—
01 11.05	Dépenses diverses de service social autres que les achats de biens patrimoniaux:			
	11. Communauté française	10,3	—	—
	Totaux pour le § 1	1 693,1	—	—

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01 12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:			
	11. Communauté française	7,4	—	—
01 12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:			
	11. Communauté française	18,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux):			
	11.	Communauté française	64,1	—	—
		Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.05	89,5	—	—
01	12.22	Paiement de primes d'assurance:			
	11.	Communauté française	1,0	—	—
01	12.24	Dépenses diverses, frais de représentation:			
	11.	Communauté française	0,6	—	—
01	12.30	Service pour la promotion culturelle et professionnelle des femmes — Dépenses courantes relatives aux réunions, à l'organisation de colloques, de journées d'études et de formation, diffusion d'information:			
	11.	Communauté française	0,9	—	—
01	12.31	Bibliothèque centrale, dépenses courantes relatives à l'achat d'ouvrages, de revues, d'enregistrements:			
	11.	Communauté française	5,5	—	—
01	12.32	Dépenses de toute nature en matière de bureautique et informatique:			
	11.	Communauté française	102,5	—	—
		Totaux pour le § 2	200,0	—	—
		Totaux pour le chapitre I	1 893,1	—	—

CHAPITRE II

INTERETS ET PERTES D'ENTREPRISES

Contributions à la charge d'intérêts
et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques

01	22.21	Paiement à Sofibail des charges d'intérêts relatives au financement de l'immeuble administratif situé au Boulevard Léopold II, 46, 1080 Bruxelles			
	11.	Communauté française	169,0	—	—
		Totaux pour le chapitre II	169,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01	33.01	Indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité de la Communauté:			
	11.	Communauté française	0,1	—	—
02	33.02	Subvention à l'Association pour la promotion des enseignants belges d'expression française à l'étranger (APEFE):			
	11.	Communauté française	5,3	—	—
01	33.03	Donation SOLVAY de La Hulpe — Subvention à l'ASBL «Fondation culturelle Solvay de La Hulpe»:			
	11.	Communauté française	12,4	—	—
01	33.04	Subvention allouée dans le cadre de la coopération entre les Communautés francophone et germanophone (loi du 31 décembre 1983 — art. 55, § 3):			
	11.	Communauté française	1,5	—	—
01	33.05	Subventions à l'ASBL «Formation Sport et Culture dans les établissements pénitentiaires»:			
	11.	Communauté française	3,5	—	—
03	33.06	Subventionnement des institutions ayant opté pour la Communauté française, en vertu de l'art. 65, §5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions:			
	11.	Communauté française	1 385,1	—	—
03	33.07	Subvention aux institutions pour handicapés via la Commission Communautaire française en application de l'article 13 du décret portant délégation de compétence à la Commission Communautaire française du 18 juin 1990:			
	11.	Communauté française	12,3	—	—
Totaux pour le chapitre III.			1 420,2	—	—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux Fonds et aux
institutions publiques sans caractère d'entreprise

02	41.01	Subvention au Commissariat général aux relations internationales:			
	11.	Communauté française	522,9	—	—

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
03	41.02	Dotation à la Commission communautaire française:			
	13.	Région bruxelloise	300,0	—	—
		Totaux pour le chapitre IV	822,9	—	—
CHAPITRE 01					
DIVERS					
Non réparti économiquement					
01	01.01	Provision en vue de couvrir des charges résultant de la hausse de l'indice des prix:			
	11.	Communauté française	—	—	—
01	01.04	Dépenses de toute nature en rapport avec le transfert des services à la Communauté française:			
	11.	Communauté française	—	—	—
44	01.05	Provision pour charges d'intérêts d'emprunt:			
	11.	Communauté française	300,0	—	—
03	01.06	Dépenses de toute nature relative à la mise en œuvre du décret du 1 ^{er} juillet 1982 fixant les critères d'appartenance exclusive à la Communauté française des institutions traitant des matières personnalisables dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale — 1 ^{ère} étape:			
	21.	Communauté française	30,0	—	—
		Totaux pour le chapitre 01	330,0	—	—
Totaux pour la section 31. — Affaires générales:					
	11.	Communauté française	4 305,2	—	—
	13.	Région bruxelloise	300,0	—	—
	21.	Communauté française	30,0	—	—
			4 635,2	—	—

SECTION 32

ECONOMAT

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION
(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01	12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:			
	11.	Communauté française	112,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:			
	11.	Communauté française	28,9	—	—
01	12.04	Location de matériel informatique et de télétransmission:			
	11.	Communauté française	10,0	—	—
01	12.06	Loyers des biens immobiliers des divers services du Département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les Bâtiments:			
	11.	Communauté française	78,0	—	—
01	12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs):			
	11.	Communauté française	8,0	—	—
01	12.22	Paiement de primes d'assurance:			
	11.	Communauté française	11,0	—	—
Totaux pour le § 2			247,9	—	—
Totaux pour le chapitre I			247,9	—	—
Totaux pour la section 32. — Economat					
	11.	Communauté française	247,9	—	—

SECTION 33

PROTECTION DE LA JEUNESSE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01	12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:			
	21.	Communauté française	2,5	—	—
01	12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:			
	21.	Communauté française	2,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
01	12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:			
	21.	Communauté française	6,5	—	—
01	12.04	Location d'installations mécanographiques:			
	21.	Communauté française	0,1	—	—
01	12.29	Frais exposés en faveur des jeunes lors de missions de transfèrement, enquête, surveillance et assistance:			
	21.	Communauté française	0,5	—	—
01	12.32	Dépenses relatives à l'entretien des élèves confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse (y compris les frais de transfèrement, de correspondance, d'action en milieu ouvert), frais de réception et de nourriture des participants aux formations et réunions organisées au centre de formation et de perfectionnement des cadres:			
	21.	Communauté française	35,0	—	—
01	12.34	Dépenses résultant de l'action de prévention générale des Comités de protection de la jeunesse:			
	21.	Communauté française	9,0	—	—
01	12.35	Actions de prévention générale menées dans le cadre de l'opération «Été-jeunes»			
	21.	Communauté française	5,0	—	—
01	12.70	Dépenses de toute nature en matière de protection de la jeunesse et d'aide à la jeunesse			
	21.	Communauté française	7,0	—	—
01	12.71	Dépenses de toute nature en matière d'aide à la jeunesse			
	21.	Communauté française	55,0	—	—
Totaux pour le § 2			122,6	—	—
Totaux pour le chapitre I			122,6	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01	33.02	Dédommagement à des jeunes victimes d'accidents survenus à l'occasion d'activités éducatives:			
	21.	Communauté française	0,1	—	—
01	33.05	Subsides aux œuvres s'occupant de l'adoption d'enfants:			
	21.	Communauté française	0,4	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	33.06	Service des études et de la recherche scientifique — financement de recherches dans le domaine des affaires sociales (immigrés et protection de la jeunesse)			
	21.	Communauté française	0,9	—	—
		Totaux pour le chapitre III.	1,4	—	—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques
sans caractère d'entreprise

01	41.03	Subventions des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse:			
	21.	Communauté française	4 502,0	—	—
		Totaux pour le chapitre IV	4 502,0	—	—
		Totaux pour la section 33. — Protection de la jeunesse:			
	21.	Communauté française	4 626,0	—	—
		TOTAUX POUR LE SECTEUR SECRETARIAT GENERAL			
	11.	Communauté française	4 553,1	—	—
	13.	Région bruxelloise	300,0	—	—
	21.	Communauté française	4 656,0	—	—
			9 509,1	—	—

SECTEUR INFRASTRUCTURE

SECTION 36

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

01	11.03	Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):			
	12.	Région de langue française	—	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		01 11.04 Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:			
		12. Région de langue française	—	—	—
		Totaux pour le § 1	—	—	—
		§ 2. Achat de biens non durables et de services			
		01 12.01 Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration, prestations de tiers:			
		12. Région de langue française	—	—	—
		01 12.05 Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux):			
		12. Région de langue française	—	—	—
		Totaux pour le § 2	—	—	—
		Totaux pour le chapitre I	—	—	—
		Totaux pour la section 36. — Affaires générales:			
		12. Région de langue française	—	—	—

SECTION 37

EQUIPEMENT — ECONOMAT

CHAPITRE I.

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

		01 12.02 Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:			
		11. Communauté française	—	—	—
		12. Région de langue française	—	—	—
			—	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Al.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
	01 12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	01 12.04	Location de matériel informatique et de télétransmission:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	01 12.06	Loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	01 12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.):			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
		Sous-totaux pour les articles 12.02 à 12.07	—	—	—
	01 12.20	Dépenses de toute nature relatives aux réunions, enquêtes et à l'organisation de colloques ou journées d'études:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	01 12.21	Dépenses de toute nature relatives aux publications:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	01 12.22	Paiement de primes d'assurances:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	01 12.23	Publicité, relations publiques, production et diffusion de matériel de promotion et d'information (imprimés, films, photos, matériel d'expositions, etc.):			
	11.	Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le § 2	—	—	—
		Totaux pour le chapitre I	—	—	—
		Totaux pour la section 37. — Equipement. — Economat:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 38

INFRASTRUCTURE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01 12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:				
	11. Communauté française	0,1	—	—	
01 12.20	Dépenses de toute nature relatives aux réunions, enquêtes et à l'organisation de colloques ou journées d'études:				
	11. Communauté française	0,2	—	—	
01 12.21	Dépenses de toute nature relatives aux publications:				
	11. Communauté française	0,5	—	—	
01 12.23	Publicité, relations publiques, production et diffusion de matériel de promotion et d'information (imprimés, films, photos, matériel d'expositions, etc.):				
	11. Communauté française	0,4	—	—	
02 12.30	Travaux d'entretien exécutés à l'intervention du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat:				
	11. Communauté française	—	—	—	
	12. Région de langue française	—	—	—	
	13. Région bruxelloise.	—	—	—	
		—	—	—	
01 12.31	Dépenses de toute nature résultant de la gestion des immeubles de la Communauté française en propriété ou en copropriété:				
	11. Communauté française	3,0	—	—	
	Totaux pour le § 2	4,2	—	—	
	Totaux pour le chapitre I	4,2	—	—	

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise					
03	41.30	Hôpitaux, Maisons de repos et Centres de Service commun intégrés. — Dotation annuelle au Fonds de constructions de la Communauté française destinée à couvrir ses interventions dans les taux d'intérêts des emprunts et des dépenses résultant de l'octroi de sa garantie relative aux créances dont question à l'article 6bis, § 2, 2 ^e , respectivement c et d, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux:			
		21. Communauté française	566,0	—	—
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
03	43.21	Logements 3 ^e âge — Crèches — Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de la Communauté dans les charges d'intérêts d'emprunts contractés par ces pouvoirs auprès du Crédit communal de Belgique pour le financement de travaux (application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959). (Des avances de trésorerie sont autorisées à charge de régularisation ultérieure en vue de constituer les provisions éventuellement nécessaires afin d'assurer le paiement de l'intervention de la Communauté aux échéances convenues):			
		21. Communauté française	53,0	—	—
03	43.22	Crèches. — Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de la Communauté dans les charges d'intérêts d'emprunts contractés par ces pouvoirs auprès du Crédit communal de Belgique pour le financement de travaux (application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959). (Des avances de trésorerie sont autorisées à charge de régularisation ultérieure en vue de constituer les provisions éventuellement nécessaires afin d'assurer le paiement de l'intervention de la Communauté aux échéances convenues):			
		21. Communauté française	—	—	—
02	43.23	Sport. — Interventions dans les charges d'intérêts de l'emprunt contracté par l'intercommunale pour l'étude et la gestion de services publics pour la construction d'infrastructures à Mouscron:			
		11. Communauté française	18,0	—	—
02	43.30	Charges d'intérêts d'emprunts:			
		11. Communauté française	2,0	—	—
Totaux pour le chapitre IV			639,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

CHAPITRE 01

DIVERS

Non réparti économiquement

01 01.01 Dépenses relatives au contentieux avec la régie des Bâtiments (années antérieures):

11. Communauté française 92,0 — —

Totaux pour le chapitre 01 92,0 — —

Totaux pour la section 38. — Infrastructure:

11. Communauté française 116,2 — —

12. Région de langue française — — —

13. Région bruxelloise — — —

21. Communauté française 619,0 — —

735,2 — —

SECTION 39

PATRIMOINE CULTUREL

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01 12.20 Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, de colloques ou journées d'études et à l'organisation d'activités culturelles interdisciplinaires:

11. Communauté française — — —

01 12.21 Dépenses de toute nature relatives aux publications:

12. Région de langue française — — —

01 12.23 Publicité, relations publiques, production et diffusion de matériel de promotion et d'information (imprimés, films, photos, matériel d'expositions, etc.):

11. Communauté française — — —

01 12.30 Dépenses de toute nature relatives à la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine culturel:

11. Communauté française — — —

12. Région de langue française — — —

01 12.31 Achat de revues et d'ouvrages spécialisés, relatifs à l'archéologie, l'histoire de l'art, la muséologie ou la protection du patrimoine culturel:

11. Communauté française — — —

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.32	Dépenses de toute nature relatives aux fouilles archéologiques:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
01	12.34	Dépenses de toute nature résultant de l'organisation d'expositions temporaires au Musée de Mariemont:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
Totaux pour le § 2			—	—	—
Totaux pour le chapitre I			—	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01	33.01	Subventions aux associations en vue d'études et d'activités concernant la défense et la mise en valeur du patrimoine culturel:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
01	33.02	Subventions aux cercles et sociétés d'histoire et d'archéologie:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
01	33.03	Subventions aux musées privés et associations de musées privés:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
01	33.04	Subventions aux organismes qui assurent une action éducative dans les musées:			
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
01	33.05	Subventions aux musées privés en raison de leurs activités scientifiques:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
Totaux pour le chapitre III.			—	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.			(En millions de francs)		
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux provinces,
communes et organismes assimilés

01 43.11 Subventions aux musées publics et aux associations de musées publics:

12. Région de langue française — — —

Totaux pour le chapitre IV — — —

Totaux pour la section 39. — Patrimoine culturel:

11. Communauté française — — —

12. Région de langue française — — —

13. Région bruxelloise — — —

TOTAUX POUR LE SECTEUR INFRASTRUCTURE:

11. Communauté française 116,2 — —

12. Région de langue française — — —

13. Région bruxelloise — — —

21. Communauté française 619,0 — —

735,2 — —

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

SECTION 41

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

03 12.01 Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:

21. Communauté française 1,8 — —

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
03	12.70	Dépenses de toute nature en matière d'aide sociale, familiale et de troisième âge:			
	21.	Communauté française	4,0	—	—
		Totaux pour le § 2	5,8	—	—
		Totaux pour le chapitre I	5,8	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

03	33.01	Subsides à des organismes d'aide sociale, familiale et du troisième âge:			
	21.	Communauté française	18,6	—	—
03	33.02	Subventions pour le financement de recherches dans le domaine des affaires sociales:			
	21.	Communauté française	6,5	—	—
		Totaux pour le chapitre III.	25,1	—	—
		Totaux pour la section 41. — Affaires générales			
	21.	Communauté française	30,9	—	—

SECTION 42

AIDE SOCIALE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01	12.60	Dépenses de toute nature en matière d'immigrés:			
	21.	Communauté française	1,0	—	—
		Totaux pour le § 2	1,0	—	—
		Totaux pour le chapitre I	1,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01 33.14	Subsides accordés aux centres socio-culturels régionaux des immigrés (frais de personnel)				
	21. Communauté française	4,6	—	—	
01 33.15	Subsides aux organismes publics et privés développant des actions dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des personnes immigrées:				
	21. Communauté française	35,1	—	—	
03 33.17	Subsides à des organismes d'étude, d'orientation et de coordination en matière sociale:				
	21. Communauté française	5,3	—	—	
01 33.18	Actions favorisant l'intégration des jeunes d'origine étrangère dans le cadre de l'opération Eté-jeunes:				
	21. Communauté française	2,5	—	—	
03 33.19	Subventions aux centres de service social:				
	21. Communauté française	122,8	—	—	
	Totaux pour le chapitre III.	170,3	—	—	

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux fonds
et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise

03 43.01	Subventions à des organismes publics, en matière d'aide sociale:				
	21. Communauté française	25,0	—	—	
	Totaux pour le chapitre IV	25,0	—	—	
	Totaux pour la section 42. — Aide sociale:				
	21. Communauté française	196,3	—	—	

SECTION 43

AIDE SOCIALE SPECIALISEE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01 12.70	Dépenses de toute nature en matière d'aide sociale aux justiciables:				
	21. Communauté française	1,5	—	—	
	Totaux pour le § 2	1,5	—	—	
	Totaux pour le chapitre I	1,5	—	—	

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Credits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01 33.03	Subsides aux services d'aide sociale aux détenus :				
	21. Communauté française	17,9	—	—	
01 33.04	Subsides à des organismes de réadaptation et des institutions d'accueil qui collaborent à l'action sociale à l'égard de délinquants et handi- cés sociaux :				
	21. Communauté française	64,0	—	—	
03 33.05	Subsides à des associations relatives à la prévention des handicaps, promotion et intégration sociale des handicapés :				
	21. Communauté française	20,0	—	—	
03 33.07	Subsides aux services d'aide précoce et aux services d'accompagnement des handicapés non hébergés en institution :				
	21. Communauté française	51,0	—	—	
Totaux pour le chapitre III			152,9	—	—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux fonds
et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise

03 41.01	Transfert à un fonds spécial créé en vue du paiement des frais d'entretien et de traitement d'indigents belges et étrangers (y compris pour les années antérieures) :				
	21. Communauté française	115,0	—	—	
03 41.02	Transfert à un fonds de soins médico-socio-pédagogiques en vue de la subvention à la prise en charge de la personne handicapée :				
	21. Communauté française	5 162,2	—	—	
03 41.03	Subsides au fonds national de reclassement social des handicapés :				
	21. Communauté française	3 329,3	—	—	
Totaux pour le chapitre IV			8 606,5	—	—
Totaux pour la section 43. — Aide sociale spécialisée :					
	21. Communauté française	8 760,9	—	—	

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 44

FAMILLE

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

03 33.64	Subventions aux associations organisant des actions de toute nature en vue de promouvoir l'éducation familiale:				
11.	Communauté française	5,0	—	—	
03 33.65	Subventions à des organismes d'études, d'éducation, d'aide et de protection familiales:				
21.	Communauté française	1 328,1	—	—	
03 33.66	Subventions aux centres d'aide et d'information sexuelles, conjugales et familiales:				
21.	Communauté française	50,0	—	—	
Totaux pour le chapitre III		1 383,1	—	—	

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux provinces,
communes et organismes assimilés

03 43.65	Subsides à des organismes d'études, d'éducation, d'aide et de promotion familiales:				
21.	Communauté française	556,2	—	—	
Totaux pour le chapitre IV		556,2	—	—	
Totaux pour la section 44. — Famille:					
11.	Communauté française	5,0	—	—	
21.	Communauté française	1 934,3	—	—	
		1 939,3	—	—	

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.			(En millions de francs)		
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 45

PROTECTION DE LA JEUNESSE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01 12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:			
	21. Communauté française	—	—	—
01 12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:			
	21. Communauté française	—	—	—
01 12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:			
	21. Communauté française	—	—	—
01 12.04	Location d'installations mécanographiques:			
	21. Communauté française	—	—	—
	Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.04	—	—	—
01 12.29	Frais exposés en faveur des jeunes lors de missions de transfèrement, enquête, surveillance et assistance:			
	21. Communauté française	—	—	—
01 12.32	Dépenses relatives à l'entretien des élèves confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse (y compris les frais de transfèrement, de correspondance, d'action en milieu ouvert), frais de réception et de nourriture des participants aux formations et réunions organisées au centre de formation et de perfectionnement des cadres:			
	21. Communauté française	—	—	—
01 12.34	Dépenses résultant de l'action de prévention générale des comités de protection de la jeunesse:			
	21. Communauté française	—	—	—
01 12.70	Dépenses de toute nature en matière de protection de la jeunesse et d'aide à la jeunesse:			
	21. Communauté française	—	—	—

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01 12.71 Dépenses de toute nature en matière d'aide à la jeunesse:					
		21. Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le § 2	—	—	—
		Totaux pour le chapitre I	—	—	—
CHAPITRE III					
TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de revenus aux ménages .					
01 33.02 Dédommagement à des jeunes victimes d'accidents survenus à l'occasion d'activités éducatives:					
		21. Communauté française	—	—	—
01 33.05 Subsidés aux œuvres s'occupant de l'adoption d'enfants:					
		21. Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le chapitre III	—	—	—
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise					
01 41.03 Subventions des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse:					
		21. Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le chapitre IV	—	—	—
		Totaux pour la section 45. — Protection de la Jeunesse:			
		21. Communauté française	—	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES:					
		11. Communauté française	5,0	—	—
		21. Communauté française	10 922,4	—	—
			10 927,4	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
SECTEUR SANTE					
SECTION 51					
AFFAIRES GENERALES					
CHAPITRE I.					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 2. Achat de biens non durables et de services					
01	12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:			
	21.	Communauté française	2,0	—	—
		Totaux pour le § 2	2,0	—	—
		Totaux pour le chapitre I	2,0	—	—
CHAPITRE III					
TRANSFERTS DE REVENUS					
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de revenus aux ménages					
03	33.01	Subvention pour la promotion de la recherche dans le domaine de la santé:			
	21.	Communauté française	11,0	—	—
03	33.02	Dotation à l'Académie royale de médecine de Belgique:			
	21.	Communauté française	11,0	—	—
		Totaux pour le chapitre III.	22,0	—	—
		Totaux pour la section 51. — Affaires générales:			
	21.	Communauté française	24,0	—	—
SECTION 52					
MEDECINE PREVENTIVE					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 2. Achat de biens non durables et de services					
03	12.30	Dépenses en matière de contrôle médico-sportif:			
	12.	Région de langue française	5,5	—	—
	13.	Région bruxelloise.	2,0	—	—
			7,5	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
03	12.31	Analyses et flacons antidopage:			
	21.	Communauté française	11,4	—	—
03	12.32	Prophylaxie générale:			
	21.	Communauté française	40,0	—	—
03	12.42	Dépenses de toute nature en matière d'éducation sanitaire:			
	11.	Communauté française	10,0	—	—
03	12.43	Dépenses de toute nature relatives aux centres de santé intégrés:			
	11.	Communauté française	—	—	—
Totaux pour le § 2			68,9	—	—
Totaux pour le chapitre I			68,9	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

03	33.01	Maladies sociales:			
	21.	Communauté française	7,5	—	—
03	33.02	Subventions aux organismes éducatifs, préventifs, et de dépistage:			
	21.	Communauté française	104,5	—	—
03	33.03	Subventions aux organismes d'éducation à la santé:			
	21.	Communauté française	120,0	—	—
03	33.04	Subventions aux centres de santé intégrés:			
	21.	Communauté française	12,0	—	—
03	33.05	Subsides pour le développement de la politique de la prévention du sida:			
	21.	Communauté française	135,0	—	—
Totaux pour le chapitre III			379,0	—	—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux fonds
et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise

03	41.01	Subventions à l'Office de la Naissance et de l'Enfance:			
	21.	Communauté française	3 275,0	—	—

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
03	41.03	Subvention à l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie:			
	21.	Communauté française	73,2	—	—
Totaux pour le chapitre IV			3 348,2	—	—
Totaux pour la section 52. — Médecine préventive:					
	11.	Communauté française	10,0	—	—
	12.	Région de langue française	5,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	2,0	—	—
	21.	Communauté française	3 778,6	—	—
			3 796,1	—	—
SECTION 53					
MEDECINE CURATIVE					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION					
(Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 2. <i>Achat de biens non durables et de services</i>					
03	12.41	Dépenses de toute nature pour les soins à domicile:			
	21.	Communauté française	—	—	—
Totaux pour le § 2			—	—	—
Totaux pour le chapitre I			—	—	—
CHAPITRE II					
INTERETS ET PERTES D'ENTREPRISES					
Contributions à la charge d'intérêts et aux pertes d'exploitation d'entreprises publiques					
03	22.20	Déficit des hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai:			
	22.	Région de langue française	10,0	—	—
Totaux pour le chapitre II			10,0	—	—
CHAPITRE III					
TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de revenus aux ménages					
03	33.01	Subsides aux organismes extra-hospitaliers de santé mentale:			
	21.	Communauté française	288,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
03	33.02	Subsides aux centres de télé-accueil:			
	21.	Communauté française	18,0	—	—
03	33.04	Subsides aux organismes d'études et expérimentation en santé mentale:			
	21.	Communauté française	16,0	—	—
03	33.06	Subventions en matière de soins à domicile:			
	21.	Communauté française	75,0	—	—
03	33.07	Subsides destinés aux organismes de lutte contre la toxicomanie:			
	21.	Communauté française	28,0	—	—
Totaux pour le chapitre III			425,0	—	—
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
03	43.01	Subsides aux organismes extra-hospitaliers de santé mentale:			
	21.	Communauté française	132,0	—	—
Totaux pour le chapitre IV			132,0	—	—
Totaux pour la section 53. — Médecine curative:					
	21.	Communauté française	557,0	—	—
	22.	Région de langue française	10,0	—	—
			567,0	—	—
SECTION 54					
INSPECTION MEDICALE SCOLAIRE					
CHAPITRE I					
DEPENSES DE CONSOMMATION (Dépenses courantes pour biens et services)					
§ 2. Achat de biens non durables et de services					
03	12.30	Dépenses en matière d'inspection médicale scolaire:			
	12.	Région de langue française	348,0	—	—
	13.	Région bruxelloise	107,6	—	—
			455,6	—	—
Totaux pour le § 2			455,6	—	—
Totaux pour le chapitre I			455,6	—	—
Totaux pour la section 54. — Inspection médicale scolaire:					
	12.	Région de langue française	348,0	—	—
	13.	Région bruxelloise	107,6	—	—
			455,6	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR SANTE:					
	11.	Communauté française	10,0	—	—
	12.	Région de langue française	353,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	109,6	—	—
	21.	Communauté française	4 359,6	—	—
	22.	Région de langue française	10,0	—	—
			4 842,7	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION

SECTION 61

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

01 11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):				
	11. Communauté française	70,1	—	—	
01 11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:				
	11. Communauté française	1,3	—	—	
	Totaux pour le § 1	71,4	—	—	
§ 2. Achat de biens non durables et de services					
01 12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:				
	11. Communauté française	6,0	—	—	
01 12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien, — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:				
	11. Communauté française	19,5	—	—	
01 12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:				
	11. Communauté française	14,0	—	—	
01 12.04	Location d'installations mécanographiques:				
	11. Communauté française	0,5	—	—	

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Credits non dissociés	Credits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux):			
	11.	Communauté française	—	—	—
		Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.05	40,0	—	—
01	12.20	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'études et à l'organisation d'activités culturelles interdisciplinaires:			
	11.	Communauté française	31,6	—	—
01	12.31	Frais relatifs à des immeubles appartenant à la Communauté française ou loués par elle et affectés à des fins culturelles:			
	11.	Communauté française	6,8	—	—
		Totaux pour le § 2	78,4	—	—
		Totaux pour le chapitre I	149,8	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01	33.03	Subvention à l'ASBL « Centre de rayonnement de la Culture française »:			
	11.	Communauté française	6,6	—	—
01	33.04	Subvention à l'Association intercommunale culturelle de Bruxelles, ASBL:			
	13.	Région bruxelloise	3,5	—	—
01	33.06	Subventions aux activités culturelles en faveur des enfants et familles des militaires de la Communauté française stationnés en Allemagne:			
	11.	Communauté française	6,0	—	—
01	33.07	Subventions aux activités culturelles pluridisciplinaires:			
	11.	Communauté française	15,7	—	—
01	33.08	Service des études et de la recherche scientifique — Financement de recherches dans le domaine socio-culturel:			
	11.	Communauté française	10,0	—	—
01	33.26	Transfert au fonds d'exploitation du centre culturel « Marcel Hicter » en vue de couvrir les charges inhérentes au fonctionnement de la salle de spectacles:			
	11.	Communauté française	0,8	—	—
01	33.40	Subventions aux maisons de la culture, centres et foyers culturels, fonctionnement et interventions dans les rémunérations des animateurs et de la coordination de leurs activités:			
	11.	Communauté française	0,5	—	—
	12.	Région de langue française	167,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	15,3	—	—
			183,3	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	33.41	Subvention à l'ASBL-Centre culturel de la Communauté française Le Botanique:			
	11.	Communauté française	69,9	—	—
01	33.42	Subvention au Palais des Beaux-Arts de Charleroi:			
	12.	Région de langue française	37,0	—	—
01	33.43	Subventions extraordinaires aux centres culturels:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	4,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	1,3	—	—
			5,8	—	—
01	33.44	Subvention aux métiers d'art:			
	11.	Communauté française	—	—	—
01	33.45	Halles de Schaerbeek — Centre culturel européen de la Communauté française:			
	11.	Communauté française	7,7	—	—
		Totaux pour le chapitre III.	346,3	—	—
CHAPITRE 01					
DIVERS					
Non réparti économiquement					
01	01.11	Apurement exceptionnel de déficits d'organismes culturels relatifs aux années 1987 et antérieures:			
	11.	Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le chapitre 01	—	—	—
Totaux pour la section 61. — Affaires générales:					
	11.	Communauté française	267,0	—	—
	12.	Région de langue française	209,0	—	—
	13.	Région bruxelloise	20,1	—	—
			496,1	—	—

SECTION 62

PROMOTION ARTISTIQUE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01	12.20	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'études et à l'organisation d'activités culturelles interdisciplinaires:			
	11.	Communauté française	0,5	—	—

TITRE I — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Nl.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.21	Dépenses de toute nature relatives aux publications et imprimés:			
	11.	Communauté française	0,3	—	—
01	12.35	Dépenses de toute nature relatives à la création, la diffusion, la décentralisation et l'animation artistique et culturelle:			
	11.	Communauté française	19,8	—	—
	12.	Région de langue française	27,6	—	—
	13.	Région bruxelloise	6,0	—	—
			53,4	—	—
01	12.40	Dépenses de toute nature relatives à la promotion, à la recherche, à la création et à la diffusion théâtrales:			
	11.	Communauté française	5,7	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			5,7	—	—
01	12.50	Dépenses de toute nature relatives à la musique et à la danse:			
	11.	Communauté française	2,3	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			2,3	—	—
01	12.60	Dépenses de toute nature relatives à la promotion, à la recherche, à l'animation et à la création en matière d'art plastique:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
		Totaux pour le § 2	62,2	—	—
		Totaux pour le chapitre I	62,2	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Autres subventions aux entreprises

01	32.01	Subvention au Théâtre National:			
	11.	Communauté française	139,3	—	—
01	32.02	Subventions aux compagnies et théâtres professionnels conventionnés avec le Ministère de la Communauté française:			
	11.	Communauté française	94,0	—	—
	12.	Région de langue française	71,3	—	—
	13.	Région bruxelloise	109,5	—	—
			274,8	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	32.03	Subventions aux compagnies et théâtres professionnels non conventionnés avec le Ministère de la Communauté française:			
	11.	Communauté française	7,1	—	—
	12.	Région de langue française	45,8	—	—
	13.	Région bruxelloise	45,5	—	—
			98,4	—	—
01	32.04	Subventions aux projets de création et de diffusion théâtrales (arrêté de l'Exécutif du 22 janvier 1990):			
	11.	Communauté française	41,0	—	—
01	32.05	Subventions aux compagnies et théâtres pour l'enfance et la jeunesse agréés dans le cadre du décret du 25 juin 1973:			
	11.	Communauté française	52,1	—	—
01	32.06	Subventions aux compagnies et théâtres professionnels et semi-professionnels pour l'enfance et la jeunesse et aux centres dramatiques pour l'enfance et la jeunesse:			
	11.	Communauté française	24,3	—	—
01	32.07	Subventions au théâtre-action:			
	11.	Communauté française	28,9	—	—
01	32.08	Subventions au théâtre dialectal et folklorique:			
	11.	Communauté française	0,6	—	—
	12.	Région de langue française	2,8	—	—
	13.	Région bruxelloise	4,2	—	—
			7,6	—	—
01	32.09	Subventions aux compagnies et théâtres universitaires, semi-professionnels et amateurs:			
	11.	Communauté française	6,9	—	—
01	32.10	Subventions couvrant les frais de gestion d'infrastructure des théâtres occupant des locaux de la Communauté française:			
	11.	Communauté française	28,0	—	—
		Totaux pour les articles 32.	701,3	—	—

Transferts de revenus aux ménages

01	33.01	Subventions et secours à des étudiants, à des artistes, à leurs ayants droit et aux organismes philanthropiques s'occupant des artistes:			
	11.	Communauté française	2,8	—	—
01	33.02	Subvention à la Maison du Spectacle, ASBL:			
	13.	Région bruxelloise	2,0	—	—
01	33.03	Subventions aux associations et aux artistes pour les activités de promotion, diffusion, décentralisation artistiques et culturelles:			
	11.	Communauté française	7,6	—	—

TITRE I. — DÉPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	33.10	Subventions aux festivals d'art dramatique et à la décentralisation théâtrale:			
	11.	Communauté française	4,2	—	—
	12.	Région de langue française	2,4	—	—
			6,6	—	—
01	33.11	Subventions aux associations de promotion théâtrale:			
	11.	Communauté française	6,1	—	—
	12.	Région de langue française	5,0	—	—
			11,1	—	—
01	33.12	Subventions aux activités de promotion, de recherche, de création et de diffusion théâtrales:			
	11.	Communauté française	17,9	—	—
01	33.13	Subventions aux sections francophones des centres belges d'organisations internationales de théâtre:			
	11.	Communauté française	0,5	—	—
01	33.14	Subventions aux fédérations de théâtre amateur et aux associations de promotion du théâtre amateur, festivals et concours de théâtre amateur:			
	11.	Communauté française	6,8	—	—
01	33.20	Subventions à la musique, à l'art lyrique, au théâtre musical, au jazz et à la chanson:			
	11.	Communauté française	19,9	—	—
	12.	Région de langue française	36,1	—	—
	13.	Région bruxelloise	2,0	—	—
			58,0	—	—
01	33.21	Subventions à la danse et aux festivals chorégraphiques. — Aide aux compagnies expérimentales et à la création:			
	11.	Communauté française	10,0	—	—
	12.	Région de langue française	4,0	—	—
	13.	Région bruxelloise	10,0	—	—
			24,0	—	—
01	33.22	Subventions aux activités de recherche ethnologique, aux manifestations et groupes folkloriques reconnus:			
	11.	Communauté française	—	—	—
01	33.23	Subventions aux associations de promotion musicale et lyrique:			
	11.	Communauté française	30,6	—	—
	12.	Région de langue française	2,9	—	—
	13.	Région bruxelloise	1,4	—	—
			34,9	—	—
01	33.24	Subventions à des activités, animations, formations musicales destinées aux non professionnels:			
	11.	Communauté française	0,8	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	33.25	Subventions aux festivals de musique et d'art lyrique:			
	11.	Communauté française	14,0	—	—
	12.	Région de langue française	8,7	—	—
	13.	Région bruxelloise	0,6	—	—
			23,3	—	—
01	33.26	Subvention à l'Opéra royal de Wallonie:			
	11.	Communauté française	342,7	—	—
01	33.27	Subvention à l'Orchestre philharmonique de Liège:			
	11.	Communauté française	138,0	—	—
01	33.28	Subvention au Centre chorégraphique de la Communauté française:			
	11.	Communauté française	81,3	—	—
01	33.30	Subventions aux établissements publics, associations et organismes de création et de diffusion des arts plastiques et graphiques:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
		Totaux pour les articles 33.	758,3	—	—
		Totaux pour le chapitre III	1 459,6	—	—
		Totaux pour la section 62. — Promotion artistique:			
	11.	Communauté française	1 134,0	—	—
	12.	Région de langue française	206,6	—	—
	13.	Région bruxelloise	181,2	—	—
			1 521,8	—	—

SECTION 63

LIVRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01	12.20	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'études et à l'organisation d'activités culturelles interdisciplinaires:			
	11.	Communauté française	1,5	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.21	Dépenses de toute nature relatives aux publications et imprimés:			
	11.	Communauté française	0,3	—	—
01	12.30	Service de la lecture publique, dépenses courantes relatives à l'organisa- tion ou à la promotion de la lecture publique, à l'initiative de la Communauté française ou avec son aide:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
01	12.31	Service de la lecture publique, dépenses courantes relatives à l'achat d'ouvrages, de revues, d'enregistrements, pour les bibliothèques et les centres de lecture publique:			
	11.	Communauté française	10,3	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			10,3	—	—
01	12.32	Service de la lecture publique: Informatique — Dépenses de toute nature relatives aux frais de fonctionnement informatique, sous forme d'échanges dans le cadre du réseau de la lecture publique (décret du 28 février 1978):			
	11.	Communauté française	1,0	—	—
01	12.40	Service de la promotion des lettres, dépenses courantes relatives à la promotion et à la diffusion des lettres:			
	11.	Communauté française	13,0	—	—
01	12.41	Service de la langue française. — Dépenses de toute nature relatives à la promotion et à la diffusion de la langue française:			
	11.	Communauté française	1,3	—	—
01	12.42	Dépenses de toute nature relatives aux enquêtes sur le livre et la lecture, et à la promotion du livre:			
	11.	Communauté française	3,0	—	—
		Totaux pour le § 2	30,4	—	—
		Totaux pour le chapitre I	30,4	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01	33.01	Subventions aux bibliothèques (loi du 17 octobre 1921), aux associations, aux organismes de diffusion de la lecture publique — Prix des bibliothèques publiques et du jeu éducatif:			
	11.	Communauté française	2,7	—	—
	12.	Région de langue française	4,7	—	—
	13.	Région bruxelloise	2,3	—	—
			9,7	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	33.02	Subventions-traitements allouées aux services publics de la lecture reconnus en application du décret du 28 février 1978:			
	12.	Région de langue française	18,0	—	—
01	33.03	Subventions aux services publics de la lecture au sein de la Communauté française dans le cadre du décret du 28 février 1978:			
	11.	Communauté française	13,0	—	—
	12.	Région de langue française	26,2	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			39,2	—	—
01	33.04	Subvention « Convention » destinée à développer un centre de documentation:			
	11.	Communauté française	3,0	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
			3,0	—	—
01	33.05	Subventions « Contrats-programmes » allouées à certaines bibliothèques en vue de l'application du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture:			
	12.	Région de langue française	8,2	—	—
	13.	Région bruxelloise	1,9	—	—
			10,1	—	—
01	33.06	Subvention « Convention » destinée à développer un projet informatique — OSIRIS/CFB:			
	11.	Communauté française	5,8	—	—
01	33.21	Lettres françaises:			
	11.	Communauté française	66,5	—	—
01	33.22	Lettres wallonnes:			
	12.	Région de langue française	1,5	—	—
01	33.23	Subventions aux publications de l'Académie royale de langue et de littérature françaises et au Fonds national de la Littérature:			
	11.	Communauté française	1,9	—	—
01	33.24	Subventions aux activités de défense, de diffusion, de promotion et d'illustration de la langue française:			
	11.	Communauté française	4,4	—	—
01	33.25	Subvention à des publications de caractère artistique mettant en jeu le texte et l'image:			
	11.	Communauté française	1,2	—	—
01	33.26	Promotion du livre:			
	11.	Communauté française	1,3	—	—
01	33.27	Aide aux périodiques non-littéraires de la langue française:			
	11.	Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le chapitre III	162,6	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
01	43.01	Subventions aux bibliothèques reconnues (loi du 17 octobre 1921):			
		12. Région de langue française	10,6	—	—
		13. Région bruxelloise	6,0	—	—
			16,6	—	—
01	43.02	Subventions-traitements allouées aux services publics de la lecture reconnus en application du décret du 28 février 1978:			
		12. Région de langue française	89,1	—	—
		13. Région bruxelloise	0,2	—	—
			89,3	—	—
01	43.03	Subventions « Contrats-programmes » allouées à certaines bibliothèques en vue de l'application du décret du 28 février 1978, organisant le service public de la lecture:			
		12. Région de langue française	68,8	—	—
		13. Région bruxelloise	24,4	—	—
			93,2	—	—
01	43.04	Subventions « Conventions » destinées à développer certaines sections spécialisées de bibliothèques reconnues dans le cadre du décret du 28 février 1978:			
		12. Région de langue française	—	—	—
			—	—	—
		Totaux pour le chapitre IV	199,1	—	—
		Totaux pour la section 63. — Livre:			
		11. Communauté française	130,2	—	—
		12. Région de langue française	227,1	—	—
		13. Région bruxelloise	34,8	—	—
			392,1	—	—

SECTION 64

JEUNESSE ET EDUCATION PERMANENTE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01	12.20	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation de réunions, colloques ou journées d'études et à l'organisation d'activités culturelles interdisciplinaires:			
		11. Communauté française	0,5	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.				(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.30	Service de la Jeunesse: dépenses de toute nature relatives aux activités du service, aux collaborations à des activités d'organisation de jeunesse, de centres-de jeunes et de conseils de jeunesse et aux frais de secrétariat du CJEF:			
	11.	Communauté française	3,0	—	—
01	12.31	Service de la Jeunesse: dépenses de toute nature relatives aux activités propres du CJEF sur proposition de son bureau ou de son assemblée plénière:			
	11.	Communauté française	1,3	—	—
01	12.40	Service de l'Education permanente: dépenses de toute nature relatives aux activités du service et aux collaborations à des activités d'organisation d'éducation permanente:			
	11.	Communauté française	5,1	—	—
01	12.41	Dépenses de toute nature relatives à la réalisation d'un programme d'éducation à la réalité multiculturelle de la Communauté française:			
	11.	Communauté française	—	—	—
01	12.50	Service de la formation des animateurs socio-culturels: dépenses de toute nature relatives aux activités du service:			
	11.	Communauté française	6,0	—	—
		Totaux pour le § 2	15,9	—	—
		Totaux pour le chapitre I	15,9	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01	33.01	Subventions aux organisations de jeunesse (décret du 20 juin 1980):			
	11.	Communauté française	178,0	—	—
01	33.02	Subventions aux centres de jeunes: fonctionnement et intervention dans la rémunération des animateurs:			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	81,4	—	—
	13.	Région bruxelloise	26,0	—	—
			107,4	—	—
01	33.03	Subventions relatives à des activités particulières, à des activités d'organisations de jeunesse (décret du 20 juin 1980) et des centres de jeunes ainsi que dans le cadre des contrats-programmes avec des initiateurs d'actions en faveur des jeunes (après avis des conseils consultatifs compétents):			
	11.	Communauté française	11,5	—	—
	12.	Région de langue française	2,9	—	—
	13.	Région bruxelloise	1,9	—	—
			16,3	—	—

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		01 33.10 Subventions pour la formation des animateurs socio-culturels:			
		11. Communauté française	41,9	—	—
		01 33.11 Subventions aux organisations générales, régionales et locales d'éducation permanente reconnues (fonctionnement et intervention dans la rémunération des animateurs) selon le décret du 8 avril 1976:			
		11. Communauté française	226,2	—	—
		12. Région de langue française	62,9	—	—
		13. Région bruxelloise	21,9	—	—
			311,0	—	—
		01 33.12 Fonds de promotion socio-culturelle des travailleurs: première et deuxième tranches du fonds créé par l'article 12 du décret du 8 avril 1976. — Subventions aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs:			
		11. Communauté française	34,7	—	—
		12. Région de langue française	87,9	—	—
		13. Région bruxelloise	11,2	—	—
			133,8	—	—
		01 33.13 Subventions aux centres d'expression et de créativité: fonctionnement et interventions dans la rémunération des animateurs:			
		12. Région de langue française	25,8	—	—
		13. Région bruxelloise	12,7	—	—
			38,5	—	—
		01 33.14 Subventions à des activités d'éducation permanente ou de développement communautaire réalisées à l'initiative d'organisations reconnues ou en exécution d'un contrat-programme:			
		11. Communauté française	19,1	—	—
		12. Région de langue française	19,4	—	—
		13. Région bruxelloise	21,0	—	—
			59,5	—	—
		01 33.15 Subventions aux organisations communautaires et régionales dans le domaine des loisirs culturels en général ainsi qu'aux activités extraordinaires réalisées par des groupements en ce domaine:			
		11. Communauté française	14,7	—	—
		12. Région de langue française	17,3	—	—
		13. Région bruxelloise	2,9	—	—
			34,9	—	—
		01 33.16 Subventions aux organisations d'éducation permanente développant des programmes d'éducation à la réalité multiculturelle:			
		11. Communauté française	—	—	—
		01 33.17 Subsides accordés aux centres socio-culturels régionaux des immigrés (frais de fonctionnement):			
		11. Communauté française	2,1	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.			(En millions de francs)		
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	33.18	Actions favorisant l'intégration des jeunes d'origine étrangère menées dans le cadre de l'opération Eté-jeunes:			
		11. Communauté française	2,5	—	—
		Totaux pour le chapitre III.	925,9	—	—

CHAPITRE 01

DIVERS

Non réparti économiquement

01	01.02	Provision pour intervention de la Communauté française dans le programme de résorption de chômage:			
		11. Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le chapitre 01.	—	—	—
Totaux pour la section 64. — Jeunesse et Education permanente:					
		11. Communauté française	546,6	—	—
		12. Région de langue française	297,6	—	—
		13. Région bruxelloise.	97,6	—	—
			941,8	—	—

SECTION 65

AUDIOVISUEL

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

01	12.20	Dépenses de toute nature relatives aux publications, imprimés, enquêtes et à l'organisation des réunions, colloques ou journées d'études et à l'organisation d'activités culturelles interdisciplinaires:			
		11. Communauté française	0,5	—	—
01	12.21	Dépenses de toute nature relatives aux publications et imprimés:			
		11. Communauté française	0,3	—	—
01	12.30	Service de l'Audiovisuel, dépenses de toute nature relatives aux actions d'animation et de production dans le domaine de l'audiovisuel:			
		11. Communauté française	9,4	—	—
		12. Région de langue française	1,3	—	—
		13. Région bruxelloise.	—	—	—
			10,7	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.				(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.31	Dépenses de toute nature relatives au fonctionnement des conseils et commissions audiovisuels:			
	11.	Communauté française	1,3	—	—
		Totaux pour le § 2	12,8	—	—
		Totaux pour le chapitre I	12,8	—	—
CHAPITRE III					
TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Autres subventions aux entreprises					
01	32.01	Subventions à la production cinématographique:			
	11.	Communauté française	25,3	—	—
	13.	Région bruxelloise.	11,4	—	—
			36,7	—	—
01	32.02	Subventions à l'industrie cinématographique:			
	11.	Communauté française	46,1	—	—
01	32.03	Aide directe à la presse d'opinion:			
	11.	Communauté française	36,3	—	—
		Sous-totaux pour les articles 32	119,1	—	—
Transferts de revenus aux ménages					
01	33.01	Subventions à la promotion et à la diffusion cinématographiques:			
	11.	Communauté française	9,8	—	—
01	33.02	Subventions aux associations pour la promotion et la diffusion de l'audiovisuel, dont la médiathèque de la Communauté française de Belgique:			
	11.	Communauté française	177,6	—	—
	13.	Région bruxelloise.	9,9	—	—
			187,5	—	—
01	33.03	Subventions aux télévisions communautaires:			
	12.	Région de langue française	78,2	—	—
	13.	Région bruxelloise.	14,7	—	—
			92,9	—	—
01	33.04	Subvention à l'Union professionnelle de la presse belge (maison de la presse)			
	11.	Communauté française	4,6	—	—
		Sous-totaux pour les articles 33	294,9	—	—
		Totaux pour le chapitre III	413,9	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux fonds et aux institutions
publiques sans caractère d'entreprise

01 41.01	Dotation à la Radiodiffusion-Télévision belge de la Communauté française (RTBF):				
	11.	Communauté française	4 910,1	—	—
01 41.02	Subvention à la RTBF pour la mise en valeur de la Communauté française:				
	11.	Communauté française	6,8	—	—
Totaux pour le chapitre IV			4 916,9	—	—

CHAPITRE 01

DIVERS

Non réparti économiquement

01 01.05	Intervention exceptionnelle dans les dépenses relatives à l'Année européenne du cinéma et de la télévision:				
	11.	Communauté française	—	—	—
Totaux pour le chapitre 01.			—	—	—
Totaux pour la section 65. — Audiovisuel:					
	11.	Communauté française	5 228,1	—	—
	12.	Région de langue française	79,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	36,0	—	—
			5 343,6	—	—

SECTION 66

PATRIMOINE ET ARTS PLASTIQUES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

01 11.03	Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):				
	12.	Région de langue française	47,1	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.			(En millions de francs)		
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:			
	12.	Région de langue française	1,7	—	—
		Totaux pour § 1	48,8	—	—
<i>§ 2. Achat de biens non durables et de services</i>					
01	12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers:			
	12.	Région de langue française	0,2	—	—
01	12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:			
	12.	Région de langue française	6,9	—	—
01	12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:			
	12.	Région de langue française	3,9	—	—
01	12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris d'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux):			
	12.	Région de langue française	0,2	—	—
01	12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs):			
	12.	Région de langue française	1,1	—	—
01	12.20	Dépenses de toute nature relatives aux réunions, enquêtes et à l'organisation de colloques ou journées d'études:			
	11.	Communauté française	2,5	—	—
01	12.21	Dépenses de toute nature relatives aux publications			
	11.	Communauté française	—	—	—
	12.	Région de langue française	2,0	—	—
			2,0	—	—
01	12.22	Paiement de primes d'assurance:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
01	12.23	Publicité, relations publiques, production et diffusion de matériel de promotion et d'information (imprimés, films, photos, matériel d'expositions, etc.):			
	11.	Communauté française	1,0	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	12.30	Dépenses de toute nature relatives à la conservation, la restauration et la mise en valeur du patrimoine culturel:			
	11.	Communauté française	3,2	—	—
01	12.31	Achat de revues et d'ouvrages spécialisés, relatifs à l'archéologie, l'histoire de l'art, la muséologie ou la protection du patrimoine culturel:			
	11.	Communauté française	0,1	—	—
01	12.32	Dépenses de toute nature relatives aux fouilles archéologiques:			
	12.	Région de langue française	0,1	—	—
01	12.34	Dépenses de toute nature résultant de l'organisation d'expositions temporaires au musée de Mariemont:			
	12.	Région de langue française	2,0	—	—
01	12.60	Dépenses de toute nature relatives à la promotion, à la recherche, à l'animation et à la création en matière d'art plastique:			
	11.	Communauté française	5,0	—	—
	12.	Région de langue française	2,4	—	—
	13.	Région bruxelloise	1,0	—	—
			8,4	—	—
		Totaux pour le § 2	31,6	—	—
		Totaux pour le chapitre I	80,4	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

01	33.01	Subventions aux associations en vue d'études et d'activités concernant la défense et la mise en valeur du patrimoine culturel:			
	11.	Communauté française	13,2	—	—
	12.	Région de langue française	2,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	3,2	—	—
			18,9	—	—
01	33.02	Subventions aux cercles et sociétés d'histoire et d'archéologie:			
	11.	Communauté française	0,8	—	—
	12.	Région de langue française	3,8	—	—
	13.	Région bruxelloise	0,8	—	—
			5,4	—	—

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Credits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	33.03	Subventions aux musées privés et associations de musées privés:			
	11.	Communauté française	13,5	—	—
	12.	Région de langue française	11,3	—	—
	13.	Région bruxelloise	1,0	—	—
			25,8	—	—
01	33.04	Subventions aux organismes qui assurent une action éducative dans les musées:			
	13.	Région bruxelloise	1,0	—	—
01	33.05	Subventions aux musées privés en raison de leurs activités scientifiques:			
	12.	Région de langue française	1,6	—	—
	13.	Région bruxelloise	1,4	—	—
			3,0	—	—
01	33.06	Subventions et secours à des étudiants, à des artistes, à leurs ayants-droit et aux organismes philanthropiques s'occupant des artistes:			
	11.	Communauté française	0,8	—	—
01	33.22	Subventions aux activités de recherche ethnologique, aux manifestations et groupes folkloriques reconnus:			
	11.	Communauté française	2,0	—	—
01	33.30	Subventions aux établissements publics, associations et organismes de création et de diffusion des arts plastiques et graphiques:			
	11.	Communauté française	15,2	—	—
	12.	Région de langue française	12,7	—	—
	13.	Région bruxelloise	9,1	—	—
			37,0	—	—
01	33.44	Subvention aux métiers d'art:			
	11.	Communauté française	3,5	—	—
		Totaux pour le chapitre III	97,4	—	—
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
01	43.11	Subventions aux musées publics et aux associations de musées publics:			
	12.	Région de langue française	8,1	—	—
		Totaux pour le chapitre IV	8,1	—	—
Totaux pour la section 66. — Patrimoine et arts plastiques					
	11.	Communauté française	60,8	—	—
	12.	Région de langue française	107,6	—	—
	13.	Région bruxelloise	17,5	—	—
			185,9	—	—
TOTALS POUR LE SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION					
	11.	Communauté française	7 366,7	—	—
	12.	Région de langue française	1 127,4	—	—
	13.	Région bruxelloise	387,2	—	—
			8 881,3	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTEUR SPORT ET TOURISME

SECTION 71

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

02 11.03 Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire; les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):

11. Communauté française	1,7	—	—
Totaux pour § 1	1,7	—	—

§ 2. Achat de biens non durables et de services

02 12.01 Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers:

11. Communauté française	2,1	—	—
------------------------------------	-----	---	---

02 12.02 Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et de services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:

11. Communauté française	14,2	—	—
------------------------------------	------	---	---

02 12.03 Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:

11. Communauté française	30,5	—	—
------------------------------------	------	---	---

02 12.05 Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris d'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux):

11. Communauté française	0,1	—	—
------------------------------------	-----	---	---

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
01	12.06	Loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments:			
	11.	Communauté française	0,3	—	—
		Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.06	47,2	—	—
		Totaux pour le § 2	47,2	—	—
		Totaux pour le chapitre I	48,9	—	—
		Totaux pour la section 71. — Affaires générales			
	11.	Communauté française	48,9	—	—

SECTION 72

TOURISME

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

02	12.20	Dépenses de toute nature en matière de tourisme:			
	11.	Communauté française	5,6	—	—
02	12.22	Paiement de primes d'assurances, d'impôts, de taxes, de redevances divers grevant les installations, les bâtiments et les propriétés de la Communauté française:			
	11.	Communauté française	—	—	—
02	12.30	Dépenses de toute nature découlant de la participation directe ou indirecte dans des manifestations ou actions à caractère touristique et de loisirs:			
	11.	Communauté française	1,0	—	—
		Totaux pour le § 2	6,6	—	—
		Totaux pour le chapitre I	6,6	—	—

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

02	33.01	Subventions aux fédérations provinciales touristiques et aux ligues et associations de tourisme et de loisirs ainsi qu'à d'autres organismes pour des opérations de propagande:			
	11.	Communauté française	11,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			11,5	—	—

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
02	33.02	Subventions aux associations de tourisme:			
	11.	Communauté française	0,3	—	—
02	33.03	Subventions aux syndicats d'initiative, aux groupements régionaux de syndicats d'initiative et aux organisations professionnelles de tourisme:			
	11.	Communauté française	9,0	—	—
02	33.04	O.P.T. — Subvention en faveur de l'Office de promotion du tourisme:			
	12.	Région de langue française	147,0	—	—
	13.	Région bruxelloise	82,0	—	—
			229,0	—	—
02	33.06	O.T.C.E. — Subvention en faveur de l'Office du tourisme des cantons de l'Est:			
	11.	Communauté française	0,3	—	—
02	33.07	Subventions aux associations pour le tourisme social:			
	11.	Communauté française	3,0	—	—
		Transferts de revenus à l'étranger			
02	34.01	Subventions aux organismes internationaux de tourisme: cotisations, participations, etc.:			
	11.	Communauté française	0,5	—	—
		Totaux pour le chapitre III.	253,6	—	—
CHAPITRE IV					
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise					
02	41.01	Subventions aux associations pour le tourisme social:			
	11.	Communauté française	—	—	—
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
02	43.01	Subventions aux stations thermales:			
	12.	Région de langue française	3,0	—	—
		Totaux pour le chapitre IV	3,0	—	—
Totaux pour la section 72. — Tourisme					
	11.	Communauté française	31,2	—	—
	12.	Région de langue française	150,0	—	—
	13.	Région bruxelloise	82,0	—	—
			263,2	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement

SECTION 73

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

02 12.23	Publicité, relations publiques, production et diffusion de matériel de promotion et d'information (imprimés, films, photos, matériel d'exposition, etc.):				
11.	Communauté française	1,5	—	—	
02 12.30	Promotion du sport:				
11.	Communauté française	20,0	—	—	
02 12.31	Achat de médailles, prix, trophées, plaquettes:				
11.	Communauté française	3,0	—	—	
12.	Région de langue française	—	—	—	
13.	Région bruxelloise.	—	—	—	
		3,0	—	—	
02 12.32	Frais d'études et de recherches dans le domaine du sport				
11.	Communauté française	10,0	—	—	
02 12.41	Achat de matériel non durable:				
11.	Communauté française	1,0	—	—	
	Totaux pour le § 2	35,5	—	—	
	Totaux pour le chapitre I	35,5	—	—	

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

02 33.01	Plaines et installations de jeux et de sports:				
11.	Communauté française	3,6	—	—	
12.	Région de langue française	45,5	—	—	
13.	Région bruxelloise.	10,4	—	—	
		59,5	—	—	
02 33.02	Subventions aux fédérations sportives francophones et à leurs cercles affiliés:				
11.	Communauté française	160,0	—	—	

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

N.	Art	LIBELLES	Credits non dissociés	Credits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
02	33.03	Subventions aux centres sportifs universitaires et assimilés et aux fédérations sportives scolaires:			
	11.	Communauté française	19,0	—	—
02	33.04	Subventions en vue de promouvoir la pratique des sports chez les handicapés:			
	11.	Communauté française	18,0	—	—
02	33.05	Subventions à des ASBL de gestion de centres sportifs:			
	11.	Communauté française	4,0	—	—
02	33.06	Subventions aux œuvres éducatives en faveur des marins et de la jeunesse maritime:			
	11.	Communauté française	0,1	—	—
02	33.07	Subvention en faveur de la participation des sportifs francophones aux Jeux olympiques:			
	11.	Communauté française	1,5	—	—
02	33.08	Subventions pour les activités sport-études			
	11.	Communauté française	0,5	—	—
02	33.09	Subvention à l'ASBL « Clearing House »:			
	11.	Communauté française	0,9	—	—
Totaux pour le chapitre III			263,5	—	—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux fonds et aux institutions
publiques sans caractère d'entreprise*Transfert au Fonds des sports (loi du 28 juin 1963)*

02	41.01	Subventions au Fonds des sports:			
	11.	Communauté française	55,0	—	—
Totaux pour le chapitre IV			55,0	—	—
Totaux pour la section 73. — Education physique et Sports:					
	11.	Communauté française	298,1	—	—
	12.	Région de langue française	45,5	—	—
	13.	Région bruxelloise	10,4	—	—
			354,0	—	—

SECTION 74

CENTRES SPORTIFS ET TOURISTIQUES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. *Achat de biens non durables et de services*

02	12.40	Dépenses de toute nature pour installations sportives et touristiques:			
	11.	Communauté française	3,0	—	—

		TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)	
M.	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		02 12.41 Achat de matériel non durable:			
		11. Communauté française	8,0	—	—
		Totaux pour le § 2	11,0	—	—
		Totaux pour le chapitre I	11,0	—	—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux fonds et aux institutions
publiques sans caractère d'entreprise

		02 41.01 Transferts au Fonds de valorisation des lacs de l'Eau d'Heure — Gestion:			
		11. Communauté française	8,0	—	—
		Totaux pour le chapitre IV	8,0	—	—
		Totaux pour la section 74. — Centres sportifs et touristiques:			
		11. Communauté française	-19,0	—	—

TOTAUX POUR LE SECTEUR SPORT ET TOURISME:

		11. Communauté française	397,2	—	—
		12. Région de langue française	195,5	—	—
		13. Région bruxelloise	92,4	—	—
		Totaux	685,1	—	—

TOTAUX POUR LE TITRE I. — DEPENSES COURANTES:

		11. Communauté française	35 960,7	—	—
--	--	------------------------------------	----------	---	---

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

PARTIE I

CREDITS DESTINES A LA REALISATION
DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

SECTEUR INFRASTRUCTURE

SECTION 38

INFRASTRUCTURE

CHAPITRE V

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de capitaux aux entreprises

02 51.61	Tourisme. — Subventions pour l'achat de bâtiments et pour travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinées à la promotion du Tourisme social:			
	11. Communauté française	—	—	—
	12. Région de langue française	—	—	—
	13. Région bruxelloise.	—	—	—
		—	—	—
02 51.62	Tourisme. — Subventions pour l'achat de bâtiments et pour travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinées au développement de l'équipement touristique régional:			
	11. Communauté française	—	—	—
	12. Région de langue française	—	—	—
	13. Région bruxelloise.	—	—	—
		—	—	—
02 51.63	Tourisme. — Travaux supplémentaires à exécuter en Wallonie en matière d'infrastructure et d'aménagement touristiques (pour mémoire):			
	11. Communauté française	—	—	—
	Transferts de capitaux aux ménages			
03 52.21	Aide sociale. — Subventions à des établissements d'utilité publique et à des associations sans but lucratif pour la construction, l'agrandissement, la transformation ou les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement d'institutions intéressant la naissance et l'enfance:			
	21. Communauté française	—	25,0	35,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
05	52.22	Aide sociale. — Subventions pour l'achat de bâtiments en vue de la création d'institutions pour handicapés:			
	21.	Communauté française	—	17,0	17,0
03	52.23	Aide sociale. — Subventions pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement de centres de services communs non intégrés dans une maison de retraite:			
	21.	Communauté française	—	2,0	2,0
01	52.41	Culture et patrimoine. — Subvention pour l'acquisition, la construction, la transformation et l'aménagement de bâtiments à usage du musée:			
	13.	Région bruxelloise.	—	—	—
02	52.51	Sports. — Subventions d'équipements et d'aménagement aux associations culturelles et sportives. — Travaux immobiliers destinés à favoriser la pratique des sports amateurs:			
	12.	Région de langue française	—	52,0	56,2
	13.	Région bruxelloise.	—	4,5	4,5
			—	56,5	60,7
		Totaux pour le chapitre V	—	100,5	114,7

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux Fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise

02	61.51	Formation professionnelle — Subventions à l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour des investissements d'infrastructures en rapport avec les centres de formation professionnelle dans la Communauté française			
	11.	Communauté française	—	—	—

Transferts de capitaux aux provinces, communes et organismes assimilés

03	63.21	Aide sociale. — Subventions pour travaux immobiliers intéressant la naissance et l'enfance:			
	21.	Communauté française	—	1,0	1,0
03	63.22	Aide sociale. — Subventions pour l'achat de bâtiments en vue de la création d'institutions pour handicapés:			
	21.	Communauté française	—	2,0	2,0
03	63.23	Aide sociale. — Subventions pour travaux de construction de logements pour le 3 ^e âge et de centres de santé:			
	21.	Communauté française	—	2,0	2,0
03	63.24	Aide sociale. — Subventions aux provinces, aux communes et aux pouvoirs subordonnés en vue de l'achat, de l'aménagement et de l'extension de terrains de campement en faveur des nomades:			
	21.	Communauté française	—	3,0	3,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
01	63.41	Culture. — Subventions pour l'achat de bâtiments et des travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures:			
	12.	Région de langue française	—	120,0	90,0
	13.	Région bruxelloise	—	20,0	30,0
			—	140,0	120,0
02	63.51	Sports. — Subventions pour l'achat de bâtiments et de travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinés au sport et à la récréation:			
	12.	Région de langue française	—	257,0	296,0
	13.	Région bruxelloise	—	20,0	20,0
			—	277,0	316,0
02	63.52	Sports. — Subventions à l'acquisition de bâtiments et aux travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinées à la culture, au sport et à la récréation:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
02	63.53	Sports. — Subventions pour travaux d'aménagement et d'équipement immobiliers de moins de 3 000 000 de francs destinés à la pratique des sports:			
	12.	Région de langue française	—	35,0	35,0
	13.	Région bruxelloise	—	2,5	2,5
			—	37,5	37,5
02	63.62	Tourisme. — Subventions pour l'achat de bâtiments et pour travaux de construction, d'agrandissement et de transformation d'infrastructures destinées au développement de l'équipement touristique régional:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
		Totaux pour le chapitre VI	—	462,5	481,5

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Construction de bâtiments dans le pays

01	72.01	Protection de la jeunesse. — Achat de terrains, bâtiments, construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:			
	11.	Communauté française	—	55,0	40,0
01	72.41	Culture. — Achat de terrains et de bâtiments. — Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:			
	11.	Communauté française	—	180,0	85,0
	12.	Région de langue française	—	130,0	90,0
	13.	Région bruxelloise	—	150,0	90,0
			—	460,0	265,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		02 72.51 Sports. — Achat de terrains et de bâtiments. — Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:			
		11. Communauté française	—	35,0	35,0
		12. Région de langue française	—	130,0	160,0
		13. Région bruxelloise	—	5,0	5,0
			—	170,0	200,0
		01 72.52 Achat de terrains et de bâtiments. — Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:			
		11. Communauté française	—	10,0	—
		12. Région de langue française	—	5,0	—
		13. Région bruxelloise	—	30,0	—
			—	45,0	—
		02 72.53 Sports. — Rénovation des centres sportifs:			
		11. Communauté française	—	3,0	3,0
		12. Région de langue française	—	70,0	70,0
		13. Région bruxelloise	—	10,0	14,5
			—	83,0	87,5
		02 72.61 Tourisme. — Achat de terrains et de bâtiments. — Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:			
		12. Région de langue française	—	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
		02 72.63 Tourisme. — Rénovation des centres touristiques:			
		12. Région de langue française	—	15,0	15,0
		13. Région bruxelloise	—	2,5	2,5
			—	17,5	17,5
		02 72.71 Enseignement artistique. — Achat de terrains et de bâtiments. — Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:			
		13. Région bruxelloise	—	—	—
		02 72.81 Classes moyennes. — Achat de terrains et de bâtiments. — Construction, aménagement et premier équipement de bâtiments:			
		12. Région de langue française	—	32,0	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
			—	32,0	—
		Totaux pour le chapitre VII	—	862,5	610,0
		Totaux pour la section 38. — Infrastructure:			
		11. Communauté française	—	283,0	163,0
		12. Région de langue française	—	846,0	812,2
		13. Région bruxelloise	—	244,5	169,0
		21. Communauté française	—	52,0	62,0
			—	1 425,5	1 206,2
		TOTAUX POUR LE SECTEUR INFRASTRUCTURE:			
		11. Communauté française	—	283,0	163,0
		12. Région de langue française	—	846,0	812,2
		13. Région bruxelloise	—	244,5	169,0
		21. Communauté française	—	52,0	62,0
			—	1 425,5	1 206,2

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.			(En millions de francs)		
M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTEUR ENSEIGNEMENT ET FORMATION

SECTION 80

MATIÈRES TRANSFÉRÉES
PAR LES LOIS SPÉCIALES DES
8 AOÛT 1988 ET 16 JANVIER 1989

CHAPITRE 01

DIVERS

Non réparti économiquement

04 01.02.20 Subvention à des programmes de recherches concertés en sciences fondamentales et à des activités scientifiques de service public dans le cadre d'un programme national où sont reprises quelques disciplines d'intérêt exceptionnel pour le développement scientifique, culturel, économique et social de la nation:

11. Communauté française

— — —

Totaux pour le chapitre 01.

— — —

Totaux pour la section 80. — Matières transférées par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 janvier 1989:

11. Communauté française

— — —

TOTAUX POUR LE SECTEUR ENSEIGNEMENT ET FORMATION;

11. Communauté française

— — —

TOTAUX POUR LA PARTIE I. — CREDITS DESTINÉS A LA RÉALISATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

— 1 425,5 1 206,2

PARTIE II

CREDITS QUI NE SONT PAS DESTINÉS
A LA RÉALISATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

SECTEUR CABINETS DE L'EXECUTIF

SECTION 01

DEPENSES DE CABINET DU MINISTRE-PRESIDENT
DE L'EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

01 74.01 Dépenses patrimoniales du Cabinet:

11. Communauté française

3,6 — —

Totaux pour le chapitre VII

3,6 — —

Totaux pour la section 01. — Dépenses de Cabinet du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française:

11. Communauté française

3,6 — —

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 02

DEPENSES DE CABINET DU MINISTRE
DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION, DU SPORT,
DU TOURISME ET DES RELATIONS INTERNATIONALES
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

02 74.01 Dépenses patrimoniales du Cabinet:

11. Communauté française	3,0	—	—
------------------------------------	-----	---	---

Totaux pour le chapitre VII	3,0	—	—
---------------------------------------	-----	---	---

Totaux pour la section 02. — Dépenses de Cabinet du Ministre de
l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des
Relations internationales de la Communauté française de Belgique:

11. Communauté française	3,0	—	—
------------------------------------	-----	---	---

SECTION 03

DEPENSES DE CABINET DU MINISTRE
DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

03 74.01 Dépenses patrimoniales du Cabinet:

11. Communauté française	2,0	—	—
------------------------------------	-----	---	---

Totaux pour le chapitre VII	2,0	—	—
---------------------------------------	-----	---	---

Totaux pour la section 03. — Dépenses de Cabinet du Ministre des
Affaires sociales et de la Santé de la Communauté française de
Belgique:

11. Communauté française	2,0	—	—
------------------------------------	-----	---	---

TOTAUX POUR LE SECTEUR CABINETS DE L'EXECUTIF:

11. Communauté française	8,6	—	—
------------------------------------	-----	---	---

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

N ^o	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
SECTEUR SECRETARIAT GENERAL					
SECTION 31					
AFFAIRES GENERALES					
CHAPITRE VI					
TRANSFERTS DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
02	63.01	Subvention d'équipement au Commissariat général aux relations inter- nationales: -			
	11.	Communauté française	3,0	—	—
Totaux pour le chapitre VI			3,0	—	—
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
Achat de terrains et bâtiments dans le pays					
01	71.01	Paiement à Sofibail des charges d'amortissement relatives au finance- ment de l'immeuble administratif situé au boulevard Léopold II, 46 à 1080 Bruxelles:			
	11.	Communauté française	31,0	—	—
Construction de bâtiments dans le pays					
01	72.01	Dotation au Fonds des bâtiments administratifs:			
	11.	Communauté française	—	—	—
Totaux pour le chapitre VII			31,0	—	—
Totaux pour la section 31. — Affaires générales:					
	11.	Communauté française	34,0	—	—
SECTION 32					
ECONOMAT					
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
Achat de biens meubles durables					
01	74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:			
	11.	Communauté française	21,5	—	—
Totaux pour le chapitre VII			21,5	—	—
Totaux pour la section 32. — Economat					
	11.	Communauté française	21,5	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 33

PROTECTION DE LA JEUNESSE

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

01 74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:				
	21. Communauté française		8,9	—	—
	Totaux pour le chapitre VII		8,9	—	—
	Totaux pour la section 33. — Protection de la jeunesse				
	21. Communauté française		8,9	—	—
	TOTAUX POUR LE SECTEUR SECRETARIAT GENERAL				
	11. Communauté française		55,5	—	—
	21. Communauté française		8,9	—	—
			64,4	—	—

SECTEUR INFRASTRUCTURE

SECTION 37

ECONOMAT

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

01 74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:				
	11. Communauté française		—	—	—
	Totaux pour le chapitre VII		—	—	—
	Totaux pour la section 37. — Economat				
	11. Communauté française		—	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
SECTION 38					
INFRASTRUCTURE					
CHAPITRE V					
TRANSFERTS DE CAPITAUX A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de capitaux aux ménages					
01	52.30	Subvention d'aménagement et d'équipement relatifs à des immeubles affectés à des fins culturelles:			
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
Totaux pour le chapitre V			—	—	—
CHAPITRE VI					
TRANSFERT DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de capitaux aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise					
03	61.30	Hôpitaux. — Maisons de repos et centres de service commun intégrés. — Dotation annuelle au Fonds de constructions de la Communauté française destinée à couvrir ses interventions dans les charges financières des emprunts et des dépenses résultant de l'octroi de sa garantie relative aux créances dont question à l'article 6bis, § 2, 2 ^e alinéa, respectivement c et d, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux:			
	21.	Communauté française	171,0	—	—
03	61.33	Hôpitaux. — Maisons de repos et centres de services commun intégrés. — Dotation annuelle de base au Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française destinée au financement des subventions:			
	21.	Communauté française	917,0	—	—
03	61.34	Maisons de repos et centres de service commun intégrés. — Dotation annuelle de base au Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française destinée au financement des subventions:			
	21.	Communauté française	—	—	—
03	61.35	Institutions pour handicapés. — Dotation annuelle de base au Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française destinée au financement des subventions:			
	21.	Communauté française	120,0	—	—
03	61.36	Allocation au Fonds institué en 1930 et destiné à intensifier la lutte contre la tuberculose dans la Communauté française:			
	21.	Communauté française	—	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Transferts de capitaux aux provinces, communes et organismes assimilés					
03	63.26	Logement 3 ^e âge et crèches. — Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de la Communauté dans les charges d'amortissement d'emprunts contractés par ces pouvoirs auprès du Crédit communal de Belgique pour le financement de travaux (application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959):			
	21.	Communauté française	14,0	—	—
03	63.27	Crèches. — Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de la Communauté dans les charges d'amortissement d'emprunts contractés par ces pouvoirs auprès du Crédit communal de Belgique pour le financement des travaux (application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959):			
	21.	Communauté française	—	—	—
02	63.28	Charges d'amortissement d'emprunts:			
	11.	Communauté française	1,0	—	—
02	63.29	Sport. — Intervention dans les charges d'amortissement de l'emprunt contracté par l'intercommunale pour l'étude et la gestion de services publics pour la construction d'infrastructures à Mouscron:			
	11.	Communauté française	28,2	—	—
Totaux pour le chapitre VI			1 251,2	—	—
Totaux pour la section 38. — Infrastructure:					
	11.	Communauté française	29,2	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
	21.	Communauté française	1 222,0	—	—
			1 251,2	—	—

SECTION 39

PATRIMOINE CULTUREL

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

01	74.80	Achat d'œuvres d'art et d'objets de collection pour les musées relevant de la Communauté française:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
01	74.81	Achat d'œuvres d'art et d'objets de collection pour les musées relevant de la Communauté française (mise en dépôt):			
	11.	Communauté française	—	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
01	74.82	Achat d'œuvres d'art majeures:			
		11. Communauté française	—	—	—
Totaux pour le chapitre VII			—	—	—
Totaux pour la section 39. — Patrimoine culturel:					
		11. Communauté française	—	—	—
		12. Région de langue française	—	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR INFRASTRUCTURE:					
		11. Communauté française	29,2	—	—
		12. Région de langue française	—	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
		21. Communauté française	1 222,0	—	—
Totaux			1 251,2	—	—

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

SECTION 44

FAMILLE

CHAPITRE V

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de capitaux aux ménages

03 52.81 Subventions d'équipement pour les centres de consultations prématrimoniales, matrimoniales et familiales:

21. Communauté française 0,5 — —

Totaux pour le chapitre V 0,5 — —

Totaux pour la section 44. — Famille:

21. Communauté française 0,5 — —

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
SECTION 45					
PROTECTION DE LA JEUNESSE					
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
Achat de biens meubles durables					
01	74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:			
	21.	Communauté française	—	—	—
Totaux pour le chapitre VII			—	—	—
Totaux pour la section 45. — Protection de la jeunesse					
	21.	Communauté française	—	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES:					
	21.	Communauté française	0,5	—	—
SECTEUR SANTE					
SECTION 52					
MEDECINE PREVENTIVE					
CHAPITRE V					
TRANSFERTS DE CAPITAUX A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de capitaux aux ménages					
03	52.43	Subventions d'équipement aux centres de santé intégrés:			
	21.	Communauté française	—	—	—
03	52.44	Subventions d'équipement aux organismes d'éducation à la santé:			
	21.	Communauté française	—	—	—
Totaux pour le chapitre V			—	—	—
Totaux pour la section 52. — Médecine préventive:					
	21.	Communauté française	—	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
SECTION 53					
MEDECINE CURATIVE					
CHAPITRE V					
TRANSFERTS DE CAPITAUX A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS					
Transferts de capitaux aux ménages					
03	52.81	Subventions d'équipement aux Centres de télé-accueil:			
	21.	Communauté française	—	—	—
03	52.82	Subventions d'équipement aux services de soins à domicile:			
	21.	Communauté française	—	—	—
03	52.83	Subventions d'équipement aux organismes extra-hospitaliers de santé mentale:			
	21.	Communauté française	0,5	—	—
Totaux pour le chapitre V			0,5	—	—
CHAPITRE VI					
TRANSFERTS DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de capitaux à l'intérieur du secteur public					
03	61.36	Allocation au fonds institué en 1930 et destiné à intensifier la lutte contre la tuberculose dans la Communauté française:			
	21.	Communauté française	5,0	—	—
Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés					
03	63.82	Subventions d'équipement aux services de soins à domicile:			
	21.	Communauté française	—	—	—
03	63.83	Subventions d'équipement aux organismes extra-hospitaliers de santé mentale:			
	21.	Communauté française	0,5	—	—
Totaux pour le chapitre VI			5,5	—	—
Totaux pour la section 53. — Médecine curative:					
	21.	Communauté française	6,0	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR SANTE:					
	21.	Communauté française	6,0	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement

SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION

SECTION 61

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE V

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de capitaux aux ménages

01 52.21	Subventions d'aménagement et d'équipement aux théâtres, aux associations et initiatives tendant à développer la promotion et la diffusion artistiques, l'éducation permanente, aux organisations de jeunesse, aux centres culturels, maisons de la culture, foyers culturels, aux bibliothèques publiques, aux associations et organismes d'audiovisuel, à la Médiathèque de la Communauté française de Belgique:				
	11. Communauté française	38,0	—	—	
	Totaux pour le chapitre V	38,0	—	—	

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de capitaux aux provinces,
communes et organismes assimilés

01 63.51	Subventions d'aménagement et d'équipement aux théâtres, aux associations et initiatives tendant à développer la promotion et la diffusion artistiques, l'éducation permanente, aux centres culturels, maisons de la culture, foyers culturels, aux bibliothèques publiques, aux associations et organismes d'audiovisuel:				
	11. Communauté française	7,7	—	—	
	12. Région de langue française	—	—	—	
	13. Région bruxelloise	—	—	—	
	Totaux pour le chapitre VI	7,7	—	—	

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

01 74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:				
	11. Communauté française	19,0	—	—	
01 74.06	Achats de biens mis à la disposition d'organismes culturels:				
	11. Communauté française	38,8	—	—	

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
01	74.07	Achats de biens mis à la disposition d'organismes culturels occupant des bâtiments appartenant à la Communauté française :			
	11.	Communauté française	20,0	—	—
		Totaux pour le chapitre VII	77,8	—	—

CHAPITRE VIII

OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATIONS

Octroi de crédits et participations aux entreprises

01	81.01	Entreprises culturelles:			
	11.	Communauté française	0,1	—	—
		Totaux pour le chapitre VIII	0,1	—	—
		Totaux pour la section 61. — Affaires générales:			
	11.	Communauté française	123,6	—	—
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			123,6	—	—

SECTION 62

PROMOTION ARTISTIQUE

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

01	74.21	Acquisition d'œuvres d'art par le service des arts plastiques:			
	11.	Communauté française	—	—	—
		Totaux pour le chapitre VII	—	—	—

CHAPITRE VIII

OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATIONS

Octroi de crédits et participations aux entreprises

01	81.01	Dépenses de coproductions théâtrales avec la RTBF:			
	11.	Communauté française	17,1	—	—
		Totaux pour le chapitre VIII	17,1	—	—
		Totaux pour la section 62. — Promotion artistique:			
	11.	Communauté française	17,1	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
SECTION 63					
LIVRE					
CHAPITRE VI					
TRANSFERTS DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de capitaux aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise					
01	61.01	Transfert à un Fonds d'aide à l'édition, à la publication et à la diffusion :			
	11.	Communauté française	—	—	—
01	61.02	Transfert à un Fonds d'aide à la diffusion :			
	11.	Communauté française	3,0	—	—
Transferts de capitaux aux provinces, communes et organismes assimilés					
01	63.52	Informatique. — Subventions aux bibliothèques publiques reconnues pour l'achat d'équipements informatiques et de logiciels complémen- taires destinés à assurer la compatibilité des systèmes existants dans le sens du réseau de la lecture publique :			
	12.	Région de langue française	1,0	—	—
Totaux pour le chapitre VI			4,0	—	—
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
Achat de biens meubles durables					
01	74.21	Achats de correspondances littéraires pour le Musée de la Littérature :			
	11.	Communauté française	3,0	—	—
Totaux pour le chapitre VII			3,0	—	—
Totaux pour la section 63. — Livre :					
	11.	Communauté française	6,0	—	—
	12.	Région de langue française	1,0	—	—
			7,0	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
		SECTION 65			
		AUDIOVISUEL			
		CHAPITRE VII			
		INVESTISSEMENTS (CIVILS)			
		Achat de biens meubles durables			
		01 74.06 Achats de biens mis à la disposition d'organismes culturels:			
		11. Communauté française	20,0	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
		Totaux pour le chapitre VII	20,0	—	—
		CHAPITRE VIII			
		OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATIONS			
		Octroi de crédits et participations aux entreprises			
		01 81.01 RTBF: plan d'urgence:			
		11. Communauté française	2,0	—	—
		01 81.02 RTBF: dotation en vue de couvrir les charges d'amortissement d'em- prunts, d'acquisition de matériel et de réalisations audiovisuelles:			
		11. Communauté française	696,9	—	—
		01 81.03 Aide à la production cinématographique:			
		11. Communauté française	120,0	—	—
		01 81.04 RTBF: collaborations internationales dans le domaine audiovisuel:			
		11. Communauté française	—	—	—
		01 81.05 RTBF: soutien au projet TV5:			
		11. Communauté française	73,5	—	—
		01 81.06 Dépenses afférentes à des coproductions cinématographiques en vertu d'accords internationaux:			
		11. Communauté française	16,0	—	—
		01 81.07 Dotation exceptionnelle à la RTBF relative au financement de la cons- truction d'un pylône radio-TV:			
		11. Communauté française	26,8	—	—
		01 81.08 Dotation à un fonds de production télévisuelle:			
		11. Communauté française	20,0	—	—
		Totaux pour le chapitre VIII	955,2	—	—
		Totaux pour la section 65. — Audiovisuel:			
		11. Communauté française	975,2	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
SECTION 66					
PATRIMOINE ET ARTS PLASTIQUES					
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
Achat de biens meubles durables					
01	74.21	Acquisition d'œuvres d'art par le service des arts plastiques:			
	11.	Communauté française	7,6	—	—
01	74.80	Achat d'œuvres d'art et d'objets de collection pour les musées relevant de la Communauté française:			
	12.	Région de langue française	5,0	—	—
01	74.81	Achat d'œuvres d'art et d'objets de collection pour les musées relevant de la Communauté française (mise en dépôt):			
	11.	Communauté française	10,0	—	—
01	74.82	Achat d'œuvres d'art majeures:			
	11.	Communauté française	10,0	—	—
Totaux pour le chapitre VII . . .			32,6	—	—
Totaux pour la section 66. — Patrimoine et arts plastiques:					
	11.	Communauté française	27,6	—	—
	12.	Région de langue française	5,0	—	—
			32,6	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION:					
	11.	Communauté française	1 149,5	—	—
	12.	Région de langue française	6,0	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			1 155,5	—	—

SECTEUR SPORT ET TOURISME

SECTION 72

TOURISME

CHAPITRE V

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de capitaux aux entreprises

02	51.01	Octroi de primes en vue de promouvoir la modernisation, la création ou l'agrandissement d'établissements hôteliers:			
	12.	Région de langue française	—	—	—
	13.	Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBÉLLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
		02 51.02 Primes en vue de promouvoir la création, l'agrandissement et la modernisation de terrains de camping, de camping à la ferme, de gîtes ruraux, de gîtes à la ferme, de meublés de tourisme et de chambres d'hôte:			
		11. Communauté française	—	—	—
		12. Région de langue française	—	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
		02 51.03 Subvention aux attractions touristiques pour leur signalisation:			
		11. Communauté française	3,0	—	—
		Transferts de capitaux aux ménages			
		02 52.01 Subventions aux syndicats d'initiative et groupements régionaux de syndicats d'initiative pour l'achat de matériel:			
		11. Communauté française	3,0	—	—
		02 52.02 Subvention d'infrastructure et d'équipement au bénéfice de l'Office de promotion du tourisme:			
		11. Communauté française	20,0	—	—
		Totaux pour le chapitre V	26,0	—	—
		CHAPITRE VIII			
		OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATIONS			
		Octroi de crédits et participations aux entreprises			
		02 81.01 Apport de capitaux en vue de constituer un fonds de roulement à des ASBL de gestion des centres touristiques et sportifs:			
		11. Communauté française	—	—	—
		12. Région de langue française	—	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
			—	—	—
		02 81.02 Participation dans la Société de gestion des Barrages de l'Eau d'Heure:			
		12. Région de langue française	0,1	—	—
		Totaux pour le chapitre VIII	0,1	—	—
		Totaux pour la section 72. — Tourisme:			
		11. Communauté française	26,0	—	—
		12. Région de langue française	0,1	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
			26,1	—	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement

SECTION 73

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTS

CHAPITRE V

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de capitaux aux ménages

02 52.01 Subventions pour l'achat de matériel sportif:					
11. Communauté française			20,0	—	—
02 52.02 Subvention pour l'achat de matériel pour la pratique sportive des handi- capés:					
11. Communauté française			4,0	—	—
		Totaux pour le chapitre V	24,0	—	—

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de capitaux aux provinces,
communes et organismes assimilés

02 63.01 Subventions pour l'achat de matériel sportif:					
11. Communauté française			4,0	—	—
		Totaux pour le chapitre VI	4,0	—	—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

02 74.01 Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:					
11. Communauté française			4,5	—	—
		Totaux pour le chapitre VII	4,5	—	—
		Totaux pour la section 73. — Education physique et sports:			
11. Communauté française			32,5	—	—

		TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.		(En millions de francs)	
M	Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
SECTION 74					
CENTRES SPORTIFS ET TOURISTIQUES					
CHAPITRE VI					
TRANSFERT DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC					
Transferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise					
02	61.01	Transfert au Fonds de valorisation des lacs de l'Eau d'Heure:			
		11. Communauté française	16,5	—	—
Totaux pour le chapitre VI			16,5	—	—
CHAPITRE VII					
INVESTISSEMENTS (CIVILS)					
Achat de biens meubles durables					
02	74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:			
		11. Communauté française	26,2	—	—
		12. Région de langue française	—	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
Totaux pour le chapitre VII			26,2	—	—
Totaux pour la section 74. — Centres sportifs et touristiques:					
		11. Communauté française	42,7	—	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR SPORT ET TOURISME:					
		11. Communauté française	101,2	—	—
		12. Région de langue française	0,1	—	—
		13. Région bruxelloise	—	—	—
			101,3	—	—
TOTAUX POUR LA PARTIE II. — CREDITS QUI NE SONT PAS DESTINES A LA REALISATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS			2 587,5	—	—
TOTAUX POUR LE TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL			2 587,5	1 425,5	1 206,2
TOTAUX GENERAUX (TITRE I + TITRE II) DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE			38 548,2	1 425,5	1 206,2

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1991	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1991
------	-------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTEUR SECRETARIAT GENERAL

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	03	A	Fonds destinés au paiement des subsides d'entretien, d'éducation et de traitement de mineurs d'âge autres que ceux confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse (loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse)	72,6	4 675,8	4 700,0	48,4
60	20	A	Fonds des bâtiments administratifs	603,1	—	—	603,1
Totaux pour le chapitre I.				675,7	4 675,8	4 700,0	651,5
Totaux pour la section I				675,7	4 675,8	4 700,0	651,5
TOTAUX POUR LE SECTEUR SECRETARIAT GENERAL				675,7	4 675,8	4 700,0	651,5

SECTEUR INFRASTRUCTURE

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	09	B	Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française	9,1	1 037,0	1 037,0	9,1
Totaux pour le chapitre I.				9,1	1 037,0	1 037,0	9,1

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1991	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1991
CHAPITRE III							
FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES							
66	03	A	Fonds pour les investissements touristiques	37,6	—	—	37,6
66	33	A	Fonds de restauration urgente des propriétés de la Communauté française	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre III				37,6	—	—	37,6
Totaux pour la section I				46,7	1 037,0	1 037,0	46,7
TOTAUX POUR LE SECTEUR INFRASTRUCTURE				46,7	1 037,0	1 037,0	46,7

SECTEUR AFFAIRES SOCIALES

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	01	A	Fonds spécial créé en vue du paiement des frais d'entretien et de traitement d'indigents belges et étrangers (aliénés, séquestrés à domicile, tuberculeux et cancéreux) (loi du 27 juin 1956 modifiée par la loi du 3 avril 1965)	218,8	163,0	291,7	90,1
60	02	A	Fonds de soins médico-socio-pédagogiques créé en vue du paiement des frais de logement, d'entretien, de traitement et d'éducation de handicapés belges et étrangers (arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967)	1 014,5	5 085,6	5 618,2	481,9
66	07	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. — Aide aux familles. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre I.				1 233,3	5 248,6	5 909,9	572,0
Totaux pour la section I				1 233,3	5 248,6	5 909,9	572,0
TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES				1 233,3	5 248,6	5 909,9	572,0

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1991	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1991
SECTEUR SANTE							
SECTION I							
DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SUR RESSOURCES AFFECTEES							
CHAPITRE I							
FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT PAR DES CREDITS BUDGETAIRES							
60	08	A	Fonds destinés à intensifier la lutte contre la tuberculose dans la Communauté française (loi des 1 ^{er} août 1930 et 26 décembre 1956)	23,8	5,0	10,0	18,8
Totaux pour le chapitre I				23,8	5,0	10,0	18,8
CHAPITRE III							
FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES							
66	21	A	Service de désinfection aux communes	0,4	—	—	0,4
Totaux pour le chapitre III				0,4	—	—	0,4
Totaux pour la section I				24,2	5,0	10,0	19,2
SECTION II							
SERVICES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SOU MIS A DES REGLES DE GESTION PARTICULIERE							
CHAPITRE I							
SERVICES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE A GESTION SEPARÉE							
70	09	C	Hôpital psychiatrique de Mons. — Fonds d'exploitation	—	440,0	440,0	—
70	10	C	Hôpital psychiatrique de Tournai. — Fonds d'exploitation	—	455,0	455,0	—
Totaux pour le chapitre I.				—	895,0	895,0	—
Totaux pour la section II.				—	895,0	895,0	—
TOTAUX POUR LE SECTEUR SANTE.				24,2	900,0	905,0	19,2

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Lit.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1991	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1991
SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION							
SECTION I							
DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SUR RESSOURCES AFFECTEES							
CHAPITRE III							
FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES							
66	01	A	Dotation destinée à organiser des manifestations d'ordre intellectuel et artistique au Château de Mariemont et subsidiairement à pourvoir à l'entretien et à la mise en valeur des collections (arrêté royal du 7 juillet 1924)	0,1	—	—	0,1
66	09	B	Fonds cinématographique	109,2	239,2	248,8	99,6
66	10	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	400,4	400,4	—
66	11	A	Fonds de emploi des indemnisations pour dommages causés au matériel fourni en prêt.	1,4	3,2	3,5	1,1
66	12	B	Fonds de l'Edition et de la Publication	21,2	0,9	5,0	17,1
66	19	C	Fonds pour la formation socio-culturelle	—	0,6	0,6	—
66	22	A	Fonds spécial destiné au paiement de la rémunération et des frais d'organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954	1,1	0,4	—	1,5
66	31	B	Fonds de la production télévisuelle.	25,2	20,0	23,0	22,2
66	32	B	Fonds d'aide à la diffusion	—	3,0	3,0	—
66	41	A	Fonds de développement de la presse écrite	—	44,3	44,3	—
66	42	B	Fonds ouvert au mécénat en faveur des métiers d'art	—	—	—	—
67	01	B	Fondations, donations, legs et prix	0,8	0,1	0,1	0,8
67	02	B	Recettes diverses de la Communauté à répartir ultérieurement	0,6	—	—	0,6
Totaux pour le chapitre III				159,6	712,1	728,7	143,0
Totaux pour la section I				159,6	712,1	728,7	143,0

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1991	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1991
SECTION II							
SERVICES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SOUVIS A DES REGLES DE GESTION PARTICULIERES							
CHAPITRE I							
SERVICES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE A GESTION SEPARÉE							
70	06	A	Caisse du Château de Mariemont (arrêté du 28 décembre 1942)	0,3	1,0	1,2	0,1
70	08	A	Caisse du Musée de Seneffe (art. 8 du décret budgétaire du 10 juillet 1981 de la Communauté française)	3,0	2,0	5,0	—
70	11	C	Service d'intendance du Centre de Formation socio-culturelle de Rossignol	3,0	2,0	2,0	3,0
70	12	C	Fonds d'exploitation du centre culturel Marcel Hicter à La Marlagne	6,8	8,0	10,0	4,8
70	13	C	Service d'intendance du Centre de Formation socio-culturelle de Séroule	1,4	1,3	1,5	1,2
Totaux pour le chapitre I				14,5	14,3	19,7	9,1
Totaux pour la section II.				14,5	14,3	19,7	9,1
TOTAUX POUR LE SECTEUR CULTURE ET COMMUNI- CATION				174,1	726,4	748,4	152,1

SECTEUR SPORT ET TOURISME

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES
PRINCIPALEMENT PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	10	A	Fonds de valorisation des lacs de L'Eau D'Heure — « Gestion »	9,4	8,0	—	17,4
60	11	A	Fonds de valorisation des lacs de L'Eau D'Heure — « Investissements »	120,0	20,0	—	140,0
Totaux pour le chapitre I.				129,4	28,0	—	157,4

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litr.	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1991	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1991
CHAPITRE III							
FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES							
66	13	A	Fonds national des sports. — Secteur francophone (loi du 28 juin 1963)	—	(495,0)	(495,0)	—
66	14	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
66	15	A	Fonds de remploi des indemnisations pour dommages causés au matériel fourni en prêt.	—	—	—	—
66	18	A	Fonds des sports. — Rémunérations	7,6	164,4	172,0	—
66	51	C	Fonds des sports	49,1	495,0	544,1	—
Totaux pour le chapitre III				56,7	659,4	716,1	—
Totaux pour la section I				186,1	687,4	716,1	157,4
TOTAUX POUR LE SECTEUR SPORT ET TOURISME				186,1	687,4	716,1	157,4
TOTAUX POUR LE TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE				2 340,1	13 358,2	13 939,4	1 758,9

(En milliers de francs)

TITRE VII

ORGANISMES D'INTERET PUBLIC

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

CHAPITRE 41

INTERVENTION DU SECTEUR PUBLIC

411.01	Contribution de la Communauté française	525 900
--------	---	---------

CHAPITRE 42

PRODUITS RESULTANT DE L'EXERCICE DE LA MISSION STATUTAIRE
DU COMMISSARIAT

421.01	Recettes fonctionnelles	10 286
422.01	Intérêts sur placement	7 000

(En milliers
de francs)

CHAPITRE 43

RECETTES POUR ORDRE

431.02	Divers	850
--------	------------------	-----

CHAPITRE 44

PRODUITS ET REALISATIONS DES BIENS PATRIMONIAUX

441.01	Produits de vente de biens immobiliers	p.m.
442.01	Produits de vente de biens mobiliers	5 285
444.05	Remboursements d'avances	500

CHAPITRE 45

RECETTES PARTICULIERES

451.01	Récupérations	88 767
451.02	Divers	34 200
	Total des recettes	672 788
	Majorées des crédits disponibles au 31 décembre 1990.	30 000
		702 788

CHAPITRE 51

MONTANTS A PAYER AUX PERSONNES ATTACHEES A L'ORGANISME

511.01	Rémunération du personnel, y compris les charges sociales	184 955
511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale. Part patronale	p.m.
511.05	Service social	573
511.07	Formation professionnelle	370
511.08	Indemnités couvrant des charges réelles	2 290
511.09	Indemnités ne couvrant pas de charges réelles. Heures supplémentaires, y compris le précompte professionnel	750
511.10	Provision pension (part patronale)	6 000
	Total chapitre 51	194 938

(En milliers
de francs)

CHAPITRE 52

MONTANTS A PAYER A DES TIERS POUR PRESTATIONS, FOURNITURES
ET TRAVAUX QUI ONT POUR OBJET DES SERVICES OU DES BIENS
NON SUSCEPTIBLES D'ETRE INVENTORIES

521.01	Loyer des locaux et charges. — Loyer + charges (dépenses énergétiques comprises) . . .	35 600
521.02	Location de matériel et mobilier. — Entre autres, location photocopieuse	2 100
521.03	Entretien et réparation des locaux. — Entretien et remise en état des locaux	2 560
521.04	a) Entretien et réparation du matériel et mobilier	2 470
	b) Entretien et réparation des véhicules	2 685
521.05	Assurances	4 000
521.06	Impôts et taxes	p.m.
521.07	Produits de consommation (combustibles).	1 500
521.09	Divers. — Frais divers (locaux, matériel, véhicules)	125
522.01	Frais de bureau. — Frais de bureau, économat, téléphone et télex, affranchissement documentation, frais de banque, timbres fiscaux	9 900
524.01	Honoraires avocats, experts	2 600
525.01	Remboursement d'emprunts	3 560
	Total chapitre 52	67 100

CHAPITRE 53

EXERCICE PAR L'ORGANISME DE SA MISSION STATUTAIRE

532	Dépenses de toute nature relatives à la promotion des actions extérieures de la Communauté française :	
532.01	Mensuel « Présences ». — Revue Wallonie-Bruxelles	9 975
532.02	Achat, location de stands, location d'espaces dans les journaux, etc.	3 640
532.04	Réalisation de vidéogrammes, impression brochures et dépliants	3 000
532.05	Achat d'insignes, drapeaux et cadeaux	390
	Total article 532.	17 005
533	Représentation de la Communauté française à l'étranger :	
533.01	Dépenses de toute nature concernant le Centre culturel Wallonie-Bruxelles à Paris	16 950
533.02	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles au Québec	4 632
533.03	Dépenses de toute nature concernant la Délégation générale Wallonie-Bruxelles chargée des affaires francophones et multilatérales	9 620
533.04	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Kinshasa	8 399
533.05	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Genève	4 874
533.06	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Rome	3 760

		(En milliers de francs)
533.07	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Tunis	2 669
533.08	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar	3 439
533.09	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Washington	3 906
533.10	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Rio de Janeiro	3 221
533.11	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles auprès des Communautés européennes	2 355
533.12	Dépenses de toute nature concernant la Délégation Wallonie-Bruxelles à Alger	4 289
533.99	Autres	3 475
	Total article 533.	71 589
534	Secteur multilatéral :	
534.01	COTISATIONS	
534.01.01	a) AUPELF. — Subvention à l'Association des Universitaires partiellement ou entièrement de langue française (siège à Montréal)	800
	b) AUPELF. — Fonds international de coopération universitaire	500
534.01.02	CILF. — Subvention au Conseil international de la langue française (siège à Paris)	1 200
534.01.03	Union des Editeurs. — Subvention à l'Union des Editeurs de langue française (siège à Bruxelles)	200
534.01.04	Fédération des professeurs de français: subvention à la Fédération internationale des professeurs de français (siège à Paris)	100
534.01.05	CONFESJES. — Subvention à la Conférence des Ministres de l'Éducation de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française (siège à Dakar)	700
534.01.06	ACCT. — Subvention à l'Agence de Coopération culturelle et technique (siège à Paris)	86 055
534.01.07	CAMES. — Subvention au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (siège à Ouagadougou)	700
534.01.08	FEJ. — Subvention au Fonds européen de la jeunesse (siège à Strasbourg)	1 040
	Total cotisations	91 295
534.02	ACTIONS	
534.02.01	Colloques, rencontres, etc. internationaux :	
	a) en la Communauté française	5 100
	b) à l'étranger	5 820
534.02.02	Activités diverses dans le cadre multilatéral	15 040
534.02.03	Institut culturel africain et autres organisations internationales.	700
534.02.04	Dépenses de toute nature relatives aux actions menées dans le cadre du suivi des Sommets des Chefs d'État et de Gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française	29 500
534.02.05	Organisation d'une biennale de la poésie	500
	Total actions	56 660
	Total article 534.	147 955

(En milliers
de francs)

535	Relations internationales bilatérales de la Communauté française de Belgique et bourses d'études Paul-Henri Spaak et bourses d'études allouées à des ressortissants de pays non liés à la Belgique par un accord culturel:	
535.01	Frais de mission et d'accueil d'experts ou de groupes. — Bourses hors accords	150 000
535.02	Dépenses de toute nature et transferts relatifs à la promotion des échanges de jeunes . . :	18 430
	Total article 535.	168 430
536	Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche, la diffusion artistique et littéraire, les échanges culturels et socio-culturels et la coopération en matières sociales et de santé:	
536.01	Secteur culturel.	21 980
536.02	Secteur enseignement.	1 472
536.03	Secteur personnalisable	8 500
	Total article 536.	31 952
	Total chapitre 53	436 931

CHAPITRE 55

ACHATS DE BIENS PATRIMONIAUX

550.01	Immeubles	p.m.
550.02	Acquisitions nouvelles (matériel, mobilier, véhicules automobiles)	1 000
550.03	Achats et locations concernant l'informatique	1 469
550.04	Achat équipements destinés à l'étranger	500
	Total chapitre 55	2 969

CHAPITRE 56

DEPENSES POUR ORDRE

560.02	Divers.	850
	Total chapitre 56	850
	Total des dépenses	702 788

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 1546

24 DECEMBER 1990. — Decreet houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

*Kredieten voor de lopende uitgaven (TITEL I)
en voor de kapitaaluitgaven (TITEL II)*

Artikel 1. — Voor de uitgaven met betrekking tot het begrotingsjaar 1991, worden kredieten geopend ten bedrage van :

(In miljoenen frank)

	Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vastleggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Lopende uitgaven (TITEL I)	35 960,7	—	—
Kapitaaluitgaven (TITEL II)	2 587,5	1 425,5	1 206,2
Totalen	38 548,2	1 425,5	1 206,2

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2. In afwachting van de inwerkingtreding van de wet bedoeld bij artikel 50, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, blijven de bepalingen van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, zoals die op 1 januari 1989 van kracht waren, van toepassing op de begrotingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846, op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank aan elk van de buitengewone rekenplichtigen worden verleend.

Dit maximumbedrag wordt op 25 000 000 frank gebracht voor de buitengewone rekenplichtigen van de diensten van het Economaat van de Sector Secretariaat-Generaal. Het kan worden aangepast voor de andere rekenplichtigen bij beslissing van de Executieve.

Die geldvoorschotten mogen gebruikt worden voor het uitkeren van allerhande bezoldigingen, toelagen en vergoedingen ten voordele van het personeel dat door de Franse Gemeenschap bezoldigd wordt en voor het betalen van schuldvorderingen die voortvloeien uit overeenkomsten die 200 000 frank niet overschrijden, met inbegrip van de aankopen van kunstwerken, alsook de hulpelden en de toelagen van maatschappelijke aard, en de subsidies die lager zijn dan of gelijk zijn aan 50 000 frank.

Art. 4. De niet-gesplitste kredieten van de hierna vermelde artikelen kunnen uitgaven dekken die betrekking hebben op vorige begrotingsjaren :

Titel I. — Lopende uitgaven.
Sector Secretariaat-Generaal.
Sectie 31 — artikel 11.03.11
artikel 12.01.11
artikel 12.05.11

Sectie 32. — artikel 12.01.11

Sector Infrastructuur.

Sectie 38. — artikel 12.01.11

Sector Sociale Zaken.

Sectie 41. — artikel 12.01.21

Sector Gezondheid.

Sectie 51. — artikel 12.01.21

Sector Cultuur en Communicatie.

Sectie 61. — artikel 11.03.11

artikel 12.01.11

Sectie 63. — artikel 33.02.12

artikel 43.02.12

artikel 43.02.13

Sectie 66. — artikel 12.01.12

Sector Sport en Toerisme

Sectie 71. — artikel 12.01.11

Art. 5. De saldi, zowel van de vastleggingskredieten als van de ordonnanceringskredieten, die beschikbaar zijn op de hieronder vermelde artikelen van sectie 38, Titel II, sector Infrastructuur, worden geannuleerd ten belope van de volgende respectievelijke bedragen :

Artikel 52.21.21 : 20,0 miljoen
Artikel 52.22.21 : 30,0 miljoen
Artikel 52.23.21 : 9,0 miljoen
Artikel 63.22.21 : 21,0 miljoen
Artikel 63.23.21 : 10,0 miljoen

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van artikel 2, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit wordt het saldo op 31 december 1990 van het krediet uitgetrokken op artikel 22.20.22 van Sectie 53 — Sector Gezondheid — naar het begrotingsjaar 1991 overgedragen en komt het bij het nieuwe krediet van het overeenstemmend artikel in de begroting 1991. Het saldo op 31 december 1990 van het krediet uitgetrokken op artikel 33.07.11 van Sectie 31 — Sector Secretariaat-Generaal — wordt eveneens naar het overeenstemmend artikel in de begroting 1991 overgedragen.

De afwijking bedoeld bij artikel 3 van het decreet tot aanpassing van de begroting 1990 heeft ook betrekking op de op 31 december 1989 voorkomende saldi. Ze worden naar het begrotingsjaar 1990 overgedragen en komen bij de overeenstemmende kredieten.

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Cultuur en Communicatie

Sectie 66. — artikel 74.80.12

artikel 74.81.11

Art. 7. De eventuele overschotten van de kredieten die aan de verschillende musea van de Franse Gemeenschap werden toegekend voor de aankoop van kunstwerken of verzamelingsstukken, mogen als toelagen aan de kas van de inrichtingen worden uitbetaald.

Art. 8. De vergoedingen voor begrafeniskosten, alsmede de geboortetoelagen, mogen op dezelfde wijze uitbetaald worden als de bezoldigingen der belanghebbenden.

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. — Nr. 4-III, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 4-III, nr. 1 (bijlage 1). Verantwoordingsprogramma. — Nr. 4-III, nr. 1 (bijlage 2). Verdeling. — Nr. 4-III, nr. 2. Verslag. — Nr. 4-III, nr. 3. Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 13 en 14 december 1990. — Aanneming. Vergadering van 14 december 1990.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid het Medisch Schooltoezicht behoort, is ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan inzake medisch schooltoezicht op grond van een raming van de jaarlijkse subsidie, die noodzakelijk is voor de systematische klinische onderzoeken en de wedde van de eerste paramedische hulpkracht. Een eerste voorschot wordt in de loop van het eerste schoolkwartaal verleend. Dit voorschot kan 30 pct. bereiken van het jaarlijkse bedrag van de subsidie voor voornoemde activiteiten.

Dit voorschot wordt teruggevorderd op de subsidies die uit te betalen zijn voor de prestaties van de maanden van oktober tot en met december.

Onder dezelfde voorwaarden kan in de loop van het tweede schoolkwartaal een tweede voorschot, ten belope van 25 pct. van het bedrag van de jaarlijkse subsidie, worden toegekend, dat teruggevorderd kan worden op de voor de prestaties van februari en volgende maanden uit te betalen subsidies.

Art. 10. De in de volgende artikelen van de sector Infrastructuur vermelde kredieten, mogen, voor dotaties of toelagen van dezelfde aard, van het ene op het andere worden overgedragen, bij besluit van de Executieve naar gelang van de behoeften van de diensten.

Titel I. — Lopende uitgaven.

Sectie 38. — Niet-gesplitste kredieten

artikel 41.30.21
artikel 43.21.21
artikel 61.30.21
artikel 61.33.21
artikel 61.34.21
artikel 61.35.21
artikel 63.26.21

Titel II. — Kapitaaluitgaven. — Deel 1.

Sectie 38. — Gesplitste kredieten

Alle ordonnanceringskredieten uitgetrokken op alle artikelen van Titel II, deel 1.

Art. 11. Wat de sector Cultuur en Communicatie betreft, kunnen de kredieten uitgetrokken voor de uitkering van toelagen aan de openbare bibliotheken van de gemeenten en provincies enerzijds, en aan de vrije openbare bibliotheken anderzijds, binnen dezelfde sectie, voor toelagen van dezelfde aard, van het ene op het andere worden overgedragen bij besluit van de Executieve naar gelang van de behoeften van de diensten.

Art. 12. Kredietoverdrachten tussen de artikelen 33.07.21 en 43.01.21 van sectie 43 en tussen de artikelen 33.65.21 en 43.65.21 van sectie 44 van de Sector Sociale Zaken mogen bij beslissing van de Executieve uitgevoerd worden.

Art. 13. De saldi die bij de vastleggingskredieten en bij de ordonnanceringskredieten op 31 december 1990 beschikbaar zijn op artikel 01.02.20 van sectie 80, worden overgedragen naar artikel 01.02.20 van sectie 87 van de uitgavenbegroting voor Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Andere door het begrotingsdecreet gedekte vastleggingen

Art. 14. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap gemachtigd vastleggingen ten bedrage van 930 000 000 frank en vereffeningen ten bedrage van 917 000 000 frank te verrichten.

Art. 15. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake Maatschappelijke Hulpverlening behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap gemachtigd vastleggingen ten bedrage van 120 000 000 frank en vereffeningen ten bedrage van 120 000 000 frank te verrichten.

Art. 16. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximaal dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Deze vastleggingen kunnen voor 1991 leningen betreffen waarvan het totaal volume 800 000 000 frank niet overschrijdt.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt ertoe gemachtigd, namens de Franse Gemeenschap, de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de overheid, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximaal dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte overheidsbesturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan.

Deze vastleggingen kunnen, voor 1991, leningen betreffen waarvan het totaal volume 80 000 000 frank niet overschrijdt (huisjes voor bejaarde personen, kinderdagverblijven, centra voor gemeenschappelijke dienst, gezondheidscentra,...).

Elke vastlegging die uit dien hoofde getroffen moet worden, wordt voor visum aan de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof voorgelegd.

Vóór de 10e van elke maand doet de controleur der vastleggingen een in drievoud opgemaakte staat met de bewijsstukken aan het Rekenhof worden waarin enerzijds het bedrag van de in de afgelopen maand geviseerde vastleggingen en anderzijds het bedrag van de sedert het begin van het jaar geviseerde vastleggingen vermeld worden.

De staat van de maand december geldt als jaarlijkse verzamelstaat.

Het Rekenhof stuurt naar de Minister tot wiens bevoegdheid de Financiën behoren, binnen tien dagen na de ontvangst ervan, een in tweevoud opgemaakte en afgesloten jaarlijkse verzamelstaat.

Art. 18. De Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, is ertoe gemachtigd, bij het Gemeentekrediet van België, namens de Franse Gemeenschap en voor rekening van het psychiatrisch ziekenhuis van de Franse Gemeenschap « Les Marronniers » in Doornik, een kredietopening aan te gaan voor een maximaal bedrag van 200 000 000 frank, en voor rekening van het ziekenhuis « Chênes aux Haies » in Bergen, een kredietopening voor een maximaal bedrag van 200 000 000 frank, om de vooruitfinanciering van de werkingskosten van voornoemde ziekenhuizen te verzekeren.

De intresten van die kredietopening zullen opgenomen worden in de prijs van de verpleegdag in het ziekenhuis.

Art. 19. Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, niettegenstaande het vorige artikel, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximaal twintig jaar, van leningen toegestaan door het Gemeentekrediet van België, voor bedragen die gelijk staan met 40 % van de prijs voor de werken die verricht werden aan de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik.

Deze vastleggingen kunnen, voor 1991, leningen betreffen waarvan het totaal volume 130 000 000 frank niet overschrijdt.

De intresten en de aflossingen van voornoemde leningen zullen opgenomen worden in de prijs van de verpleegdag in het ziekenhuis.

Art. 20. De Executieve wordt ertoe gemachtigd de verbintenis aan te gaan borg te staan voor de uitvoering van de financiële verplichtingen van de « Radio-télévision belge de la Communauté française » ten aanzien van de persoon die als directeur-generaal werd aangehouden door de raad van bestuur, binnen de perken van de financiële verbintenissen die uit deze aanwijzing voortvloeien.

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 21. De verrichtingen op de speciale fondsen die in Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel opgenomen zijn, worden op 13 358 200 000 frank geraamd voor de ontvangsten en op 13 939 400 000 frank voor de uitgaven geraamd.

Art. 22. De wijze van beschikking over het tegoed dat vermeld wordt voor de fondsen uitgetrokken op Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel, wordt naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk ervan aangeduid.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Minister-Voorzitter wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks door de boekhouders die de ontvangsten geboekt hebben, wordt beschikt, worden door het teken C aangegeven.

Art. 23. De hierna vermelde niet-gesplitste kredieten kunnen worden overgedragen naar artikel 60.03.A van Titel IV, sector Secretariaat-Generaal van de begroting :

Titel I. — Lopende uitgaven

Sector Secretariaat-Generaal

Sectie 33 — artikel 41.03.21

Art. 24. De tegemoetkomingen in de kosten voor sommige toeristische projecten, die aan de Franse Gemeenschap door het Europees Fonds voor de Regionale Ontwikkeling van de Europese Economische Gemeenschap toegestaan worden, inzonderheid bij toepassing van de gewijzigde verordening nr. 724/75 van 18 maart 1975, zijn bestemd voor uitgaven van werken voor toeristische investeringen en worden gestort op artikel 66.03.A van de sector Infrastructuur. — « Fonds voor de toeristische investeringen ».

Art. 25. De ontvangsten voortspruitende uit de vergoedingen van schade die toegebracht werd aan uitgeleend materiaal in de sector Cultuur en Communicatie en in de sector Sport en Toerisme, mogen gestort worden op de wederbeleggingsfondsen die hiertoe onder de artikelen 66.11.A van de sector Cultuur en Communicatie en 66.15.A van de sector Sport en Toerisme werden geopend.

Die fondsen mogen voor de aankoop van materiaal aangewend worden.

Art. 26. Artikel 60.09.B van de afzonderlijke sectie, sector Gezondheid, sectie I : « Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap » wordt gestijfd door de overdracht van de middelen die aan de Franse Gemeenschap verschuldigd zijn en door de overdracht van de artikelen van de begroting van de Franse Gemeenschap die hierna vermeld zijn :

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Infrastructuur

Sectie 38. — artikel 61.33.21
artikel 61.35.21

Art. 27. Artikel 66.12.A van de afzonderlijke sectie, sector Cultuur en Communicatie — sectie I : « Fonds voor het uitgeverijbedrijf en de publicatie » wordt gestijfd door de overdracht van de middelen die aan de Franse Gemeenschap verschuldigd zijn, inzonderheid de ontvangsten voortvloeiende uit contracten betreffende de steun aan het uitgeverijbedrijf en de publicatie en de ontvangsten die voortkomen uit de verkoop van publicaties van de betrokken diensten van de Franse Gemeenschap, en door de overdracht van het hierna vermeld artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Cultuur en Communicatie

Sectie 63. — artikel 61.01.11

Vanaf 1 januari 1991 wordt de wijze van beschikking over het tegoed vermeld bij dit fonds door het teken B aangegeven.

Art. 28. Artikel 66.41.A van de afzonderlijke sectie, sector Cultuur en Communicatie — sectie I : « Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers » wordt gestijfd :

— enerzijds, door de vergoeding die overeenstemt met tweemaal het bedrag dat de R.T.B.F. ontvangt boven het maximumbedrag dat voor de reclame-inkomsten vastgesteld is bij toepassing van artikel 20 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de R.T.B.F., gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989, en van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie;

— anderzijds, door de inkomsten uit de commerciële reclame op radio en televisie ten voordele van de geschreven pers krachtens artikel 17 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven met betrekking tot de ontwikkeling van de geschreven pers.

Art. 29. Artikel 66.42.B van de afzonderlijke sectie, sector Cultuur en Communicatie, sectie I : « Fonds, openstaande voor het mecenaat ten voordele van de kunstambachten » wordt gestijfd door giften en legaten, die voor de kunstambachten worden bestemd.

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven die met die bestemming overeenkomen.

Art. 30. Artikel 66.09.B van de afzonderlijke sectie, sector Cultuur en Communicatie — sectie I : « Fonds voor de film » wordt gestijfd door de overdracht van de middelen die aan de Franse Gemeenschap verschuldigd zijn, inzonderheid door de ontvangsten voortvloeiende uit de terugbetaling van de voorschotten aan sommige filmproducties, alsook de ontvangsten voortvloeiende uit de exploitatie van films waarop de Franse Gemeenschap rechten heeft, en door de overdracht van de artikelen van de begroting van de Franse Gemeenschap die hierna vermeld zijn :

Titel I. — Lopende uitgaven

Sector Cultuur en Communicatie

Sectie 65. — artikel 32.01.11
artikel 32.01.13
artikel 32.02.11

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Cultuur en Communicatie

Sectie 65. — artikel 81.03.11
artikel 81.06.11

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven van alle aard met betrekking tot de filmproductie.

Art. 31. Artikel 66.31.A van de afzonderlijke sectie, sector Cultuur en Communicatie, sectie I : « Fonds voor televisieproductie » wordt gestijfd door de overdracht van de middelen die aan de Franse Gemeenschap verschuldigd zijn en door de overdracht van het hierna vermeld artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Cultuur en Communicatie

Sectie 65 — artikel 81.08.11

Vanaf 1 januari 1991 wordt de wijze van beschikking over het tegoed vermeld bij dit fonds, door het teken B aangegeven.

Art. 32. Er wordt in de afzonderlijke sectie, sector Cultuur en Communicatie, sectie I, hoofdstuk III, een artikel 66.32.B « Hulpfonds voor verspreiding » opgericht.

Dit fonds wordt gestijfd door de ontvangsten voortvloeiende uit de overdracht van het hierna vermelde begrotingsartikel :

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Cultuur en Communicatie

Sectie 63 — artikel 61.02.11

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven die met die bestemming overeenstemmen.

Art. 33. Artikel 60.10.A « Fonds voor de herwaardering van de meren van l'Eau d'Heure — Beheer », sector Sport en Toerisme, wordt gestijfd door de inkomsten uit het beheer van het domein van « l'Eau d'Heure » en aanvullend door overdrachten van het hierna vermeld artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Titel I. — Lopende uitgaven

Sector Sport en Toerisme

Sectie 74 — artikel 41.01.11

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven van alle aard betreffende het behoud, het onderhoud en de bevordering van dit domein, met inbegrip van een eventuele werkingstoelage, toegekend aan de instelling, belast met het dagelijks beheer van het oord.

Art. 34. Artikel 60.11.A « Fonds voor de herwaardering van de meren van l'Eau d'Heure — Investerings », sector Sport en Toerisme, wordt gestijfd door de ontvangsten voortkomende uit de opbrengst van de eventuele vervreemding van terreinen, uit de inkomsten opgebracht door de nieuwe infrastructuur die in het domein van « l'Eau d'Heure » gevestigd zijn, en aanvullend uit overdrachten van het hierna vermeld artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Sport en Toerisme

Sectie 74 — artikel 61.01.11

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven van alle aard met betrekking tot de in dit domein verrichte investeringen.

Art. 35. Artikel 66.33.A « Fonds voor de dringende restauratie van de eigendommen van de Franse Gemeenschap », sector Infrastructuur — sectie I, wordt gestijfd door de inkomsten uit de verkoop van onroerende goederen die deel uitmaken van het patrimonium van de Franse Gemeenschap.

Kunnen hierop worden aangerekend, de uitgaven van alle aard met betrekking tot werken voor de dringende restauratie van onroerende goederen, eigendommen van de Franse Gemeenschap.

Art. 36. Artikel 66.51.C « Sportfonds » van de sector Sport en Toerisme wordt gestijfd door de volgende ontvangsten :

— giften en legaten die bestemd worden voor de bevordering of de ontwikkeling van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens;

— dotatie van de Nationale Loterij; bij wijze van overgangsmatregel kunnen deze verder worden ontvangen via postrekening nr. 000-2001445-44 die de vermelding « Nationaal Sportfonds » draagt;

— de opbrengst van de bedragen die verschuldigd zijn op de inkomsten uit sportwedstrijden en -voorspellingen;

— de betalingen, inschrijvingsrechten, abonnementsprijzen en andere inkomsten uit de activiteiten van het Fonds;

— de terugbetaling, op grond van de voorwaarden betreffende hun terugvordering, van de toelagen of voorschotten die ten laste van het Fonds kunnen worden toegekend, alsook van deze die ten laste van artikel 66.13.A « Nationaal Sportfonds — Franstalige sector » werden toegekend.

Dit fonds wordt aanvullend gestijfd door overdrachten van het hierna vermeld artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap :

Titel I. — Lopende uitgaven

Sector Sport en Toerisme

Sectie 73 — artikel 41.01.11

Op dit Fonds kunnen de volgende uitgaven worden aangerekend :

— de kosten van alle aard met betrekking tot de werking van de sportcentra van de Franse Gemeenschap en van de buitendiensten van de Administratie voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens van de Franse Gemeenschap;

— de kosten van alle aard met betrekking tot de programma's voor de activiteiten georganiseerd door de algemene directie voor sport en toerisme ter bevordering of ontwikkeling van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens;

— de toelagen of voorschotten toegekend aan erkende sportfederaties, aan clubs en andere aangesloten verenigingen, voor hun activiteiten.

Art. 37. Artikel 66.16.A « Sportfonds — Personeelslasten » wordt gestijfd door de ontvangsten voortkomende uit maandelijkse overdrachten van artikel 66.51.C « Sportfonds » ten belope van het bedrag dat noodzakelijk is voor de betaling van de bezoldigingen van het vast contractueel personeel dat ten laste ervan zou worden gelegd.

Kunnen op dit fonds worden aangerekend, de ontvangsten met betrekking tot de betaling van die bezoldigingen.

Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend ten belope van een bedrag dat gelijk is met ten hoogste één vierde van de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het personeel van het Sportfonds dat werkelijk opgenomen is in de personeelsformatie van de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, met de verplichting die voorschotten terug te betalen zodra de rekenplichtige van het « Sportfonds — Personeelslasten » de ontvangsten die daarvoor zijn bestemd, heeft ontvangen.

Art. 38. De Bestuursdirecteur belast met de administratieve zaken binnen de Bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, wordt, met behoud van zijn graad en zijn functie, overgedragen naar het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

De administratieve anciënniteit en de geldelijke anciënniteit van betrokkene, verkregen bij de Bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, worden geacht als verkregen binnen de diensten van de Executieve.

TITEL VII. — Instellingen van openbaar nut

Art. 39. De begroting van het Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd. Die begroting bedraagt 672 788 000 frank voor de ontvangsten en 702 788 000 frank voor de uitgaven; het verschil wordt gedekt door het saldo van de op 31 december 1990 beschikbare kredieten.

Art. 40. Dit decreet treedt in werking op de datum waarop het door de Executieve wordt bekrachtigd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 24 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

BEGROTING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1991

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTOR KABINETTEN VAN DE EXECUTIEVE					
SECTIE 01					
Kabinetsuitgaven van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 1. — Lonen en sociale lasten					
01	11.01	Wedde en representatiekosten van de Minister-Voorzitter :			
		11. Franse Gemeenschap	2,7	—	—
01	11.02	Wedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	81,0	—	—
01	11.06	Terugbetaling van de bezoldigingen en de vergoedingen van het personeel van de Kabinetten ter beschikking gesteld door besturen, die onder de nationale overheid ressorteren :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor § 1 ...			83,7	—	—
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.06	Huur van onroerende goederen van de diverse diensten van het Kabinet (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, huurlasten, retributies en vergoedingen) :			
		11. Franse Gemeenschap	27,0	—	—
01	12.07	Kosten van eerste instelling en wederinrichting van het Kabinet (werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
01	12.19	Werkingskosten van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	32,6	—	—
Totalen voor § 2 ...			60,6	—	—
Totalen voor hoofdstuk I ...			144,3	—	—
Totalen voor sectie 01. — Kabinetsuitgaven van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve :					
		11. Franse Gemeenschap ...	144,3	—	—

SECTIE 02. — Kabinetsuitgaven van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)****§ 1. Lonen en sociale lasten**

02	11.01	Wedde en representatiekosten van de Minister :			
		11. Franse Gemeenschap	2,7	—	—
02	11.02	Wedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	77,0	—	—

		TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)	
M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggings-kredieten	Ordonnances-ringskredieten
02	11.06	Terugbetaling van de wedden en vergoedingen van het personeel van de Kabinetten ter beschikking gesteld door besturen die onder de nationale overheid ressorteren :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor § 1 ...	79,7	—	—
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
02	12.06	Huurgelden van onroerende goederen van de diverse diensten van het Kabinet (met inbegrip van de huurgelden, de huurlasten, retributies en vergoedingen, die aan de Regie der Gebouwen verschuldigd zijn) :			
		11. Franse Gemeenschap	22,5	—	—
02	12.07	Kosten van eerste instelling en wederinrichting van het Kabinet (werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	2,0	—	—
02	12.19	Werkingskosten van het Kabinet ;			
		11. Franse Gemeenschap	23,0	—	—
		Totalen voor § 2 ...	47,5	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I ...	127,2	—	—
Totalen voor sectie 02. — Kabinetsuitgaven van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België :					
		11. Franse Gemeenschap ...	127,2	—	—

SECTIE 03

Kabinetsuitgaven van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid van de Franse Gemeenschap van België

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

03	11.01	Wedde en representatiekosten van de Minister :			
		11. Franse Gemeenschap	2,6	—	—
03	11.02	Wedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	66,8	—	—
03	11.06	Terugbetaling van de wedden en vergoedingen van het personeel van de Kabinetten ter beschikking gesteld door besturen die onder de nationale overheid ressorteren :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor § 1 ...	69,4	—	—

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

03	12.06	Huurgelden van onroerende goederen van de diverse diensten van het Kabinet (met inbegrip van de huurgelden, de huurlasten, retributies en vergoedingen, die aan de Regie der Gebouwen verschuldigd zijn) :			
		11. Franse Gemeenschap	19,0	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
03	12.07	Kosten van eerste instelling en wederinrichting van het Kabinet (werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
03	12.19	Werkingskosten van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	20,0	—	—
		Totalen voor § 2	39,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	108,4	—	—
		Totalen voor sectie 03. — Kabinetsuitgaven van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid van de Franse Gemeenschap van België :			
		11. Franse Gemeenschap	108,4	—	—
		Totalen voor de sector Kabinetten van de Executieve :			
		11. Franse Gemeenschap	379,9	—	—

SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL

SECTIE 31. — Algemene Zaken

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

01	11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiliteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan de familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door arbeidsongeval getroffen :			
		11. Franse Gemeenschap	1 681,5	—	—
01	11.04	Toelagen van alle aard aan het personeel van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	1,3	—	—
01	11.05	Diverse uitgaven voor maatschappelijk dienstbetoon buiten de aankopen van vermogensgoederen :			
		11. Franse Gemeenschap	10,3	—	—
		Totalen voor § 1	1 693,1	—	—

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfskosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		11. Franse Gemeenschap	7,4	—	—
01	12.02	Consumptieve bestedingen voor het betrekken van lokalen — met uitzondering van de uitgaven voor energie en onderhoudsuitgaven. — Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, bezoldigingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kleding en andere bestuursuitgaven :			
		11. Franse Gemeenschap	18,0	—	—
01	12.05	Vergoedingen van alle aard aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsmede de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap — werkgeefster in de prijs van de sociale abonnementen) :			
		11. Franse Gemeenschap :	64,1	—	—
		Subtotalen voor de artikelen 12.01 tot 12.05	89,5	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	12.22	Betaling van verzekeringspremies : 11. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
01	12.24	Diverse uitgaven, representatiekosten : 11. Franse Gemeenschap	0,8	—	—
01	12.30	Dienst voor culturele en beroepsbevordering van vrouwen — Lopende uitgaven betreffende de vergaderingen, de organisatie van colloquia, studie- en vormingsdagen, en betreffende de verspreiding van informatie : 11. Franse Gemeenschap	0,9	—	—
01	12.31	Centrale bibliotheek, lopende uitgaven met betrekking tot de aankoop van boeken, tijdschriften, opnamen : 11. Franse Gemeenschap	5,5	—	—
01	12.32	Uitgaven van alle aard inzake bureautica en informatica : 11. Franse Gemeenschap	102,5	—	—
Totalen voor § 2			200,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			1 893,1	—	—

HOOFDSTUK II. — *Intresten en Bedrijfsverliezen*

Bijdragen in de rentelasten en in de exploitatieverliezen van overheidsbedrijven

01	22.21	Betaling van Sofibail van de rentelasten met betrekking tot de financiering van het administratiegebouw gelegen Leopold II-laan 46, 1080 Brussel ; 11. Franse Gemeenschap	169,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk II			169,0	—	—

HOOFDSTUK III. — *Inkomensoverdrachten naar andere sectoren*

Inkomensoverdrachten aan gezinnen

01	33.01	Diverse vergoedingen aan derden voortvloeiend uit de aansprakelijkheid van de Gemeenschap : 11. Franse Gemeenschap	0,1	—	—
01	33.02	Toelage aan de « Association pour la promotion des enseignants belges d'expression française à l'étranger (A.P.E.F.E.) » : 11. Franse Gemeenschap	5,3	—	—
01	33.03	Schenking Solvay (Terhulpen). — Toelage aan de V.Z.W. « Fondation culturelle Solvay de La Hulpe » : 11. Franse Gemeenschap	12,4	—	—
01	33.04	Toelage toegestaan in het raam van de samenwerking tussen de Franse en Duitstalige Gemeenschappen (wet van 31 december 1983 — art. 55, § 3) : 11. Franse Gemeenschap	1,5	—	—
01	33.05	Toelagen aan de V.Z.W. « Formation Sport et Culture dans les établissements pénitentiaires » : 11. Franse Gemeenschap	3,5	—	—
03	33.06	Betoelaging van de instellingen die voor de Franse Gemeenschap hebben geopteerd krachtens art. 65, § 5, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten : 11. Franse Gemeenschap	1 385,1	—	—
03	33.07	Toelage aan de instellingen voor gehandicapten via de Franse Gemeenschapscommissie bij toepassing van artikel 13 van het decreet van 18 juni 1990 tot overdracht van bevoegdheden aan de Franse Gemeenschapscommissie : 11. Franse Gemeenschap	12,3	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			1 420,2	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de Overheidssector</i>					
<i>(Inkomensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter)</i>					
02	41.01	Toelage aan het « Commissariat Général aux Relations Internationales » :			
		11. Franse Gemeenschap	522,9	—	—
03	41.02	Dotatie aan de Franse Gemeenschapscommissie :			
		13. Brussels Gewest	300,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			822,9	—	—
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
Niet-economisch verdeeld					
01	01.01	Provisie met het oog op het dekken van de lasten voortvloeiend uit de verhoging van het indexcijfer :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	01.04	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de verplaatsing van diensten naar de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
04	01.05	Provisie voor intrestlasten van leningen :			
		11. Franse Gemeenschap	300,0	—	—
03	01.06	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de uitvoering van het decreet van 1 juli 1982 tot vaststelling van de criteria op grond waarvan de instellingen die persoonsgebonden aangelegenheden in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad behandelen, uitsluitend tot de Franse Gemeenschap behoren — eerste stap :			
		21. Franse Gemeenschap	30,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk 01			330,0	—	—
Totalen voor Sectie 31. — Algemene zaken :					
		11. Franse Gemeenschap	4 305,2	—	—
		13. Brussels Gewest	300,0	—	—
		21. Franse Gemeenschap	30,0	—	—
			4 635,2	—	—

SECTIE 32. — Economaat

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

01	12.02	Consumptieve bestedingen met betrekking tot het betrekken van lokalen, met uitsluiting van de uitgaven voor energie- en onderhoudsuitgaven. — Leveringen van goederen en diensten : bureau-onkosten, vervoer, belastingen, bezoldigingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven :			
		11. Franse Gemeenschap	112,0	—	—
01	12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen :			
		11. Franse Gemeenschap	28,9	—	—
01	12.04	Huur van computermaterieel en van materieel voor teletransmissie :			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
01	12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. Belastingen slaande op gebouwen, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen :			
		11. Franse Gemeenschap	78,0	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor het aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	8,0	—	—
01	12.22	Betaling van verzekeringspremies :			
		11. Franse Gemeenschap	11,0	—	—
Totalen voor § 2			247,9	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			247,9	—	—
Totalen voor sectie 32, — Economie :					
		11. Franse Gemeenschap	247,9	—	—

SECTIE 33. — Jeugdbescherming

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegeld. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		11. Franse Gemeenschap	2,5	—	—
01	12.02	Consumptieve bestedingen met betrekking tot het betrekken van lokalen, met uitsluiting van de uitgaven voor energie, en onderhoudsuitgaven. — Leveringen van goederen en diensten : bureau-onkosten, vervoer, belastingen, bezoldigingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven :			
		21. Franse Gemeenschap	2,0	—	—
01	12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen :			
		21. Franse Gemeenschap	6,5	—	—
01	12.04	Huur van mechanografische installaties :			
		21. Franse Gemeenschap	0,1	—	—
01	12.29	Kosten voortvloeiend uit de overbrenging, het onderzoek, het toezicht en de bijstand betreffende jongeren :			
		21. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
01	12.32	Uitgaven met betrekking tot het onderhoud der leerlingen toevertrouwd aan de opvoedingsinrichtingen en openbare instellingen van de Gemeenschap (met inbegrip van de kosten voor overbrenging, briefwisseling, actie in open middelen, alsmede de reis- en verblijfkosten van de personeelsleden belast met deze actie), de ontvangst-, voedings- en verblijfkosten van de stagiairs bij het vormings- en vervolmakingscentrum voor het kaderpersoneel van de Dienst voor Jeugdbescherming :			
		21. Franse Gemeenschap	35,0	—	—
01	12.34	Uitgaven voortvloeiend uit de werkzaamheden van algemene preventie van de jeugdbeschermingscomités :			
		21. Franse Gemeenschap	9,0	—	—
01	12.35	Activiteiten voor algemene preventie, gevoerd in het kader van de actie « Zomer-jongeren » :			
		21. Franse Gemeenschap	5,0	—	—
	12.70	Uitgaven van alle aard inzake jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd :			
		21. Franse Gemeenschap	7,0	—	—
	12.71	Uitgaven van alle aard inzake hulpverlening aan de jeugd :			
		21. Franse Gemeenschap	55,0	—	—
Totalen voor § 2			122,6	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			122,6	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnantiekredieten
HOOFDSTUK III — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten naar gezinnen					
01	33.02	Schadevergoeding aan regeringskinderen die het slachtoffer zijn geweest van ongevallen overkomen tijdens opvoedingsactiviteiten :			
		21. Franse Gemeenschap	0,1	—	—
01	33.05	Subsidies aan de werken die zich met de adoptie van kinderen bezighouden :			
		21. Franse Gemeenschap	0,4	—	—
01	33.06	Dienst studies en wetenschappelijk onderzoek — financiering van het onderzoek op het gebied van sociale zaken (inwijkelingen en jeugdbescherming) :			
		21. Franse Gemeenschap	0,9	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			1,4	—	—
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten</i>					
<i>binnen de overheidssector</i>					
Inkomensoverdrachten naar de fondsen					
en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
01	41.03	Toelagen voor acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming :			
		21. Franse Gemeenschap	4 502,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			4 502,0	—	—
Totalen voor sectie 33. — Jeugdbescherming :					
21. Franse Gemeenschap			4 626,0	—	—
Totalen voor de sector Secretariaat-Generaal :					
11. Franse Gemeenschap			4 553,1	—	—
13. Brussels Gewest			300,0	—	—
21. Franse Gemeenschap			4 656,0	—	—
			9 509,1	—	—
SECTOR INFRASTRUCTUUR					
SECTIE 36. — Algemene Zaken					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. Lonen en sociale lasten					
01	11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen en lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door arbeidsongeval getroffen) :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	11.04	Allerlei toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
Totalen voor § 1			—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegeld. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden : 12. Frans taalgebied	—	—	—
01	12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsmede voor de vervoerkosten betreffende de dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap — werkgeefster in de prijs van de sociale abonnementen) : 21. Frans taalgebied	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			—	—	—
Totalen voor sectie 36. — Algemene Zaken : 12. Frans taalgebied			—	—	—
SECTIE 37. — Uitrusting. — Economaat					
HOOFDSTUK I. — <i>Consumptieve bestedingen</i> (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.02	Consumptieve bestedingen voor het betrekken van lokalen, met uitzondering van de uitgaven voor energie en onderhoudsuitgaven. — Leveringen van goederen en diensten : bureau-onkosten, vervoer, belastingen, retributies, publicaties van het departement « beroepsopleiding », kleding en andere bestuursuitgaven : 11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen : 11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	12.04	Huur van informaticamaterieel en teletransmissiematerieel : 11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op de gebouwen : 11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.07	Uitzonderlijke kosten voor diensten en aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, enz.) : 11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
Subtotalen voor de artikelen 12.02 tot 12.07			—	—	—
01	12.20	Uitgaven van alle aard betreffende vergaderingen, enquêtes, en betreffende de organisatie van colloquia of studiedagen : 11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.21	Uitgaven van alle aard betreffende de publicaties : 11. Franse Gemeenschap	—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	12.22	Uitbetaling van verzekeringspremies :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.23	Reclame, public relations, produktie en verspreiding van promotie- en informatiemateriaal (drukwerken, films, foto's, tentoonstellingsmateriaal, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor § 2			—	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			—	—	—
Totalen voor sectie 37. — Uitrusting. — Economaat :					
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
			—	—	—

SECTIE 38. — Infrastructuur

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegeld. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		11. Franse Gemeenschap	0,1	—	—
01	12.20	Uitgaven van alle aard betreffende vergaderingen, enquêtes, en betreffende de organisatie van colloquia of studiedagen :			
		11. Franse Gemeenschap	0,2	—	—
01	12.21	Uitgaven van alle aard betreffende de publicaties :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
01	12.23	Reclame, public relations, produktie en verspreiding van promotie- en informatiemateriaal (drukwerken, films, foto's, tentoonstellingsmateriaal, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	0,4	—	—
02	12.30	Onderhoudswerken uitgevoerd door toedoen van het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
01	12.31	Uitgaven van alle aard voortvloeiend uit het beheer van de gebouwen van de Franse Gemeenschap in eigendom of in medeëigendom :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
Totalen voor § 2			4,2	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			4,2	—	—

HOOFDSTUK IV

*Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector*Inkomensoverdrachten naar fondsen
en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

03	41.30	Ziekenhuizen, rusthuizen en geïntegreerde centra voor gemeenschappelijke dienst. — Jaarlijkse dotatie aan het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap, bestemd tot dekking van zijn tegemoetkomingen in de rentevoeten der leningen en van de uitgaven voortvloeiend uit het verlenen van zijn waarborg betreffende de schuldvorderingen, waarvan sprake in artikel 6bis, § 2, 2 ^o , respectievelijk c) en d) van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen :			
		21. Franse Gemeenschap	566,0	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaver.

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
		Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen			
03	43.21	Woningen derde leeftijd. — Kinderdagverblijven. — Toelagen aan de gewestelijke en plaatselijke overheidsbesturen als tegemoetkomingen van de Gemeenschap in de lasten der intresten van de leningen aangegaan door deze besturen bij het Gemeentekrediet van België voor de financiering van werken (toepassing van het koninklijk besluit van 22 oktober 1959). (De Schatkist wordt gemachtigd tot het verstrekken van de eventueel nodige provisijs, om de uitbetaling van de tegemoetkomingen van de Gemeenschap op de overeengekomen vervaldagen te verzekeren, met verplichting deze provisijs later te regulariseren) :			
		21. Franse Gemeenschap	53,0	—	—
03	43.22	Kinderdagverblijven. — Toelagen aan de gewestelijke en plaatselijke overheidsbesturen als tegemoetkomingen van de Gemeenschap in de lasten der intresten van de leningen aangegaan door deze besturen bij het Gemeentekrediet van België voor de financiering van werken (toepassing van het koninklijk besluit van 22 oktober 1959). (De Schatkist wordt gemachtigd tot het verstrekken van de eventueel nodige provisijs, om de uitbetaling van de tegemoetkomingen van de Gemeenschap op de overeengekomen vervaldagen te verzekeren, met verplichting deze provisijs later te regulariseren) :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
03	43.23	Sport. — Tegemoetkomingen in de intrestlasten van de lening aangegaan door de Intercommunale voor het bestuderen en het beheren van overheidsdiensten en bestemd voor het bouwen van infrastructuur te Moeskroen :			
		11. Franse Gemeenschap	18,0	—	—
03	43.30	Intrestlasten van de leningen :			
		11. Franse Gemeenschap	2,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk IV	639,0	—	—
		HOOFDSTUK 01. — Diversen			
		Niet-economisch verdeeld			
01	01.01	Uitgaven met betrekking tot de geschillen met de Regie der Gebouwen (vorige jaren) :			
		11. Franse Gemeenschap	92,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk 01	92,0	—	—
		Totalen voor sectie 38. — Infrastructuur :			
		11. Franse Gemeenschap	116,2	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
		21. Franse Gemeenschap	619,0	—	—
			735,2	—	—
		SECTIE 39. — Cultureel patrimonium			
		HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen			
		(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)			
		§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten			
01	12.20	Uitgaven van alle aard betreffende de publicaties, drukwerken, enquêtes en de organisatie van vergaderingen, van colloquia of studiedagen en de organisatie van interdisciplinaire culturele activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.21	Uitgaven van alle aard betreffende de publicaties :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	12.23	Reclame, public relations, produktie en verspreiding van promotie- en informatiemateriaal (drukwerken, films, foto's, tentoonstellingsmateriaal, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
01	12.30	Uitgaven van alle aard betreffende het behoud, de restauratie en de herwaardering van het cultureel patrimonium :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	12.31	Aankoop van tijdschriften en gespecialiseerde werken, betreffende de oudheidkunde, de kunstgeschiedenis, de museumkunde of de bescherming van het cultureel patrimonium :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.32	Uitgaven van alle aard betreffende oudheidkundige opgravingen :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	12.34	Uitgaven van alle aard voortvloeiend uit de organisatie van tijdelijke tentoonstellingen in het Museum van Mariemont :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
Totalen voor § 2			—	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			—	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.01	Toelagen aan verenigingen met het oog op studies en activiteiten betreffende de bescherming en de herwaardering van het cultureel patrimonium :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
01	33.02	Toelagen aan verenigingen en genootschappen voor geschiedenis en archeologie :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
01	33.03	Toelagen aan private musea en verenigingen van private musea :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
01	33.04	Toelagen aan organisaties met een opvoedende taak in de musea :			
		12. Brussels Gewest	—	—	—
01	33.05	Toelagen aan private musea uit hoofde van hun wetenschappelijke activiteiten :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>					
Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen					
01	43.11	Toelagen aan de openbare musea en aan de verenigingen van de openbare musea :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			—	—	—
Totalen voor sectie 39. — Cultureel patrimonium :					
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
Totalen voor de sector Infrastructuur :					
		11. Franse Gemeenschap	118,2	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
		21. Franse Gemeenschap	619,0	—	—
			735,2	—	—
SECTOR SOCIALE ZAKEN					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
03	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		21. Franse Gemeenschap	1,8	—	—
03	12.70	Uitgaven van alle aard inzake maatschappelijk welzijn, gezins- en bejaardenzorg :			
		21. Franse Gemeenschap	4,0	—	—
Totalen voor § 2			5,8	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			5,8	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
03	33.01	Toelagen aan instellingen voor maatschappelijk welzijn, gezins- en bejaardenzorg :			
		21. Franse Gemeenschap	18,6	—	—
03	33.02	Toelagen voor de financiering van het zoekwerk op het vlak van Sociale Zaken :			
		21. Franse Gemeenschap	6,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			25,1	—	—
Totalen voor Sectie 41. — Algemene Zaken :					
		21. Franse Gemeenschap	30,9	—	—

TITEL I. -- Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 42. -- Maatschappelijk Welzijn					
HOOFDSTUK I. -- Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.60	Uitgaven van alle aard inzake inwijkelingen :			
		21. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
Totalen voor § 2			1,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			1,0	—	—
HOOFDSTUK III. -- Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.14	Subsidies toegekend aan de gewestelijke socio-culturele centra voor inwijkelingen (personeelskosten) :			
		21. Franse Gemeenschap	4,6	—	—
01	33.15	Subsidies aan publieke en private instellingen die acties ontwikkelen inzake onthaal en integratie van inwijkelingen :			
		21. Franse Gemeenschap	35,1	—	—
01	33.17	Subsidies aan studie-, oriëntatie- en coördinatieorganisaties in sociale zaken :			
		21. Franse Gemeenschap	5,3	—	—
01	33.18	Activiteiten ter bevordering van de integratie van jongeren van vreemde afkomst in het kader van de actie « Zomer-jongeren » :			
		21. Franse Gemeenschap	2,5	—	—
03	33.19	Toelagen aan centra voor maatschappelijk werk :			
		21. Franse Gemeenschap	122,8	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			170,3	—	—
HOOFDSTUK IV. -- Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector					
Inkomensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
03	43.01	Toelagen aan openbare instellingen, in verband met sociale zaken :			
		21. Franse Gemeenschap	25,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			25,0	—	—
Totalen voor sectie 42. -- Maatschappelijk Welzijn : 21. Franse Gemeenschap			196,3	—	—
SECTIE 43. -- Gespecialiseerde Maatschappelijke Hulpverlening					
HOOFDSTUK I. -- Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.70	Uitgaven van alle aard inzake forensische welzijnszorg :			
		21. Franse Gemeenschap	1,5	—	—
Totalen voor § 2			1,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			1,5	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.03	Subsidies aan diensten voor sociale hulpverlening aan gedetineerden : 21. Franse Gemeenschap	17,9	—	—
01	33.04	Subsidies aan instellingen voor readaptatie en opvang die medewerkers aan de sociale actie ten opzichte van de delinkwenten en sociaal gehandicapten : 21. Franse Gemeenschap	64,0	—	—
03	33.05	Subsidies aan Verenigingen betreffende de preventie van de handicaps, de promotie en de maatschappelijke integratie van gehandicapten : 21. Franse Gemeenschap	20,0	—	—
03	33.07	Subsidies aan diensten voor vroege hulpverlening en aan diensten voor begeleiding van de niet in instellingen opgenomen gehandicapten : 21. Franse Gemeenschap	51,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			152,9	—	—
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector					
Inkomensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
03	41.01	Overdracht aan een speciaal fonds opgericht met het oog op de betaling van onderhouds- en behandelingskosten voor Belgische en buitenlandse behoeftigen (voor de voorafgaande jaren inbegrepen) : 21. Franse Gemeenschap	115,0	—	—
03	41.02	Overdracht aan een fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg met het oog op de toelage voor de tenlasteneming van de gehandicapte persoon : 21. Franse Gemeenschap	5 162,2	—	—
03	41.03	Subsidies aan het Rijksfonds voor sociale reclassering van de mindervaliden : 21. Franse Gemeenschap	3 329,3	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			8 606,5	—	—
Totalen voor sectie 43. — Gespecialiseerde Maatschappelijke Hulpverlening : 21. Franse Gemeenschap			8 760,9	—	—

SECTIE 44. — Gezin

HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren

Inkomensoverdrachten aan gezinnen

03	33.64	Toelagen aan verenigingen die allerhande acties organiseren met het oog op het bevorderen van de gezinsopvoeding : 11. Franse Gemeenschap	5,0	—	—
03	33.65	Toelagen aan instellingen voor studie, opvoeding, bijstand en bescherming van het gezin : 21. Franse Gemeenschap	1 328,1	—	—
03	33.66	Subsidies aan de Centra voor hulp inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven : 21. Franse Gemeenschap	50,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			1 383,1	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>					
Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen					
03	43.65	Subsidies aan instellingen voor studie, opvoeding, bijstand en bevordering van het gezin :			
		21. Franse Gemeenschap	556,2	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			556,2	—	—
Totalen voor sectie 44. — Gezin :					
		11. Franse Gemeenschap	5,0	—	—
		21. Franse Gemeenschap	1 934,3	—	—
			1 939,3	—	—
SECTIE 45. — Jeugdbescherming					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegeld. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van de uitgaven betreffende de vorige begrotingsjaren) :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.02	Consumptieve bestedingen met betrekking tot het betrekken van lokalen, met uitsluiting van de uitgaven voor energie en onderhoudsuitgaven. — Leveringen van goederen en diensten : bureau-onkosten, vervoer, belastingen, bezoldigingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.04	Huur van mechanografische installaties :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
Subtotalen voor de artikelen 12.01 tot 12.07			—	—	—
01	12.29	Kosten voortvloeiend uit de overbrenging, het onderzoek, het toezicht en de bijstand betreffende jongeren :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.32	Uitgaven met betrekking tot het onderhoud van de leerlingen toevertrouwd aan openbare instellingen voor jeugdbescherming (met inbegrip van de kosten voor overbrenging, briefwisseling, actie in open midden), ontvangst- en voedingkosten van personen die deelnemen aan vormingsactiviteiten en vergaderingen georganiseerd in het vormings- en vervolmakingscentrum voor het kaderpersoneel :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.34	Uitgaven voortvloeiend uit de werkzaamheden van algemene preventie van de jeugdbeschermingscomités :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.70	Uitgaven van alle aard inzake jeugdbescherming en hulpverlening aan de jeugd :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.71	Uitgaven van alle aard inzake :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor § 2			—	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten naar gezinnen					
01	33.02	Schadevergoeding aan jongeren die het slachtoffer zijn geweest van ongevallen overkomen tijdens opvoedingsactiviteiten :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	33.05	Subsidies aan de werken die zich met de adoptie van kinderen bezighouden :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			—	—	—
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector					
Inkomensoverdrachten naar de fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
01	41.03	Toelagen voor acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			—	—	—
Totalen voor sectie 45. — Jeugdbescherming :					
21. Franse Gemeenschap			—	—	—
Totalen voor de sector Sociale Zaken :					
11. Franse Gemeenschap			5,0	—	—
21. Franse Gemeenschap			10 922,4	—	—
			10 927,4	—	—
SECTOR GEZONDHEID					
SECTIE 51. — Algemene Zaken					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		21. Franse Gemeenschap	2,0	—	—
Totalen voor § 2			2,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			2,0	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
03	33.01	Toelage voor de bevordering van het onderzoek op het gebied van de gezondheid :			
		21. Franse Gemeenschap	11,0	—	—
03	33.02	Dotatie aan de Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België :			
		21. Franse Gemeenschap	11,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			22,0	—	—
Totalen voor sectie 51. — Algemene Zaken :					
21. Franse Gemeenschap			24,0	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 52. — Preventieve Geneeskunde					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
03	12.30	Uitgaven in verband met de medische sportkeuring :			
		12. Frans taalgebied	5,5	—	—
		13. Brussels Gewest	2,0	—	—
			7,5	—	—
03	12.31	Analyses en antidopingsflesjes :			
		21. Franse Gemeenschap	11,4	—	—
03	12.32	Algemene profylaxis :			
		21. Franse Gemeenschap	40,0	—	—
03	12.42	Uitgaven van alle aard inzake gezondheidsopvoeding :			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
03	12.43	Uitgaven van alle aard betreffende de geïntegreerde gezondheidscentra :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor § 2	68,9	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	68,9	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
03	33.01	Sociale Ziekten :			
		21. Franse Gemeenschap	7,5	—	—
03	33.02	Toelagen aan educatieve en preventieve organisaties :			
		21. Franse Gemeenschap	104,5	—	—
03	33.03	Toelagen aan organisaties voor gezondheidsopvoeding :			
		21. Franse Gemeenschap	120,0	—	—
03	33.04	Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra :			
		21. Franse Gemeenschap	12,0	—	—
03	33.05	Subsidies voor de ontwikkeling van het beleid inzake AIDS-preventie :			
		21. Franse Gemeenschap	135,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk III	379,0	—	—
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector					
Inkomensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
03	41.01	Toelagen aan de « Office de la Naissance et de l'Enfance » :			
		21. Franse Gemeenschap	3 275,0	—	—
03	41.03	Toelage aan het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie :			
		21. Franse Gemeenschap	73,2	—	—
		Totalen voor hoofdstuk IV	3 348,2	—	—
		Totalen voor sectie 52. — Preventieve geneeskunde :			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
		12. Frans taalgebied	5,5	—	—
		13. Brussels Gewest	2,0	—	—
		21. Franse Gemeenschap	3 778,6	—	—
			3 796,1	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 53. — Curatieve Geneeskunde					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
03	12.41	Uitgaven van alle aard voor de thuisverzorging :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor § 2	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	—	—	—
HOOFDSTUK II. — Intresten en Bedrijfsverliezen					
Bijdragen in de rentelasten en in de exploitatieverliezen van overheidsbedrijven					
03	22.20	Tekort van de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik :			
		22. Frans taalgebied	10,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk II	10,0	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
03	33.01	Subsidies aan de extramurale instellingen voor geestesgezondheid :			
		21. Franse Gemeenschap	288,0	—	—
03	33.02	Subsidies aan de centra voor tele-onthaal :			
		21. Franse Gemeenschap	18,0	—	—
03	33.04	Subsidies aan de instellingen voor studies en experimenten in de geestelijke gezondheid :			
		21. Franse Gemeenschap	16,0	—	—
03	33.06	Toelagen voor thuisverzorging :			
		21. Franse Gemeenschap	75,0	—	—
03	33.07	Subsidies bestemd voor de instellingen die toxicomanie bestrijden :			
		21. Franse Gemeenschap	28,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk III	425,0	—	—
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector					
Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen					
03	43.01	Subsidies aan de extramurale instellingen voor geestesgezondheid :			
		21. Franse Gemeenschap	132,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk IV	132,0	—	—
		Totalen voor sectie 53. — Curatieve geneeskunde :			
		21. Franse Gemeenschap	557,0	—	—
		22. Frans taalgebied	10,0	—	—
		Totalen voor sectie 53. — Curatieve geneeskunde	567,0	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 54. — Medisch Schooltoezicht					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
03	12.30	Uitgaven inzake medisch schooltoezicht :			
		12. Frans taalgebied	348,0	—	—
		13. Brussels Gewest	107,6	—	—
			455,6	—	—
		Totalen voor § 2	455,6	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	455,6	—	—
		Totalen voor sectie 54. — Medisch Schooltoezicht :			
		12. Frans taalgebied	348,0	—	—
		13. Brussels Gewest	107,6	—	—
			455,6	—	—
		Totalen voor de sector Gezondheid :			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
		12. Frans taalgebied	353,5	—	—
		13. Brussels Gewest	108,6	—	—
		21. Franse Gemeenschap	4 359,6	—	—
		22. Frans taalgebied	10,0	—	—
			4 842,7	—	—

SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE

Sectie 61. — Algemene zaken

HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

01	11.03	Bezoldiging van het actief en in disponibiteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen, met inbegrip van de betaling van die vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden, alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door arbeidsongeval getroffen) :			
		11. Franse Gemeenschap	70,1	—	—
01	11.04	Allerlei toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	1,3	—	—
		Totalen voor § 1	71,4	—	—
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		11. Franse Gemeenschap	6,0	—	—
01	12.02	Consumptieve bestedingen voor het betrekken van lokalen, met uitzondering van de uitgaven voor energie, en onderhoudsuitgaven. — Leveringen van goederen en diensten : bureaukosten, vervoer, belastingen, retributies, publicaties van het departement « beroepsopleiding », kleding en andere bestuursuitgaven :			
		11. Franse Gemeenschap	19,5	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven:

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen :			
		11. Franse Gemeenschap	14,0	—	—
01	12.04	Huur van mechanografische installaties :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
01	12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsmede de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap — werkgeefster in de prijs van de sociale abonnementen) :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Subtotalen voor de artikelen 12.01 tot 12.05	40,0	—	—
01	12.20	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de publicaties, drukwerken en enquêtes en de organisatie van vergaderingen, colloquia of studiedagen en tot de organisatie van interdisciplinaire culturele activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	31,6	—	—
01	12.31	Huurkosten betreffende gebouwen die tot de Franse Gemeenschap behoren of door haar worden gehuurd, en bestemd zijn voor culturele doeleinden :			
		11. Franse Gemeenschap	6,8	—	—
		Totalen voor § 2	78,4	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	149,8	—	—
HOOFDSTUK III. — <i>Inkomensoverdrachten naar andere sectoren</i>					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.03	Toelage voor de V.Z.W. « Centre de rayonnement de la Culture française » :			
		11. Franse Gemeenschap	6,6	—	—
01	33.04	Toelage aan de V.Z.W. « Association intercommunale culturelle de Bruxelles » :			
		13. Brussels Gewest	3,5	—	—
01	33.06	Toelagen voor de culturele activiteiten bestemd voor de kinderen en families der militairen van de Franse Gemeenschap in Duitsland :			
		11. Franse Gemeenschap	6,0	—	—
01	33.07	Toelagen voor de multidisciplinaire culturele activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	15,7	—	—
01	33.08	Dienst studies en wetenschappelijk onderzoek. — Financiering van het onderzoek op socio-cultureel vlak :			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
01	33.26	Overdracht aan het exploitatiefonds van het cultureel centrum « Marcel Hicter » met het oog op het dekken van de lasten die inherent zijn aan de werking van de toneelzaal :			
		11. Franse Gemeenschap	0,8	—	—
01	33.40	Toelagen aan de culturele centra en cultuurthuizen : werking en tegemoetkomingen in de bezoldigingen van de animators en in de kosten voor de coördinatie van hun activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
		12. Frans taalgebied	167,5	—	—
		13. Brussels Gewest	15,3	—	—
			183,3	—	—
01	33.41	Toelage aan de V.Z.W. « Centre culturel de la Communauté française Le Botanique » :			
		11. Franse Gemeenschap	69,9	—	—
01	33.42	Toelage aan de « Palais des Beaux-Arts » van Charleroi :			
		12. Frans taalgebied	37,0	—	—
01	33.43	Buitengewone toelagen aan de culturele centra :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	4,5	—	—
		13. Brussels Gewest	1,3	—	—
			5,8	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
01	33.44	Toelagen aan de kunstambachten :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	33.45	Hallen van Schaarbeek. — Europees Cultuurcentrum van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	7,7	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			346,3	—	—
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
Niet-economisch verdeeld					
01	01.11	Uitzonderlijke aanzuivering van tekorten van culturele instellingen betreffende 1986 en de vorige jaren :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk 01			—	—	—
Totalen voor sectie 61. — Algemene zaken :					
		11. Franse Gemeenschap	267,0	—	—
		12. Frans taalgebied	209,0	—	—
		13. Brussels Gewest	20,1	—	—
			496,1	—	—
SECTIE 62. — Kunstbevordering					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.20	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de publicaties, drukwerken en de enquêtes en de organisatie van vergaderingen, colloquia of studiedagen en tot de organisatie van interdisciplinaire culturele activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
01	12.21	Uitgaven van alle aard met betrekking tot publicaties en drukwerk :			
		11. Franse Gemeenschap	0,3	—	—
01	12.35	Uitgaven van alle aard betreffende de artistieke en culturele creatie, verspreiding, decentralisatie en animatie :			
		11. Franse Gemeenschap	19,8	—	—
		12. Frans taalgebied	27,6	—	—
		13. Brussels Gewest	6,0	—	—
			53,4	—	—
01	12.40	Uitgaven van alle aard met betrekking tot bevordering, zoekwerk, creatie en verspreiding inzake toneel :			
		11. Franse Gemeenschap	5,7	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			5,7	—	—
01	12.50	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de muziek en de dans :			
		11. Franse Gemeenschap	2,3	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			2,3	—	—
01	12.60	Uitgaven van alle aard met betrekking tot bevordering, zoekwerk, animatie en creatie inzake beeldende kunst :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
Totalen voor § 2			62,2	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			62,2	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Andere toelagen aan bedrijven					
01	32.01	Toelage aan het « Théâtre National » :			
		11. Franse Gemeenschap	139,3	—	—
01	32.02	Toelagen aan de beroepsgezelschappen en -toneelgroepen die een overeenkomst hebben met het Ministerie van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	94,0	—	—
		12. Frans taalgebied	71,3	—	—
		13. Brussels Gewest	109,5	—	—
			274,8	—	—
01	32.03	Toelagen aan beroepsgezelschappen en -toneelgroepen die geen overeenkomst hebben met het Ministerie van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	7,1	—	—
		12. Frans taalgebied	45,8	—	—
		13. Brussels Gewest	45,5	—	—
			98,4	—	—
01	32.04	Toelagen aan projecten in verband met creatie en verspreiding inzake toneelkunst (besluit van de Executieve van 22 januari 1990) :			
		11. Franse Gemeenschap	41,0	—	—
01	32.05	Toelagen aan de toneelgezelschappen en toneelgroepen voor de kinderen en de jeugd, die in het kader van het decreet van 25 juni 1973 erkend zijn :			
		11. Franse Gemeenschap	52,1	—	—
01	32.06	Toelagen aan beroeps- en semi-beroepstoneelgezelschappen en toneelgroepen voor de kinderen en de jeugd en aan toneelcentra voor de kinderen en de jeugd :			
		11. Franse Gemeenschap	24,3	—	—
01	32.07	Toelagen aan het actietoneel :			
		11. Franse Gemeenschap	28,9	—	—
01	32.08	Toelagen aan het dialectisch en folkloristisch toneel :			
		11. Franse Gemeenschap	0,6	—	—
		12. Frans taalgebied	2,8	—	—
		13. Brussels Gewest	4,2	—	—
			7,6	—	—
01	32.09	Toelagen aan de universitaire, semi-professionele en amateurgezelschappen en toneelgroepen :			
		11. Franse Gemeenschap	6,9	—	—
01	32.10	Toelagen tot dekking van de kosten voor het beheer van de infrastructuur van de theaters die lokalen van de Franse Gemeenschap bezetten :			
		11. Franse Gemeenschap	28,0	—	—
		Totalen voor de artikelen 32	701,3	—	—
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.01	Toelagen en bijstand aan studenten, kunstenaars, hun rechthebbenden en filantropische instellingen die zich voor kunstenaars inzetten :			
		11. Franse Gemeenschap	2,8	—	—
01	33.02	Toelage aan het « Maison du Spectacle », V.Z.W. :			
		13. Brussels Gewest	2,0	—	—
01	33.03	Toelagen aan de verenigingen, kunstenaars en activiteiten voor de bevordering, creatie, verspreiding, decentralisatie en animatie inzake kunst en cultuur :			
		11. Franse Gemeenschap	7,6	—	—
01	33.10	Toelagen voor de festivals voor toneelkunst en voor de decentralisatie van het toneel :			
		11. Franse Gemeenschap	4,2	—	—
		12. Frans taalgebied	2,4	—	—
			6,6	—	—
01	33.11	Toelagen aan de verenigingen voor de bevordering van het toneel :			
		11. Franse Gemeenschap	6,1	—	—
		12. Frans taalgebied	5,0	—	—
			11,1	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
01	33.12	Toelagen aan activiteiten voor bevordering, zoekwerk, creatie en verspreiding inzake kunst :			
		11. Franse Gemeenschap	17,9	—	—
01	33.13	Toelagen aan de franstalige afdelingen van de Belgische centra voor internationale toneelorganisaties :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
01	33.14	Toelagen aan de amateurtoneelbonden en de verenigingen voor de bevordering van amateurtoneel, festivals en wedstrijden voor amateurtoneel :			
		11. Franse Gemeenschap	6,8	—	—
01	33.20	Toelagen voor muziek, lyrische kunst, muziektoneel, jazz en het lied :			
		11. Franse Gemeenschap	19,9	—	—
		12. Frans taalgebied	38,1	—	—
		13. Brussels Gewest	2,0	—	—
			58,0	—	—
01	33.21	Toelagen voor dans en choreografische festivals. — Steun aan de experimentele gezelschappen en aan de eerste creatie :			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
		12. Frans taalgebied	4,0	—	—
		13. Brussels Gewest	10,0	—	—
			24,0	—	—
01	33.22	Toelagen voor etnologische onderzoeken en voor erkende folkloristische manifestaties en groepen :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	33.23	Toelagen aan de verenigingen voor de bevordering van de muziek en de lyrische kunst :			
		11. Franse Gemeenschap	30,6	—	—
		12. Frans taalgebied	2,9	—	—
		13. Brussels Gewest	1,4	—	—
			34,9	—	—
01	33.24	Toelagen voor muziekactiviteiten, -animaties, -formaties aan niet professionelen :			
		11. Franse Gemeenschap	0,8	—	—
01	33.25	Toelagen voor de festivals van muziek en lyrische kunst :			
		11. Franse Gemeenschap	14,0	—	—
		12. Frans taalgebied	8,7	—	—
		13. Brussels Gewest	0,6	—	—
			23,3	—	—
01	33.26	Toelage aan de « Opéra royal de Wallonie » :			
		11. Franse Gemeenschap	342,7	—	—
01	33.27	Toelage aan het Filharmonisch Orkest van Luik :			
		11. Franse Gemeenschap	138,0	—	—
01	33.28	Toelage aan het Choreografisch Centrum van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	81,3	—	—
01	33.30	Toelagen aan openbare instellingen, verenigingen en organisaties voor creatie en verspreiding van beeldende en grafische kunsten :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
		Totalen voor de artikelen 33	758,3	—	—
		Totalen voor hoofdstuk III	1 459,6	—	—
		Totalen voor sectie 62. — Kunstbevordering en -verspreiding :			
		11. Franse Gemeenschap	1 134,0	—	—
		12. Frans taalgebied	206,6	—	—
		13. Brussels Gewest	181,2	—	—
			1 521,8	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaver

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 63. — Boekwezen					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.20	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de publikaties, drukwerken, enquêtes en tot de organisatie van vergaderingen, colloquia of studiedagen en tot de organisatie van interdisciplinaire culturele activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	1,5	—	—
01	12.21	Uitgaven van alle aard met betrekking tot publicaties en drukwerk :			
		11. Franse Gemeenschap	0,3	—	—
01	12.30	Dienst voor de Openbare Lektuurvoorziening, lopende uitgaven met betrekking tot de organisatie of de bevordering van de Openbare Lektuurvoorziening, op initiatief van de Franse Gemeenschap of met haar steun :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
01	12.31	Dienst voor Openbare Lektuurvoorziening, lopende uitgaven met betrekking tot de aankoop van werken, tijdschriften, opnamen voor de bibliotheken en de centra voor Openbare Lektuurvoorziening :			
		11. Franse Gemeenschap	10,3	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			10,3	—	—
01	12.32	Dienst voor Openbare Lektuurvoorziening : Informatieverwerking. — Uitgaven van alle aard met betrekking tot de werkingskosten voor informatieverwerking, in de vorm van uitwisselingen in het kader van het net van de Openbare Lektuurvoorziening (decreet van 28 februari 1978) :			
		11. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
01	12.40	Dienst voor de bevordering der letteren, lopende uitgaven met betrekking tot de bevordering en de verspreiding der letteren :			
		11. Franse Gemeenschap	13,0	—	—
01	12.41	Dienst voor de Franse taal. — Uitgaven van alle aard met betrekking tot de bevordering en de verspreiding van de Franse taal :			
		11. Franse Gemeenschap	1,3	—	—
01	12.42	Uitgaven van alle aard met betrekking tot enquêtes over het boekwezen en de lectuur en tot bevordering van het boekwezen :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
			30,4	—	—
		Totalen voor § 2	30,4	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	30,4	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.01	Toelagen aan bibliotheken (wet van 17 oktober 1921), aan verenigingen, aan organisaties belast met de verspreiding van de Openbare Lektuurvoorziening. — Prijs van de openbare bibliotheken en van het opvoedend spel :			
		11. Franse Gemeenschap	2,7	—	—
		12. Frans taalgebied	4,7	—	—
		13. Brussels Gewest	2,3	—	—
			9,7	—	—
01	33.02	Weddetoelagen verleend aan de Openbare Diensten voor Lektuurvoorziening, erkend bij toepassing van het decreet van 28 februari 1978 :			
		12. Frans taalgebied	18,0	—	—
01	33.03	Toelagen aan de Openbare Diensten voor Lektuurvoorziening binnen de Franse Gemeenschap in het kader van het decreet van 28 februari 1978 :			
		11. Franse Gemeenschap	13,0	—	—
		12. Frans taalgebied	26,2	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			39,2	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
01	33.04	Toelage « Overeenkomst » bestemd voor de ontwikkeling van een documentatiecentrum :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
			3,0	—	—
01	33.05	Toelagen « Programmaovereenkomsten » toegekend aan sommige bibliotheken met het oog op de toepassing van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening :			
		12. Frans taalgebied	8,2	—	—
		13. Brussels Gewest	1,9	—	—
			10,1	—	—
01	33.06	Toelage « Overeenkomst » bestemd voor de ontwikkeling van een informaticaprojekt — OSIRIS/CFB :			
		11. Franse Gemeenschap	5,8	—	—
01	33.21	Franse Letteren :			
		11. Franse Gemeenschap	66,5	—	—
01	33.22	Waalse letteren :			
		12. Frans taalgebied	1,5	—	—
01	33.23	Toelagen aan publicaties van de « Académie royale de langue et de littérature françaises » en aan het Nationaal Fonds voor de Letterkunde :			
		11. Franse Gemeenschap	1,9	—	—
01	33.24	Toelagen voor de activiteiten inzake de bescherming, de verspreiding, de bevordering en de luister van de Franse taal :			
		11. Franse Gemeenschap	4,4	—	—
01	33.25	Toelage voor publicaties van artistieke aard met tekst en beeld :			
		11. Franse Gemeenschap	1,2	—	—
01	33.26	Bevordering van boeken :			
		11. Franse Gemeenschap	1,3	—	—
01	33.27	Steun aan de niet-literaire tijdschriften van de Franse taal :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk III	162,6	—	—
		HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector			
		Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen			
01	43.01	Toelagen aan erkende bibliotheken (wet 17 oktober 1921) :			
		12. Frans taalgebied	10,6	—	—
		13. Brussels Gewest	6,0	—	—
			16,6	—	—
01	43.02	Weddetoelagen verleend aan de Openbare Diensten voor Lectuurvoorziening, erkend bij toepassing van het decreet van 28 februari 1978 :			
		12. Frans taalgebied	89,1	—	—
		13. Brussels Gewest	0,2	—	—
			89,3	—	—
01	43.03	Toelagen « Programmaovereenkomsten » toegekend aan sommige bibliotheken met het oog op de toepassing van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening :			
		12. Frans taalgebied	68,8	—	—
		13. Brussels Gewest	24,4	—	—
			93,2	—	—
01	43.04	Toelagen « Overeenkomsten » bestemd voor de ontwikkeling van sommige gespecialiseerde afdelingen van bibliotheken erkend in het kader van het decreet van 28 februari 1978 :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk IV	199,1	—	—
		Totalen voor sectie 63. — Boekwezen :			
		11. Franse Gemeenschap	130,2	—	—
		12. Frans taalgebied	227,1	—	—
		13. Brussels Gewest	34,8	—	—
			392,1	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaver

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
SECTIE 64. — Jeugd en Permanente Opvoeding					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.20	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de publicaties, drukwerk, enquêtes en de organisatie van vergaderingen, colloquia of studiedagen en tot de organisatie van interdisciplinaire culturele activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
01	12.30	Jeugddienst : uitgaven van alle aard met betrekking tot de activiteiten van de dienst, de medewerking aan activiteiten van jeugdorganisatie, de jeugdcentra en de jeugdraden en de secretariaatskosten van de « C.J.E.F. » :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
01	12.31	Jeugddienst : uitgaven van alle aard met betrekking tot de eigen activiteiten van de « C.J.E.F. » op de voordracht van zijn bureau of van zijn voltallige vergadering :			
		11. Franse Gemeenschap	1,3	—	—
01	12.40	Dienst van de permanente opvoeding : uitgaven van alle aard met betrekking tot de activiteiten van de dienst, de medewerking aan organisatieactiviteiten van permanente opvoeding :			
		11. Franse Gemeenschap	5,1	—	—
01	12.41	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de verwezenlijking van een programma van opvoeding tot de multiculturele werkelijkheid van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	12.50	Dienst voor de opleiding van socio-culturele animators : uitgaven van alle aard met betrekking tot de activiteiten van de dienst :			
		11. Franse Gemeenschap	6,0	—	—
Totalen voor § 2			15,9	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			15,9	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.01	Toelagen aan jeugdorganisaties (decreet van 20 juni 1980) :			
		11. Franse Gemeenschap	178,0	—	—
01	33.02	Toelagen aan jeugdcentra : werking en bijdrage in de bezoldiging van de animators :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	81,4	—	—
		13. Brussels Gewest	26,0	—	—
			107,4	—	—
01	33.03	Toelagen met betrekking tot bijzondere activiteiten, activiteiten van jeugdorganisaties (decreet van 20 juni 1980) en van jeugdcentra alsmede in het kader van de programmaovereenkomsten met de initiatiefnemers van acties ten gunste van de jongeren (na advies van de bevoegde adviesraden) :			
		11. Franse Gemeenschap	11,5	—	—
		12. Frans taalgebied	2,9	—	—
		13. Brussels Gewest	1,9	—	—
			16,3	—	—
01	33.10	Toelagen voor de opleiding van socio-culturele animators :			
		11. Franse Gemeenschap	41,9	—	—
01	33.11	Toelagen aan erkende algemene, gewestelijke en plaatselijke organisaties voor permanente opvoeding (werking en bijdrage in de bezoldiging van de animators) krachtens het decreet van 8 april 1976 :			
		11. Franse Gemeenschap	226,2	—	—
		12. Frans taalgebied	62,9	—	—
		13. Brussels Gewest	21,9	—	—
			311,0	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	33.12	Fonds voor de socio-culturele promotie van de werknemers : eerste en tweede schijven van het fonds opgericht bij artikel 12 van het decreet van 8 april 1976. — Toelagen aan de organisaties voor de socio-culturele promotie van de werknemers :			
		11. Franse Gemeenschap	34,7	—	—
		12. Frans taalgebied	87,9	—	—
		13. Brussels Gewest	11,2	—	—
			133,8	—	—
01	33.13	Toelagen aan de centra voor expressie en creativiteit : werking en bijdragen in de bezoldiging van de animators :			
		12. Frans taalgebied	25,8	—	—
		13. Brussels Gewest	12,7	—	—
			38,5	—	—
01	33.14	Toelagen voor activiteiten van permanente opvoeding of communautaire ontwikkeling, verwezenlijkt op initiatief van erkende organisaties of in uitvoering van een programmaovereenkomst :			
		11. Franse Gemeenschap	19,1	—	—
		12. Frans taalgebied	19,4	—	—
		13. Brussels Gewest	21,0	—	—
			59,5	—	—
01	33.15	Toelagen aan de communautaire en gewestelijke organisaties in het domein van de culturele vrijetijdsbesteding in het algemeen alsook voor buitengewone activiteiten in dit domein door groeperingen verwezenlijkt :			
		11. Franse Gemeenschap	14,7	—	—
		12. Frans taalgebied	17,3	—	—
		13. Brussels Gewest	2,9	—	—
			34,9	—	—
01	33.16	Toelagen aan de organisaties voor permanente opvoeding die programma's ontwikkelen voor de opvoeding tot de multiculturele werkelijkheid :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	33.17	Subsidies toegekend aan gewestelijke socio-culturele centra voor inwijkelingen (werkingskosten) :			
		11. Franse Gemeenschap	2,1	—	—
01	33.18	Activiteiten tot aanmoediging van de integratie van de jongeren van vreemde afkomst, gevoerd in het kader van de actie « Zomer-jongeren » :			
		11. Franse Gemeenschap	2,5	—	—
		Totalen voor hoofdstuk III	925,9	—	—
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
Niet economisch verdeeld					
01	01.02	Voorschot voor tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in het programma tot vermindering van de werkeloosheid :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk 01	—	—	—
Totalen voor sectie 64. — Jeugd en Permanente Opvoeding :					
		11. Franse Gemeenschap	546,6	—	—
		12. Frans taalgebied	297,6	—	—
		13. Brussels Gewest	97,6	—	—
			941,8	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
SECTIE 65. — Audiovisuele sector					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.20	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de enquêtes, publicaties, drukwerken en de organisatie van vergaderingen, colloquia of studiedagen en tot de organisatie van interdisciplinaire culturele activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
01	12.21	Uitgaven van alle aard met betrekking tot publicaties en drukwerk :			
		11. Franse Gemeenschap	0,3	—	—
01	12.30	Dienst voor de audiovisuele sector : uitgaven van alle aard met betrekking tot animatiewerk en produktie op audiovisueel gebied :			
		11. Franse Gemeenschap	9,4	—	—
		12. Frans taalgebied	1,3	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			10,7	—	—
01	12.31	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de raden en commissies in de audiovisuele sector :			
		11. Franse Gemeenschap	1,3	—	—
		Totalen voor § 2	12,8	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	12,8	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Andere toelagen aan bedrijven					
01	32.01	Toelagen aan de filmproductie :			
		11. Franse Gemeenschap	25,3	—	—
		13. Brussels Gewest	11,4	—	—
			36,7	—	—
01	32.02	Toelagen aan de filmindustrie :			
		11. Franse Gemeenschap	46,1	—	—
01	32.03	Rechtstreekse steun aan de opiniepers :			
		11. Franse Gemeenschap	36,3	—	—
		Subtotalen voor de artikelen 32	119,1	—	—
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
01	33.01	Toelagen voor de filmbevordering en filmverspreiding :			
		11. Franse Gemeenschap	9,8	—	—
01	33.02	Toelagen aan verenigingen voor de bevordering en de verspreiding van de audiovisuele sector, waaronder de « Médiathèque de la Communauté française de Belgique » :			
		11. Franse Gemeenschap	177,6	—	—
		13. Brussels Gewest	9,9	—	—
			187,5	—	—
01	33.03	Toelagen aan de communautaire televisies :			
		12. Frans taalgebied	78,2	—	—
		13. Brussels Gewest	14,7	—	—
			92,9	—	—
01	33.04	Toelage aan de Beroepsvereniging der Belgische Pers (Pershuis) :			
		11. Franse Gemeenschap	4,6	—	—
		Subtotalen voor de artikelen 33	294,9	—	—
		Totalen voor hoofdstuk III	413,9	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector					
Inkomensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
01	41.01	Dotatie aan de « Radiodiffusion — Télévision belge de la Communauté française » (R.T.B.F.) :			
		11. Franse Gemeenschap	4 910,1	—	—
01	41.02	Toelage voor de R.T.B.F. voor de herwaardering van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	6,8	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			4 916,9	—	—
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
Niet-economisch verdeeld					
01	01.05	Uitzonderlijke tegemoetkoming in de uitgaven met betrekking tot het Europese Jaar voor de Film en de Televisie :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk 01			—	—	—
Totalen voor sectie 65. — Audiovisuele sector :					
		11. Franse Gemeenschap	5 228,1	—	—
		12. Frans taalgebied	79,5	—	—
		13. Brussels Gewest	36,0	—	—
			5 343,6	—	—
SECTIE 66. — Patrimonium en Beeldende Kunsten					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen					
<i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>					
§ 1. Lonen en sociale lasten					
01	11.03	Bezoldiging van het actief en in disponibiliteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen en lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door arbeidsongeval getroffen) :			
		12. Franse taalgebied	47,1	—	—
01	11.04	Allerlei toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap :			
		12. Frans taalgebied	1,7	—	—
Totalen voor § 1			48,8	—	—
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
01	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		12. Frans taalgebied	0,2	—	—
01	12.02	Consumptieve bestedingen met betrekking tot het betrekken van lokalen, met uitsluiting van de uitgaven voor energie, en onderhoudsuitgaven. — Leveringen van goederen en diensten : bureaukosten, vervoer, belastingen, bezoldigingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven :			
		12. Frans taalgebied	6,9	—	—
01	12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen :			
		12. Frans taalgebied	3,9	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap — werkgeefster in de prijs van de sociale abonnementen) :			
		12. Frans taalgebied	0,2	—	—
01	12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor het aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade) :			
		12. Frans taalgebied	1,1	—	—
01	12.20	Uitgaven van alle aard met betrekking tot vergaderingen, enquêtes en de organisatie van colloquia of studiedagen :			
		11. Franse Gemeenschap	2,5	—	—
01	12.21	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de publicaties :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	2,0	—	—
			2,0	—	—
01	12.22	Betaling van verzekeringspremies :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	12.23	Reclame, public relations, produktie en verspreiding van bevorderings- en informatiemateriaal (drukwerk, films, foto's, tentoonstellingsmateriaal, enz.) :			
		11. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
01	12.30	Uitgaven van alle aard betreffende het behoud, de restauratie en de herwaardering van het cultureel patrimonium :			
		11. Franse Gemeenschap	3,2	—	—
01	12.31	Aankoop van tijdschriften en gespecialiseerde werken, betreffende de oudheidkunde, de kunstgeschiedenis, de museumkunde of de bescherming van het cultureel patrimonium :			
		11. Franse Gemeenschap	0,1	—	—
01	12.32	Uitgaven van alle aard betreffende oudheidkundige opgravingen :			
		12. Frans taalgebied	0,1	—	—
01	12.34	Uitgaven van alle aard voortspruitend uit de organisatie van tijdelijke tentoonstellingen in het Museum van Mariemont :			
		12. Frans taalgebied	2,0	—	—
01	12.60	Uitgaven van alle aard met betrekking tot bevordering, onderzoek, animatie en creatie inzake beeldende kunst :			
		11. Franse Gemeenschap	5,0	—	—
		12. Frans taalgebied	2,4	—	—
		13. Brussels Gewest	1,0	—	—
			8,4	—	—
		Totalen voor § 2	31,6	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	80,4	—	—

HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren

Inkomensoverdrachten aan gezinnen

01	33.01	Toelagen aan verenigingen met het oog op studies en activiteiten betreffende de bescherming en de herwaardering van het cultureel patrimonium :			
		11. Franse Gemeenschap	13,2	—	—
		12. Frans taalgebied	2,5	—	—
		13. Brussels Gewest	3,2	—	—
			18,9	—	—
01	33.02	Toelagen aan verenigingen en genootschappen voor geschiedenis en archeologie :			
		11. Franse Gemeenschap	0,8	—	—
		12. Frans taalgebied	3,8	—	—
		13. Brussels Gewest	0,8	—	—
			5,4	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	33.03	Toelagen aan private musea en verenigingen van private musea :			
	11.	Franse Gemeenschap	13,5	—	—
	12.	Frans taalgebied	11,3	—	—
	13.	Brussels Gewest	1,0	—	—
			25,8	—	—
01	33.04	Toelagen aan organisaties met een opvoedende taak in de musea :			
	13.	Brussels Gewest	1,0	—	—
01	33.05	Toelagen aan private musea uit hoofde van hun wetenschappelijke activiteiten :			
	12.	Frans taalgebied	1,6	—	—
	13.	Brussels Gewest	1,4	—	—
			3,0	—	—
01	33.06	Toelagen en hulp aan studenten, kunstenaars, hun rechthebbenden, en aan filantropische instellingen die zich met kunstenaars bezighouden :			
	11.	Franse Gemeenschap	0,8	—	—
01	33.22	Toelagen voor etnologische onderzoeken, erkende folkloristische manifestaties en groepen :			
	11.	Franse Gemeenschap	2,0	—	—
01	33.30	Toelagen aan openbare instellingen, verenigingen en instellingen voor creatie en verspreiding van de beeldende en grafische kunsten :			
	11.	Franse Gemeenschap	15,2	—	—
	12.	Frans taalgebied	12,7	—	—
	13.	Brussels Gewest	9,1	—	—
			37,0	—	—
01	33.44	Toelage voor de kunstambachten :			
	11.	Franse Gemeenschap	3,5	—	—
		Totalen voor hoofdstuk III	97,4	—	—
HOOFDSTUK IV					
<i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>					
Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen					
01	43.11	Toelagen aan de openbare musea en aan de verenigingen van de openbare musea :			
	12.	Frans taalgebied	8,1	—	—
		Totalen voor hoofdstuk IV	8,1	—	—
Totalen voor sectie 66. — Patrimonium en beeldende kunsten :					
	11.	Franse Gemeenschap	60,8	—	—
	12.	Frans taalgebied	107,6	—	—
	13.	Brussels Gewest	17,5	—	—
			185,9	—	—
Totalen voor de sector Cultuur en Communicatie :					
	11.	Franse Gemeenschap	7 366,7	—	—
	12.	Frans taalgebied	1 127,4	—	—
	13.	Brussels Gewest	387,2	—	—
			8 881,3	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten

SECTOR SPORT EN TOERISME

SECTIE 71. — Algemene Zaken

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

02	11.03	Bezoldiging van het actief en in disponibiliteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door arbeidsongeval getroffen) :			
		11. Franse Gemeenschap	1,7	—	—
		Totalen voor § 1	1,7	—	—

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

02	12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :			
		11. Franse Gemeenschap	2,1	—	—
02	12.02	Consumptieve bestedingen in verband met het betrekken van lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. — Leveringen van goederen en diensten : bureau-onkosten, vervoer, belastingen, retributies, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven :			
		11. Franse Gemeenschap	14,2	—	—
02	12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen :			
		11. Franse Gemeenschap	30,5	—	—
02	12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook de vervoerkosten betreffende dienststreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap — werkgeefster in de prijs van de sociale abonnementen) :			
		11. Franse Gemeenschap	0,1	—	—
01	12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen :			
		11. Franse Gemeenschap	0,3	—	—
		Subtotalen voor de artikelen 12.01 tot 12.06	47,2	—	—
		Totalen voor § 2	47,2	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I	48,9	—	—
		Totalen voor sectie 71. — Algemene Zaken :			
		11. Franse Gemeenschap	48,9	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 72. — Toerisme					
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
02	12.20	Uitgaven van alle aard inzake toerisme :			
		11. Franse Gemeenschap	5,6	—	—
02	12.22	Uitbetaling van diverse verzekeringspremies, belastingen, heffingen, rechten slaande op installaties, gebouwen en eigendommen van de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
02	12.30	Uitgaven van alle aard voortvloeiend uit de rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan manifestaties of acties van toeristische aard en in verband met de vrijetijdsbesteding :			
		11. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
Totalen voor § 2			6,6	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			6,6	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren					
Inkomensoverdrachten aan gezinnen					
02	33.01	Toelagen aan provinciale federaties voor Toerisme en aan liga's en verenigingen voor toerisme en vrijetijdsbesteding alsmede aan andere organisaties voor propaganda-acties :			
		11. Franse Gemeenschap	11,5	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			11,5	—	—
02	33.02	Toelagen aan de verenigingen voor toerisme :			
		11. Franse Gemeenschap	0,3	—	—
02	33.03	Toelagen aan de verenigingen van vreemdelingenverkeer, aan de gewestelijke groeperingen van verenigingen van vreemdelingenverkeer en aan beroepsorganisaties voor Toerisme :			
		11. Franse Gemeenschap	9,0	—	—
02	33.04	« O.P.T. » Toelage aan de « Office de Promotion du Tourisme » :			
		12. Frans taalgebied	147,0	—	—
		13. Brussels Gewest	82,0	—	—
			229,0	—	—
02	33.06	« O.T.C.E. » — Toelage ten gunste van de « Office du Tourisme des Cantons de l'Est » :			
		11. Franse Gemeenschap	0,3	—	—
02	33.07	Toelagen aan verenigingen voor sociaal toerisme :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
Inkomensoverdrachten naar het buitenland					
02	34.01	Toelagen aan internationale organisaties voor toerisme : bijdragen, deelnemingen, enz. :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			253,8	—	—
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector					
Inkomensoverdrachten naar fondsen en naar overheidsinstellingen zonder bedrijfskarakter					
02	41.01	Toelagen aan verenigingen voor sociaal toerisme :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
		Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen			
02	43.01	Toelagen aan kuuroorden :			
		12. Frans taalgebied	3,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk IV ...	3,0	—	—
		Totalen voor sectie 72. — Toerisme :			
		11. Franse Gemeenschap ...	31,2	—	—
		12. Frans taalgebied ...	150,0	—	—
		13. Brussels Gewest ...	82,0	—	—
			283,2	—	—
		SECTIE 73. — Lichamelijke Opvoeding en Sport			
		HOOFDSTUK 1. — Consumptieve bestedingen <i>(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)</i>			
		§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten			
02	12.23	Reclame, public relations, vervaardiging en verspreiding van bevorderings- en voorlichtingsmateriaal (drukwerk, films, foto's, tentoonstellingsmateriaal, enz) :			
		11. Franse Gemeenschap	1,5	—	—
02	12.30	Sportbevordering :			
		11. Franse Gemeenschap	20,0	—	—
02	12.31	Aankoop van medailles, prijzen, trofeeën, plaketten :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			3,0	—	—
02	12.32	Studie- en onderzoekskosten op sportgebied :			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
02	12.41	Aankoop van niet-duurzaam materiaal :			
		11. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
		Totalen voor § 2 ...	35,5	—	—
		Totalen voor hoofdstuk I ...	35,5	—	—
		HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren Inkomensoverdrachten aan gezinnen			
02	33.01	Speel- en sportpleinen en installaties :			
		11. Franse Gemeenschap	3,6	—	—
		12. Frans taalgebied	45,5	—	—
		13. Brussels Gewest	10,4	—	—
			59,5	—	—
02	33.02	Toelagen aan de Franstalige sportfederaties en aan hun aangesloten verenigingen :			
		11. Franse Gemeenschap	160,0	—	—
02	33.03	Toelagen aan de sportcentra van de universiteiten en gelijkgestelde centra en aan de sportfederaties van de scholen :			
		11. Franse Gemeenschap	19,0	—	—
02	33.04	Toelagen voor de bevordering van de sportbeoefening door gehandicapten :			
		11. Franse Gemeenschap	18,0	—	—
02	33.05	Toelagen aan V.Z.W.'s die sportcentra beheren :			
		11. Franse Gemeenschap	4,0	—	—
02	33.06	Toelagen voor de verenigingen voor de opvoeding van de zeelieden en de zeevarende jeugd :			
		11. Franse Gemeenschap	0,1	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
02	33.07	Toelage ten gunste van de deelneming van de Franstalige sportbeoefenaars aan de Olympische Spelen :			
		11. Franse Gemeenschap	1,5	—	—
02	33.08	Toelagen voor sport- en studie-activiteiten :			
		11. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
02	33.09	Toelage aan de v.z.w. « Clearing House » :			
		11. Franse Gemeenschap	0,9	—	—
Totalen voor hoofdstuk III			263,5	—	—
HOOFDSTUK IV. — <i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>					
Inkomensoverdrachten naar openbare fondsen en instellingen zonder bedrijfskarakter					
Overdracht naar het Sportfonds (wet van 28 juni 1963)					
02	41.01	Toelagen aan het Sportfonds :			
		11. Franse Gemeenschap	55,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			55,0	—	—
Totalen voor sectie 73. — <i>Lichamelijke Opvoeding en Sport :</i>					
		11. Franse Gemeenschap	298,1	—	—
		12. Frans taalgebied	45,5	—	—
		13. Brussels Gewest	10,4	—	—
Totalen voor sectie 73.			354,0	—	—
SECTIE 74. — <i>Sport- en Toeristische Centra</i>					
HOOFDSTUK I. — <i>Consumptieve bestedingen</i> (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)					
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten					
02	12.40	Uitgaven van alle aard voor sport- en toeristische installaties :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
02	12.41	Aankoop van niet-duurzaam materiaal :			
		11. Franse Gemeenschap	8,0	—	—
Totalen voor § 2			11,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk I			11,0	—	—
HOOFDSTUK IV. — <i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>					
Inkomensoverdrachten naar openbare fondsen en instellingen zonder bedrijfskarakter					
01	41.01	Overdrachten naar het Fonds voor herwaardering van de meren van l'Eau d'Heure — Beheer :			
		11. Franse Gemeenschap	8,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk IV			8,0	—	—
Totalen voor sectie 74. — <i>Sport- en Toeristische Centra :</i>					
		11. Franse Gemeenschap	19,0	—	—
Totalen voor de sector Sport en Toerisme :					
		11. Franse Gemeenschap	397,2	—	—
		12. Frans taalgebied	195,5	—	—
		13. Brussels Gewest	92,4	—	—
Totalen voor sectie 74.			685,1	—	—
Totalen voor titel I. — <i>Lopende uitgaven</i>					
		11. Franse Gemeenschap	35 960,7	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten

DEEL I

KREDIETEN BESTEMD VOOR DE VERWEZENLIJKING
VAN HET INVESTERINGSPROGRAMMA

SECTOR INFRASTRUCTUUR EN PATRIMONIUM

SECTIE 38. — Infrastructuur

HOOFDSTUK V. — Vermogensoverdrachten naar andere sectoren

Vermogensoverdrachten aan bedrijven

02	51.61	Toerisme. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor bouw-, uitbreidings- en verbouwingswerken van infrastructuren bestemd voor de bevordering van het sociaal toerisme :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
02	51.62	Toerisme. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor bouw-, uitbreidings- en verbouwingswerken van infrastructuren bestemd voor de ontwikkeling van de regionale toeristische uitrusting :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
02	51.63	Toerisme. — In Wallonië uit te voeren bijkomende werken inzake toeris- tische infrastructuur en inrichting (pro memorie) :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—

Vermogensoverdrachten aan gezinnen

03	52.21	Maatschappelijk Welzijn. — Toelagen aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen zonder winstoogmerk voor het bouwen, vergroten, verbouwen of voor de grote herstellingen, de uitrusting en de eerste meubilering van instellingen voor geboorte en kinderen :			
		21. Franse Gemeenschap	—	25,0	35,0
03	52.22	Maatschappelijk Welzijn. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen met het oog op de oprichting van instellingen voor minder-validen :			
		21. Franse Gemeenschap	—	17,0	17,0
03	52.23	Maatschappelijk Welzijn. — Toelagen voor de oprichting, de inrichting, de uitbreiding, de modernisering en de uitrusting van centra voor niet in een bejaardentehuis geïntegreerde gemeenschappelijke diensten :			
		21. Franse Gemeenschap	—	2,0	2,0
01	52.41	Cultuur en patrimonium. — Toelage voor het aankopen, oprichten, verbouwen en inrichten van gebouwen ten behoeve van musea :			
		13. Brussels Gewest	—	—	—
02	52.51	Sport. — Uitrustings- en inrichtings-toelagen aan de culturele en sport- verenigingen. — Werken in verband met onroerende goederen voor de bevordering van amateursportbeoefening :			
		12. Frans taalgebied	—	52,0	56,2
		13. Brussels Gewest	—	4,5	4,5
			—	56,5	60,7
Totalen voor hoofdstuk V			—	100,5	114,7

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector					
Vermogensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
02	61.51	Beroepsopleiding. — Toelagen aan de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, voor infrastructuurinvesteringen in verband met de centra voor beroepsopleiding in de Franse Gemeenschap :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen					
03	63.21	Maatschappelijk Welzijn. — Toelagen voor werken in verband met onroerende goederen met betrekking tot geboorte en kinderen :			
		21. Franse Gemeenschap	—	1,0	1,0
03	63.22	Maatschappelijk Welzijn. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen met het oog op de oprichting van instellingen voor minder-validen :			
		21. Franse Gemeenschap	—	2,0	2,0
03	63.23	Maatschappelijk Welzijn. — Toelagen voor het bouwen van woningen voor de derde leeftijd en van gezondheidscentra :			
		21. Franse Gemeenschap	—	2,0	2,0
03	63.24	Maatschappelijk Welzijn. — Toelagen aan provincies, gemeenten en aan de ondergeschikte besturen met het oog op de aankoop, de aanleg en de uitbreiding van kampeerterrainen voor nomaden :			
		21. Franse Gemeenschap	—	3,0	3,0
01	63.41	Cultuur. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor bouw-, uitbreidings- en verbouwingswerken aan infrastructuren :			
		12. Frans taalgebied	—	120,0	90,0
		13. Brussels Gewest	—	20,0	30,0
			—	140,0	120,0
02	63.51	Sport. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor oprichtings-, uitbreidings- en verbouwingswerken aan infrastructuren voor sport en recreatie :			
		12. Frans taalgebied	—	257,0	286,0
		13. Brussels Gewest	—	20,0	20,0
			—	277,0	316,0
02	63.52	Sport. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor oprichtings-, uitbreidings- en verbouwingswerken aan infrastructuren voor cultuur, sport en recreatie :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
02	63.53	Sport. — Toelagen voor inrichtings- en uitrustingswerken in verband met onroerende goederen van minder dan 3 000 000 frank voor de sportbeoefening :			
		12. Frans taalgebied	—	35,0	35,0
		13. Brussels Gewest	—	2,5	2,5
			—	37,5	37,5
02	63.62	Toerisme. — Toelagen voor de aankoop van gebouwen en voor werken voor de bouw, de vergroting en de verbouwing van infrastructuren bestemd voor de ontwikkeling van de gewestelijke toeristische uitrusting :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
			—	462,5	481,5
Totalen voor hoofdstuk VI			—	462,5	481,5

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Oprichting van gebouwen in het binnenland					
01	72.01	Jeugdbescherming. — Aankoop van terreinen en gebouwen. — Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :			
		11. Franse Gemeenschap	—	55,0	40,0
01	72.41	Cultuur. — Aankoop van terreinen en gebouwen. — Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :			
		11. Franse Gemeenschap	—	180,0	85,0
		12. Frans taalgebied	—	130,0	90,0
		13. Brussels Gewest	—	150,0	90,0
02	72.51	Sport. — Aankoop van terreinen en gebouwen. — Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :		460,0	265,0
		11. Franse Gemeenschap	—	35,0	35,0
		12. Frans taalgebied	—	130,0	160,0
		13. Brussels Gewest	—	5,0	5,0
01	72.52	Aankoop van terreinen en gebouwen. — Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :		170,0	200,0
		11. Franse Gemeenschap	—	10,0	—
		12. Frans taalgebied	—	5,0	—
		13. Brussels Gewest	—	30,0	—
02	72.53	Sport. — Renovatie van sport- en toeristische centra :		45,0	—
		11. Franse Gemeenschap	—	3,0	3,0
		12. Frans taalgebied	—	70,0	70,0
		13. Brussels Gewest	—	10,0	14,5
02	72.61	Toerisme : Aankoop van terreinen en gebouwen. — Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :		83,0	87,5
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
02	72.63	Toerisme. — Renovatie van toeristische centra :		—	—
		12. Frans taalgebied	—	15,0	15,0
		13. Brussels Gewest	—	2,5	2,5
02	72.71	Kunstonderwijs. — Aankoop van terreinen en gebouwen. — Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :		17,5	17,5
		13. Brussels Gewest	—	—	—
02	72.81	Middenstand. — Aankoop van terreinen en gebouwen. — Oprichting, geschiktmaking en eerste uitrusting van gebouwen :		32,0	—
		12. Frans taalgebied	—	32,0	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	32,0	—
		Totalen voor hoofdstuk VII ...	—	862,5	610,0
		Totalen voor sectie 38. — Infrastructuur :			
		11. Franse Gemeenschap ...	—	283,0	163,0
		12. Frans taalgebied ...	—	846,0	812,2
		13. Brussels Gewest ...	—	244,5	169,0
		21. Franse Gemeenschap ...	—	52,0	62,0
			—	1 425,5	1 206,2
		Totalen voor de sector Infrastructuur :			
		11. Franse Gemeenschap ...	—	283,0	163,0
		12. Frans taalgebied ...	—	846,0	812,0
		13. Brussels Gewest ...	—	244,5	169,0
		21. Franse Gemeenschap ...	—	52,0	62,0
			—	1 425,5	1 206,2

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
SECTOR ONDERWIJS EN OPLEIDING					
SECTIE 80. — Aangelegenheden overgedragen bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989					
HOOFDSTUK 01. — Diversen					
Niet-economisch verdeeld					
04	01.02.20	Toelage voor onderling overlegde onderzoeksprogramma's in de fundamentele wetenschappen en voor wetenschappelijke werkzaamheden van openbare dienst, in het kader van een nationaal programma betreffende enkele gebieden die van buitengewoon belang zijn voor de wetenschappelijke, culturele, economische en sociale ontwikkeling van het land :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk 01			—	—	—
Totalen voor sectie 80. — Aangelegenheden overgedragen bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 januari 1989 :					
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor de sector Onderwijs en Opleiding :					
11. Franse Gemeenschap			—	—	—
Totalen voor Deel I. — Kredieten bestemd voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma			—	1 425,5	1 206,2
DEEL II. — KREDIETEN DIE NIET BESTEMD ZIJN VOOR DE VERWEZENLIJING VAN HET INVESTERINGSPROGRAMMA					
SECTOR KABINETTEN VAN DE EXECUTIEVE					
SECTIE 01. — Kabinetsuitgaven van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve					
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Aankoop van duurzame roefende goederen					
01	74.01	Vermogensuitgaven van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	3,6	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII			3,6	—	—
Totalen voor sectie 01. — Kabinetsuitgaven van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve :					
		11. Franse Gemeenschap	3,6	—	—
SECTIE 02. — Kabinetsuitgaven van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België					
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
02	74.01	Vermogensuitgaven van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII			3,0	—	—
Totalen voor sectie 02. — Kabinetsuitgaven van de Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België :					
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten

**SECTIE 03. — Kabinetsuitgaven
van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid
van de Franse Gemeenschap van België**

HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen

Aankoop van duurzame roerende goederen

03	74.01	Vermogensuitgaven van het Kabinet :			
		11. Franse Gemeenschap	2,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk VII	2,0	—	—
		Totalen voor sectie 03. — Kabinetsuitgaven van de Minister van Sociale Zaken en Gezondheid van de Franse Gemeenschap van België :			
		11. Franse Gemeenschap	2,0	—	—
		Totalen voor de sector Kabinetten van de Executieve :			
		11. Franse Gemeenschap	8,6	—	—

SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL

SECTIE 31. — Algemene Zaken

HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector

Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten
en daarmee gelijkgestelde instellingen

02	63.01	Uitrustingsstoelage aan het « Commissariat Général aux Relations Internationales » :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
		Totaal voor hoofdstuk VI	3,0	—	—

HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen

Aankoop van terreinen en gebouwen in het land

01	71.01	Betaling aan Sofibail van de aflossingslasten met betrekking tot de financiering van het administratiegebouw gelegen Leopold II-laan 46, te 1080 Brussel :			
		11. Franse Gemeenschap	31,0	—	—
		Oprichting van gebouwen in het land			
01	72.01	Dotatie aan het Fonds voor administratieve gebouwen :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk VII	31,0	—	—
		Totalen voor sectie 31. — Algemene Zaken :			
		11. Franse Gemeenschap	34,0	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten

SECTIE 32. — Economaat

HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen

Aankoop van duurzame roerende goederen

01	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land :			
		11. Franse Gemeenschap	21,5	—	—
		Totalen voor hoofdstuk VII	21,5	—	—
		Totalen voor sectie 32. — Economaat :			
		11. Franse Gemeenschap	21,5	—	—

SECTIE 33. — Jeugdbescherming

HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen

Aankoop van duurzame roerende goederen

01	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land :			
		21. Franse Gemeenschap	8,9	—	—
		Totalen voor hoofdstuk VII	8,9	—	—
		Totalen voor sectie 33. — Jeugdbescherming :			
		21. Franse Gemeenschap	8,9	—	—
		Totalen voor de sector Secretariaat-Generaal :			
		11. Franse Gemeenschap	55,5	—	—
		21. Franse Gemeenschap	8,9	—	—
			64,4	—	—

SECTOR INFRASTRUCTUUR EN PATRIMONIUM

SECTIE 37. — Economaat

HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen

Aankoop van duurzame roerende goederen

01	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk VII	—	—	—
		Totalen voor sectie 37. — Economaat :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—

SECTIE 38. — Infrastructuur

HOOFDSTUK V. — Vermogensoverdrachten naar andere sectoren

Vermogensoverdrachten aan gezinnen

01	52.30	Inrichtings- en uitrustingsstoelagen voor gebouwen bestemd voor culturele doeleinden :			
		13. Brussels Gewest	—	—	—
		Totalen voor hoofdstuk V	—	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten

HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector

Vermogensoverdrachten naar fondsen
en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

03	61.30	Ziekenhuizen. — Rusthuizen en geïntegreerde centra voor gemeenschappelijk dienstbetoon. — Jaarlijkse dotatie aan het Gebouwenfonds van de Franse Gemeenschap tot dekking van zijn tegemoetkomingen in de financiële lasten van de leningen en van de uitgaven voortspruitend uit zijn waarborg betreffende de schuldvoorderingen waarvan sprake in artikel 6bis, § 2, 2°, respectievelijk c) en d) van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen :			
		21. Franse Gemeenschap	171,0	—	—
03	61.33	Ziekenhuizen. — Rusthuizen en geïntegreerde centra voor gemeenschappelijk dienstbetoon. — Jaarlijkse basisdotatie aan het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap tot financiering van de toelagen :			
		21. Franse Gemeenschap	917,0	—	—
03	61.34	Rusthuizen en geïntegreerde centra voor gemeenschappelijk dienstbetoon. — Jaarlijkse basisdotatie aan het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap tot financiering van de toelagen :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
03	61.35	Instellingen voor minder-validen. — Jaarlijkse basisdotatie aan het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap tot financiering van de toelagen :			
		21. Franse Gemeenschap	120,0	—	—
03	61.36	Toelage aan het in 1930 opgerichte Fonds bestemd om de strijd tegen de tuberculose in de Franse Gemeenschap meer kracht bij te zetten :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—

Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten
en daarmee gelijkgestelde lichamen

03	63.26	Huisvesting derde leeftijd en kinderdagverblijven. — Toelagen aan de gewestelijke en plaatselijke overheidsbesturen als bijdrage van de Gemeenschap in de aflossingslasten van de leningen aangegaan door deze besturen bij het Gemeentekrediet van België voor de financiering van werken (toepassing van het koninklijk besluit van 22 oktober 1959) :			
		21. Franse Gemeenschap	14,0	—	—
03	63.27	Kinderdagverblijven. — Toelagen aan de gewestelijke en plaatselijke openbare besturen als bijdrage van de Gemeenschap in de aflossingslasten van de leningen aangegaan door deze besturen bij het Gemeentekrediet van België voor de financiering van werken (toepassing van het koninklijk besluit van 22 oktober 1959) :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
02	63.28	Aflossingslasten van leningen :			
		11. Franse Gemeenschap	1,0	—	—
02	63.29	Sport. — Bijdrage in de aflossingslasten van de lening aangegaan door de intercommunale voor de studie en het beheer van openbare diensten voor de bouw van infrastructuur te Moeskroen :			
		11. Franse Gemeenschap	28,2	—	—

Totalen voor hoofdstuk VI

1 251,2

Totalen voor sectie 38. — Infrastructuur :

11. Franse Gemeenschap

29,2

13. Brussels Gewest

—

21. Franse Gemeenschap

1 222,0

1 251,2

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 39. — Cultureel Patrimonium					
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
01	74.80	Aankoop van kunstwerken en collectievoorwerpen voor de musea die onder de Franse Gemeenschap ressorteren :			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
01	74.81	Aankoop van kunstwerken en collectievoorwerpen voor de musea die onder de Franse Gemeenschap ressorteren (inbewaringstelling) :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		2. Frans taalgebied	—	—	—
01	74.82	Aankoop van waardevolle kunstwerken :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII ...			—	—	—
Totalen voor sectie 39. — Cultureel Patrimonium :					
11. Franse Gemeenschap ...			—	—	—
12. Frans taalgebied ...			—	—	—
Totalen voor de sector Infrastructuur :					
11. Franse Gemeenschap ...			29,2	—	—
12. Frans taalgebied ...			—	—	—
13. Brussels Gewest ...			—	—	—
21. Franse Gemeenschap ...			1 222,0	—	—
			1 251,2	—	—
SECTOR SOCIALE ZAKEN					
SECTIE 44. — Gezin					
HOOFDSTUK V. — Vermogensoverdrachten naar andere sectoren					
Vermogensoverdrachten aan gezinnen					
03	52.81	Uitrustingsstoelagen aan de centra voor prematrimoniale, matrimoniale en gezinsconsultaties :			
		21. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk V ...			0,5	—	—
Totalen voor sectie 44. — Gezin :					
21. Franse Gemeenschap ...			0,5	—	—
SECTIE 45. — Jeugdbescherming					
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
01	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII ...			—	—	—
Totalen voor sectie 45. — Jeugdbescherming :					
21. Franse Gemeenschap ...			—	—	—
Totalen voor de sector Sociale Zaken :					
21. Franse Gemeenschap ...			0,5	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaver

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTOR GEZONDHEID					
SECTIE 52. — Preventieve Geneeskunde					
HOOFDSTUK V. — Vermogensoverdrachten naar andere sectoren					
Vermogensoverdrachten aan gezinnen					
03	52.43	Uitrustingstoelagen aan Geïntegreerde Gezondheidscentra :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
03	52.44	Uitrustingstoelagen aan de instellingen voor gezondheidsopvoeding :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk V			—	—	—
Totalen voor sectie 52. — Preventieve Geneeskunde :					
21. Franse Gemeenschap			—	—	—
SECTIE 53. — Curatieve Geneeskunde					
HOOFDSTUK V. — Vermogensoverdrachten naar andere sectoren					
Vermogensoverdrachten aan gezinnen					
03	52.81	Uitrustingstoelagen aan centra voor tele-onthaal :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
03	52.82	Uitrustingstoelagen aan diensten voor thuisverzorging :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
03	52.83	Uitrustingstoelagen aan extramurale instellingen voor geestelijke gezondheidszorg :			
		21. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk V			0,5	—	—
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector					
Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector					
03	61.36	Toelage aan het in 1930 opgerichte Fonds bestemd om de strijd tegen de tuberculose in de Franse Gemeenschap meer kracht bij te zetten :			
		21. Franse Gemeenschap	5,0	—	—
Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde lichamen					
03	63.82	Uitrustingstoelagen aan diensten voor thuisverzorging :			
		21. Franse Gemeenschap	—	—	—
03	63.83	Uitrustingstoelagen aan extramurale instellingen voor geestelijke gezondheidszorg :			
		21. Franse Gemeenschap	0,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk VI			5,5	—	—
Totalen voor sectie 53. — Curatieve Geneeskunde :					
21. Franse Gemeenschap			6,0	—	—
Totalen voor de sector Gezondheid :					
21. Franse Gemeenschap			6,0	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten

SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE

SECTIE 61. — Algemene Zaken

HOOFDSTUK V. — *Vermogensoverdrachten naar andere sectoren*

Vermogensoverdrachten aan gezinnen

- 01 52.21 Inrichtings- en uitrustingsstoelagen aan schouwburgen, aan verenigingen en initiatieven voor de bevordering en de verspreiding van de kunst, van de permanente opvoeding, jeugdorganisaties, cultuurcentra, cultuurtehuizen, openbare bibliotheken, verenigingen en organisaties voor de verspreiding van de audiovisuele middelen, aan de « Mediathèque de la Communauté française de Belgique » :

11. Franse Gemeenschap

38,0

Totalen voor hoofdstuk V :

38,0

HOOFDSTUK VI. — *Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector*

Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen

- 01 63.51 Inrichtings- en uitrustingsstoelagen aan schouwburgen, aan verenigingen en initiatieven voor de bevordering en de verspreiding van de kunst, van de permanente opvoeding, aan cultuurcentra, cultuurtehuizen, openbare bibliotheken, verenigingen en organisaties voor de verspreiding van de audiovisuele middelen :

11. Franse Gemeenschap

7,7

12. Frans taalgebied

13. Brussels Gewest

—

—

7,7

Totalen voor hoofdstuk VI

7,7

HOOFDSTUK VII. — *(Civiele) Investerings*

Aankoop van duurzame roerende goederen

- 01 74.01 Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land :
11. Franse Gemeenschap
- 01 74.06 Aankoop van goederen ter beschikking gesteld van cultuurverenigingen :
11. Franse Gemeenschap
- 01 74.07 Aankoop van goederen ter beschikking gesteld van cultuurinstellingen die gebouwen van de Franse Gemeenschap bezetten :
11. Franse Gemeenschap

19,0

38,8

20,0

Totalen voor hoofdstuk VII

77,8

HOOFDSTUK VIII. — *Kredietverlening en deelnemingen*

Kredietverlening aan en deelnemingen in bedrijven

- 01 81.01 Cultuurondernemingen :
11. Franse Gemeenschap

0,1

Totalen voor hoofdstuk VIII

0,1

Totalen voor sectie 61. — Algemene Zaken :

11. Franse Gemeenschap

123,6

12. Frans taalgebied

—

13. Brussels Gewest

—

123,6

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggings-kredieten	Ordonnances-kredieten
SECTIE 62. — Kunstbevordering					
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investerings					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
01	74.21	Aankoop van kunstwerken door de dienst voor beeldende kunst :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII			—	—	—
HOOFDSTUK VIII. — Kredietverlening en deelnemingen					
Kredietverlening aan en deelnemingen in-bedrijven					
01	81.01	Uitgaven voor toneelcoprodukties met de R.T.B.F. :			
		11. Franse Gemeenschap	17,1	—	—
Totalen voor hoofdstuk VIII			17,1	—	—
Totalen voor sectie 62. — Kunstbevordering :					
		11. Franse Gemeenschap	17,1	—	—
SECTIE 63. — Boekwezen					
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector					
Vermogensoverdrachten naar fondsen en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
01	61.01	Overdracht naar een hulpfonds voor het uitgeversbedrijf, de publicatie en de verspreiding :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	61.02	Overdracht naar een fonds voor steun aan de verspreiding :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen					
01	63.52	Informatica. — Toelagen aan erkende openbare bibliotheken voor de aankoop van uitrusting voor informatieverwerking en van aanvullende software opdat de bestaande systemen binnen het net van de openbare lectuurvoorziening samen zouden kunnen functioneren :			
		12. Frans taalgebied	1,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk VI			4,0	—	—
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investerings					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
01	74.21	Aankoop van letterkundige briefwisseling voor het Museum van de Letterkunde :			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII			3,0	—	—
Totalen voor sectie 63. — Boekwezen :					
		11. Franse Gemeenschap	6,0	—	—
		12. Frans taalgebied	1,0	—	—
			7,0	—	—

TITEL II — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
SECTIE 65. — Audiovisuele sector					
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
01	74.06	Aankoop van goederen ter beschikking gesteld van cultuurverenigingen :			
		11. Franse Gemeenschap	20,0	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII			20,0	—	—
HOOFDSTUK VIII. — Kredietverlening en deelnemingen					
Kredietverlening aan en deelnemingen in bedrijven					
01	81.01	« R.T.B.F. » : Urgentieplan :			
		11. Franse Gemeenschap	2,0	—	—
01	81.02	« R.T.B.F. » : dotatie met het oog op het dekken van de aflossingslasten van leningen, van aankoop van materieel en van audiovisuele produkties :			
		11. Franse Gemeenschap	696,9	—	—
01	81.03	Steun aan de filmproductie :			
		11. Franse Gemeenschap	120,0	—	—
01	81.04	« R.T.B.F. » : internationale samenwerking op audiovisueel vlak :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
01	81.05	« R.T.B.F. » : steun aan het projekt TV5 :			
		11. Franse Gemeenschap	73,5	—	—
01	81.06	Uitgaven met betrekking tot filmcoprodukties op grond van internationale overeenkomsten :			
		11. Franse Gemeenschap	16,0	—	—
01	81.07	Uitzonderlijke dotatie aan de R.T.B.F. met betrekking tot de financiering van de bouw van een radio-T.V.-mast :			
		11. Franse Gemeenschap	26,8	—	—
01	81.08	Dotatie aan een Fonds voor televisieproductie :			
		11. Franse Gemeenschap	20,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk VIII			955,2	—	—
Totalen voor sectie 65. — Audiovisuele sector :					
11. Franse Gemeenschap			975,2	—	—

SECTIE 66. — Patrimonium en beeldende kunsten**HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen**

Aankoop van duurzame roerende goederen

01	74.21	Aankoop van kunstwerken door de dienst voor beeldende kunsten :			
		11. Franse Gemeenschap	7,6	—	—
01	74.80	Aankoop van kunstwerken en collectievoorwerpen voor de musea die onder de Franse Gemeenschap ressorteren :			
		12. Frans taalgebied	5,0	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaver

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
01	74.81	Aankoop van kunstwerken en collectievoorwerpen voor de musea die onder de Franse Gemeenschap ressorteren (inbewaringstelling):			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
01	74.82	Aankoop van waardevolle kunstwerken:			
		11. Franse Gemeenschap	10,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk VII	32,6	—	—
		Totalen voor sectie 66. — Patrimonium en beelden kunsten:			
		11. Franse Gemeenschap	27,6	—	—
		12. Frans taalgebied	5,0	—	—
			32,6	—	—
		Totalen voor de sector Cultuur en Communicatie:			
		11. Franse Gemeenschap	1 149,5	—	—
		12. Frans taalgebied	6,0	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			1 155,5	—	—

SECTOR SPORT EN TOERISME

SECTIE 72. — Toerisme

HOOFDSTUK V. — Vermogensoverdrachten naar andere sectoren

Vermogensoverdrachten naar bedrijven

02	51.01	Toekenning van premies met het oog op het bevorderen van de modernisering, de oprichting of de uitbreiding van hotelinrichtingen:			
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
02	51.02	Premies met het oog op het bevorderen van de oprichting, de uitbreiding en de modernisering van kampeerterreinen, van terreinen voor het hovekamperen, van landelijke verblijven, vakantieverblijven op de hoeve, gemeubileerde verblijven voor toeristen en gastenkamers:			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
02	51.03	Toelagen aan de toeristische attracties voor hun bewegwijzering:			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—

Vermogensoverdrachten aan gezinnen

02	52.01	Toelagen aan de verenigingen voor vreemdelingenverkeer en gewestelijke groeperingen van verenigingen voor vreemdelingenverkeer, voor de aankoop van materiaal:			
		11. Franse Gemeenschap	3,0	—	—
02	52.02	Infrastructuur- en uitrustingsstoelage ten voordele van de « Office de promotion du tourisme »:			
		11. Franse Gemeenschap	20,0	—	—
		Totalen voor hoofdstuk V	26,0	—	—

		TITEL II. — Kapitaaluitgaven			
		(In miljoenen frank)			
M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK VIII. — Kredietverlening en deelnemingen					
Kredietverlening aan en deelnemingen in bedrijven					
02	81.01	Inbreng van kapitalen met het oog op de vorming van een bedrijfskapitaal voor V.Z.W.'s die belast zijn met het beheer van toeristische en sportcentra :			
		11. Franse Gemeenschap	—	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			—	—	—
02	81.02	Deelneming in de « Société de gestion des Barrages de l'Eau d'Heure » :			
		12. Frans taalgebied	0,1	—	—
Totalen voor hoofdstuk VIII			0,1	—	—
Totalen voor sectie 72. — Toerisme :					
		11. Franse Gemeenschap	26,0	—	—
		12. Frans taalgebied	0,1	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
			26,1	—	—
SECTIE 73. — Lichamelijke Opvoeding en Sport					
HOOFDSTUK V. — Vermogensoverdrachten naar andere sectoren					
Vermogensoverdrachten aan gezinnen					
02	52.01	Toelagen voor de aankoop van sportmateriaal :			
		11. Franse Gemeenschap	20,0	—	—
02	52.02	Toelage voor de aankoop van materiaal voor sportbeoefening door gehandicapten :			
		11. Franse Gemeenschap	4,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk V			24,0	—	—
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector					
Vermogensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen					
02	63.01	Toelagen voor de aankoop van sportmateriaal :			
		11. Franse Gemeenschap	4,0	—	—
Totalen voor hoofdstuk VI			4,0	—	—
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investerings					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
02	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land :			
		11. Franse Gemeenschap	4,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII			4,5	—	—
Totalen voor sectie 73. — Lichamelijke Opvoeding en Sport :					
		11. Franse Gemeenschap	32,5	—	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

M	Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
SECTIE 74. — Sport- en toeristische centra					
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector					
Vermogensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter					
02	61.01	Overdracht naar het Fonds voor Herwaardering van de meren van l'Eau d'Heure :			
		11. Franse Gemeenschap	16,5	—	—
Totalen voor hoofdstuk VI			16,5	—	—
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen					
Aankoop van duurzame roerende goederen					
02	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land :			
		11. Franse Gemeenschap	26,2	—	—
		12. Frans taalgebied	—	—	—
		13. Brussels Gewest	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk VII			26,2	—	—
Totalen voor sectie 74. — Sport- en toeristische centra :					
11. Franse Gemeenschap			42,7	—	—
Totalen voor de sector Sport en Toerisme :					
11. Franse Gemeenschap			101,2	—	—
12. Frans taalgebied			0,1	—	—
13. Brussels Gewest			—	—	—
Totalen voor deel II. — Kredieten die niet bestemd zijn voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma			2 587,5	—	—
Totalen voor Titel II. — Kapitaaluitgaven			2 587,5	1 425,5	1 206,2
Algemene totalen (Titel I + Titel II) van de begroting van de Franse Gemeenschap			38 548,2	1 425,5	1 206,2

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1991	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1991
SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
HOOFDSTUK I.							
<i>Fondsen hoofdzakelijk gestijfd door begrotingskredieten</i>							
60	03	A	Fonds bestemd voor de uitbetaling van subsidies voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen buiten hen die toevertrouwd zijn aan openbare instellingen voor jeugdbescherming (wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming)	72,6	4 675,8	4 700,0	48,4
60	20	A	Fonds voor de administratieve gebouwen	603,1	—	—	603,1
Totalen voor hoofdstuk I				675,7	4 675,8	4 700,0	651,5
Totalen voor sectie I				675,7	4 675,8	4 700,0	651,5
Totalen voor de sector Secretariaat-Generaal				675,7	4 675,8	4 700,0	651,5

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1991	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1991
SECTOR INFRASTRUCTUUR							
SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming							
HOOFDSTUK I							
<i>Fondsen hoofdzakelijk gestijfd door begrotingskredieten</i>							
60	09	B	Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap	9,1	1 037,0	1 037,0	9,1
Totalen voor hoofdstuk I				9,1	1 037,0	1 037,0	9,1
HOOFDSTUK III							
<i>Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten</i>							
66	03	A	Fonds voor toeristische investeringen	37,6	—	—	37,6
66	33	A	Fonds voor dringende restauratie van de eigendommen van de Franse Gemeenschap	—	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk III				37,6	—	—	37,6
Totalen voor sectie I				46,7	1 037,0	1 037,0	46,7
Totalen voor de sector infrastructuur				46,7	1 037,0	1 037,0	46,7

SECTOR SOCIALE ZAKEN

SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming

HOOFDSTUK I

Fondsen hoofdzakelijk gestijfd door begrotingskredieten

60	01	A	Speciaal fonds opgericht tot betaling van onderhouds- en behandelingskosten van Belgische en buitenlandse behoeftigen (krankzinnigen, thuis opgesloten, tuberculose- en kankerlijders) (wet van 27 juni 1958 gewijzigd door de wet van 3 april 1965)	218,8	163,0	291,7	90,1
60	02	A	Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg opgericht ten einde de kosten voor huisvesting, onderhoud, behandeling en opvoeding van Belgische en buitenlandse gehandicapten te betalen (koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967)	1 014,4	5 085,6	5 618,2	481,9
66	07	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector — Hulp aan gezinnen (thesaurievoorschotten mogen toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25)	—	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk I				1 233,3	5 248,6	5 909,9	572,0
Totalen voor sectie I				1 233,3	5 248,6	5 909,9	572,0
Totalen voor de sector Sociale Zaken				1 233,3	5 248,6	5 909,9	572,0

SECTOR GEZONDHEID

SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming

HOOFDSTUK I

Fondsen hoofdzakelijk gestijfd door begrotingskredieten

60	08	A	Fondsen bestemd om de strijd tegen de tuberculose binnen de Franse Gemeenschap meer kracht bij te zetten (wet van 1 augustus 1930 en van 26 december 1956)	23,8	5,0	10,0	18,8
Totalen voor hoofdstuk I				23,8	5,0	10,0	18,8

TITEL-IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1991	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1991
------	-------	-----------------------	---------	-------------------------	--------------------------	-----------------------	---------------------------

HOOFDSTUK III

Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten

66	21	A	Ontsmettingsdienst voor de gemeenten	0,4	—	—	0,4
Totalen voor hoofdstuk III				0,4	—	—	0,4
Totalen voor sectie I				24,2	5,0	10,0	19,2

**SECTIE II. — Diensten van de Franse Gemeenschap
 onderworpen aan bijzondere beheersregelen**

HOOFDSTUK I

Diensten van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer

70	09	C	Psychiatrisch ziekenhuis van Bergen (Mons). Exploitatiefonds ...	—	440,0	440,0	—
70	10	C	Psychiatrisch ziekenhuis van Doornik (Tournai). Exploitatiefonds	—	455,0	455,0	—
Totalen voor hoofdstuk I				—	895,0	895,0	—
Totalen voor sectie II				—	895,0	895,0	—
Totalen voor de sector Gezondheid				24,2	900,0	905,0	19,2

SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE

**SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap
 op inkomsten met speciale bestemming**

HOOFDSTUK III

Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten

66	01	A	Dotatie bestemd om manifestaties te organiseren van intellectuele en artistieke aard in het kasteel van Mariemont en in de tweede plaats om te voorzien in het onderhoud en de herwaarding van de verzamelingen (koninklijk besluit van 7 juli 1924)	0,1	—	—	0,1
66	09	B	Fonds voor de Film	109,2	239,2	248,8	99,6
66	10	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (thesaurievoorschotten mogen toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25)	—	400,4	400,4	—
66	11	A	Fonds van wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal	1,4	3,2	3,5	1,1
66	12	B	Fonds voor het uitgeversbedrijf en de publicatie	21,2	0,9	5,0	17,1
66	19	C	Fonds voor socio-culturele vorming	—	0,6	0,6	—
66	22	A	Speciaal Fonds voor de betaling van de bezoldiging en de kosten van de toezichtinstellingen van de Gemeenschap bij de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954	1,1	0,4	—	1,5
66	31	B	Fonds voor televisieproductie	25,2	20,0	23,0	22,2
66	32	B	Fonds voor steun aan de verspreiding	—	3,0	3,0	—
66	41	A	Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers	—	44,3	44,3	—
66	42	B	Fonds, openstaande voor het mecenaat ten voordele van de kunstambachten	—	—	—	—
67	01	B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen	0,8	0,1	0,1	0,8
67	02	B	Later te verdelen diverse inkomsten van de Gemeenschap	0,6	—	—	0,6
Totalen voor hoofdstuk III				159,6	712,1	728,7	143,0
Totalen voor sectie I				159,6	712,1	728,7	143,0

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1991	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1991
SECTIE II. — Diensten van de Franse Gemeenschap onderworpen aan bijzondere beheersregelen							
HOOFDSTUK I							
<i>Diensten van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer</i>							
70	06	A	Kas van het Kasteel van Mariemont (besluit van 28 december 1942)	0,3	1,0	1,2	0,1
70	08	A	Kas van het Museum van Seneffe (artikel 8 van het begrotingsdecreet van 10 juli 1981 van de Franse Gemeenschap)	3,0	2,0	5,0	—
70	11	C	Beheerdienst van het Centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol	3,0	2,0	2,0	3,0
70	12	C	Exploitatiefonds van het cultureel centrum « Marcel Hicter » te La Marlagne	6,8	8,0	10,0	4,8
70	13	C	Beheerdienst van het Centrum voor socio-culturele vorming van Séroule	1,4	1,3	1,5	1,2
Totalen voor hoofdstuk I				14,5	14,3	19,7	9,1
Totalen voor sectie II				14,5	14,3	19,7	9,1
Totalen voor de sector Cultuur en Communicatie				174,1	726,4	748,4	152,1

SECTOR SPORT EN TOERISME

Sectie I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming

HOOFDSTUK I

Fondsen hoofdzakelijk gestijfd door begrotingskredieten

60	10	A	Fonds voor de herwaardering van de meren van « l'Eau d'Heure » — « Beheer »	9,4	8,0	—	17,4
60	11	A	Fonds voor de herwaardering van de meren van « l'Eau d'Heure » — « Investerings »	120,0	20,0	—	140,0
Totalen voor hoofdstuk I				129,4	28,0	—	157,4

HOOFDSTUK III

Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten

66	13	A	Nationaal Sportfonds. Franstalige sector (wet van 28 juni 1963) ...	—	(495,0)	(495,0)	—
66	14	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (thesaurievoorschotten mogen toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25)	—	—	—	—
66	15	A	Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal	—	—	—	—
66	18	A	Sportfonds. — Bezoldigingen	7,6	164,4	172,0	—
66	51	C	Sportfonds	49,1	495,0	544,1	—
Totalen voor hoofdstuk III				56,7	659,4	716,1	—
Totalen voor sectie I				186,1	687,4	716,1	157,4
Totalen voor de sector Sport en Toerisme				186,1	687,4	716,1	157,4
Totalen voor titel IV. — Afzonderlijke sectie				2 340,1	13 358,2	13 939,4	-1 758,9

TITEL VII
INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen
van de Franse Gemeenschap

(In duizenden frank)

HOOFDSTUK 41. — <i>Tegemoetkoming van de overheidssector</i>		
411.01	Bijdrage van de Franse Gemeenschap	525 900
HOOFDSTUK 42. — <i>Opbrengsten voortvloeiend uit de uitoefening van de statutaire opdracht van het Commissariaat</i>		
421.01	Functionele inkomsten	10 286
422.01	Intresten op belegging	7 000
HOOFDSTUK 43. — <i>Ontvangsten voor order</i>		
431.02	Diversen	850
HOOFDSTUK 44. — <i>Opbrengsten en realisaties van vermogensgoederen</i>		
441.01	Verkoopopbrengsten van onroerende goederen	p.m.
442.01	Verkoopopbrengsten van roerende goederen	5 285
444.05	Terugbetaling van voorschotten	500
HOOFDSTUK 45. — <i>Bijzondere inkomsten</i>		
451.01	Recuperaties	88 787
451.02	Diversen	34 200
Totaal van de inkomsten		672 788
Vermeerderd met de op 31 december 1990 beschikbare kredieten		30 000
		702 788
HOOFDSTUK 51. — <i>Bedragen die uit te keren zijn aan personen verbonden aan de instelling</i>		
511.01	Bezoldiging van het personeel, met inbegrip van de sociale lasten	184 955
511.04	Sociale lasten voortvloeiend uit de sociale wetgeving. Werkgeversaandeel	p.m.
511.05	Sociale dienst	573
511.07	Beroepsopleiding	370
511.08	Vergoedingen tot dekking van de werkelijke lasten	2 290
511.09	Vergoedingen die de werkelijke lasten niet dekken. Overuren met inbegrip van de bedrijfsvoorheffing	750
511.10	Voorziening pensioen (Werkgeversaandeel)	6 000
Totaal hoofdstuk 51		194 938
HOOFDSTUK 52. — <i>Bedragen die uit te keren zijn aan derden voor prestaties, leveringen en werken die betrekking hebben op diensten of goederen die niet voor inventarisatie in aanmerking komen</i>		
521.01	Huur der lokalen en lasten. — Huur + lasten (Energieverbruik inbegrepen)	35 600
521.02	Huur van materieel en meubilair. — Onder andere, huur van fotokopieerapparaat	2 100
521.03	Onderhoud en herstelling van de lokalen. — Onderhoud en herstelling van de lokalen	2 560
521.04	a) Onderhoud en herstelling van materieel en meubilair	2 470
	b) Onderhoud en herstelling van voertuigen	2 685
521.05	Verzekeringen	4 000
521.06	Belastingen en taksen	p.m.
521.07	Consumptieprodukten (brandstoffen)	1 500
521.09	Diversen. — Diverse kosten (lokalen, materieel, voertuigen)	125
522.01	Bureau-onkosten. — Bureau-onkosten, economaat, telefoon en telex, documentatiefrankering, bankkosten, fiscale zegels	9 900
524.01	Erelonen advocaten, deskundigen	2 600
525.01	Terugbetaling van leningen	3 560
Totaal hoofdstuk 52		87 100

HOOFDSTUK 53. — *Uitvoering door de instelling van haar statutaire opdracht*

(In duizenden frank)

532	Uitgaven van alle aard in verband met de bevordering van de buitenlandse acties van de Franse Gemeenschap :	
532.01	Maandelijks tijdschrift « <i>Présences</i> » — Tijdschrift « <i>Wallonie-Bruxelles</i> »	9 975
532.02	Aankoop, huur van stands, huur van ruimte in de kranten, enz.	3 640
532.04	Productie van videogrammen, afdrukken van brochures'en folders	3 000
532.05	Aankoop van kentekens, vlaggen en geschenken	390
	Totaal artikel 532	17 005
533	Vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap in het buitenland :	
533.01	Uitgaven van alle aard betreffende het « Centre Culturel Wallonie-Bruxelles » te Parijs	16 950
533.02	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles » in Quebec	4 632
533.03	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation générale Wallonie-Bruxelles », belast met de franstalige en multilaterale zaken	9 620
533.04	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », in Kinshasa	8 399
533.05	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », te Genève	4 874
533.06	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », te Rome	3 760
533.07	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », te Tunis	2 669
533.08	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », te Dakar	3 439
533.09	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », te Washington	3 906
533.10	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », te Rio de Janeiro	3 221
533.11	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », bij de Europese Gemeenschappen	2 355
533.12	Uitgaven van alle aard betreffende de « Délégation Wallonie-Bruxelles », te Algiers	4 289
533.99	Andere	3 475
	Totaal artikel 533	71 589
534	Multilaterale sector :	
534.01	BIJDRAGEN	
534.01.01	a) AUPELF. — Toelage aan de Vereniging der Universitairen die volledig of gedeeltelijk franstalig zijn (zetel te Montréal)	800
	b) AUPELF. — Internationaal Fonds voor universitaire samenwerking	500
534.01.02	CILF. — Toelage aan de « Conseil international de la langue française » (zetel te Parijs)	1 200
534.01.03	« Union des Editeurs » — Toelage aan de « Union des Editeurs de langue française » (zetel te Brussel)	200
534.01.04	« Fédération des professeurs de français » : toelage aan de « Fédération internationale de professeurs de français » (zetel te Parijs)	100
534.01.05	CONFESJES. — Toelage aan de « Conférence des Ministres de l'Education de la Jeunesse et des Sports des pays d'expression française » (zetel te Dakar)	700
534.01.06	ACCT. — Toelage aan de « Agence de Coopération culturelle et Technique » (zetel te Parijs)	86 055
534.01.07	CAMES. — Toelage aan de « Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur » (zetel te Ouagadougou)	700
534.01.08	FEJ. — EFJ. — Toelage aan het Europees Fonds voor de Jeugd (zetel te Straatsburg)	1 040
	Totaal Bijdragen	91 295
534.02	ACTIES	
534.02.01	Internationale Colloquia, ontmoetingen, enz. :	
	a) binnen de Franse Gemeenschap	5 100
	b) in het buitenland	5 820
534.02.02	Diverse activiteiten in het multilaterale kader	15 040
534.02.03	Afrikaans Cultureel Instituut en andere internationale verenigingen	700
534.02.04	Uitgaven van alle aard met betrekking tot de acties die gevoerd worden om de Topontmoetingen van de Staats- en Regeringshoofden die het gebruik van de Franse taal gemeen hebben, te volgen	29 500
534.02.05	Organisatie van een biënnale voor poëzie	500
	Totaal Acties	56 680
	Totaal artikel 534	147 955
535	Bilaterale internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België en studiebeurzen Paul-Henri Spaak en studiebeurzen toegekend aan onderdanen uit landen die geen cultureel akkoord met België afgesloten hebben :	
535.01	Kosten voor opdracht en ontvangst van deskundigen of groepen. — Beurzen buiten de bestaande akkoorden	150 000
535.02	Uitgaven van alle aard en overdrachten in verband met de bevordering van jeugduitwisselingen	18 430
	Totaal artikel 535	168 430

		(In duizenden frank)
536	Lopende uitgaven voor onderwijs en onderzoekswerk, verspreiding van kunst en letterkunde en culturele en socio-culturele uitwisselingen en de samenwerking inzake sociale en gezondheidsmateries :	
536.01	Culturele sector	21 980
536.02	Sector Onderwijs	1 472
536.03	Sector Persoonsgebonden Aangelegenheden	8 500
	Totaal artikel 536	31 952
	Totaal hoofdstuk 53	31 952
HOOFDSTUK 55. — Aankopen van vermogensgoederen		
550.01	Onroerende goederen	p.m.
550.02	Nieuwe aankopen (materieel, meubilair, auto's)	1 000
550.03	Aankoop en huur van informatica-apparatuur	1 469
550.04	Aankoop van uitrustingen bestemd voor het buitenland	500
	Totaal hoofdstuk 55	2 969
HOOFDSTUK 56. — Uitgaven voor order		
560.02	Diversen	850
	Totaal hoofdstuk 56	850
	Totaal van de uitgaven	702 788

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1547

24 JANVIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 novembre 1988 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 12, 2° et 3°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 novembre 1988 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la pêche;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Considérant la nécessité d'empêcher la capture frauduleuse de poissons voraces au cours de leur période de fermeture ;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne qui a la pêche fluviale dans ses attributions,

Arrête :

Article 1er. L'article 49 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 novembre 1988 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 49. Il est interdit de :

- a) pêcher sous la glace;
- b) pêcher et amorcer au sang et à la moëlle;
- c) pêcher au vif et au poisson mort actionné ou non, quelle que soit l'espèce de poisson utilisée, entre le 1er janvier et le 20 mars inclus;
- d) pêcher à la cuillère ou au moyen de tout leurre ou amorce factice susceptible de capturer le brochet, la perche, le sandre et le black-bass, entre le 1er janvier et le 20 mars inclus;
- e) pêcher au poisson d'étain ou de plomb et avec tout leurre imitant celui-ci."